

Eric FRECON

ÉTUDE PROSPECTIVE ET STRATEGIQUE



Problématique du terrorisme islamiste en Asie du Sud-Est

Janvier 2017

EJ 1507379730

Étude financée par le ministère de la Défense

Le ministère de la Défense fait régulièrement appel à des prestataires extérieurs pour réaliser des études, selon une approche géographique ou sectorielle, visant à compléter son expertise interne. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, « *doit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme celle des instituts spécialisés* ».

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère de la Défense. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle ou officieuse du ministère de la Défense.

Problématique du terrorisme islamiste en Asie du Sud-Est

été-automne-hiver 2016-2017 / Brest, Paris, Singapour



Prologue : Asie du Sud-Est, théâtre des ombres terroristes et islamistes ; quelle réalité derrière les discours et le drap tendu ? Comme l'illustre l'arbre (*kayon*), faut-il y voir un basculement, un nouveau chapitre ... ou un combat contre les forces du mal ?

SOMMAIRE

AUTEUR	p. 1
GLOSSAIRE	p. 1
INTRODUCTION	p. 4
1. CONSTAT – Vulnérabilités au regard des hypothèses d’emprise du sunnisme radical	p. 4
1.1. La piste d’une adaptation sud-est asiatique des stratégies globales d’ <i>Al Qaeda</i> puis <i>Daech</i>	
1.2. Déconstruction des discours alarmistes : la déconnexion avec la réalité socio-politique, <i>dans un premier temps</i> (par ordre décroissant de connexions)	
1.3. Vers une possible propagation du terrorisme islamiste, <i>dans un second temps et localement seulement</i> (par ordre décroissant des risques)	
2. ANALYSE – Conséquences pour les stratégies des puissances périphériques	p. 26
2.1. Prise de conscience du discours <i>Daecho</i> -centré et relativisation du risque de califat par les particuliers (<i>vision à court terme</i> ?)	
2.2. Instrumentalisation du discours <i>Daecho</i> -centré et mise en lumière du risque de califat par les grandes puissances (<i>vision à moyen-long terme</i> ?)	
2.3. Autres puissances, à l’affût ou en réflexion (<i>vision à plus long terme</i> ?)	
3. RECOMMANDATIONS – Leçons et propositions françaises	p. 36
3.1. Se tenir prêt du fait de l’imprévisibilité des partenariats régionaux	
3.2. Des opportunités pour la France afin de « reprendre pied »...	
3.3. Des risques à anticiper	
SYNTHESE-MATRICE-RECOMMANDATIONS	p. 53
SOURCES	p. 58
REACTUALISATION	p. 61
ANNEXES	p. 62

AUTEUR

Eric Frécon, docteur en science politique (IEP Paris)

- Enseignant-chercheur à l'Ecole navale,
- Chercheur associé à Asia Centre,
- Coordinateur de l'Observatoire Asie du Sud-Est (2012-2015 et 2017-2020),
- Membre du comité UE du *Council for Security Cooperation in the Asia Pacific* (CSCAP).

GLOSSAIRE

Action de l'Etat (AEM)

Ansarul Khilafa des Philippines (AKP)

Ansarullah Bangla Team (ABT)

Asia Conflict and Security (ACAS)

Association of Southeast Asian Nations (ASEAN)

Bangsamoro Islamic Freedom Fighters (BIFF ou Combattants islamiques pour la liberté des Bangsamoro)

Barisan Revolusi Nasional (BRN – Front révolutionnaire national)

Cooperation Afloat Readiness and Training (CARAT)

Centre of Excellence for National Security (CENS)

Centre d'action et de prévention contre la radicalisation (CAPRI)

Center for Strategic and International Studies (CSIS)

Centre de prévention des dérives sectaires liées à l'islam (CPDSI)

Council for Security Cooperation in the Asia Pacific (CSCAP)

Container Security Initiative (CSI)

Darul Islam/Tentara Islam Indonesia (DI/TII – Maison de l'islam/Armée islamique d'Indonésie)

Equipes privées de protection des navires (E2PN)

East Asia Summit (EAS)

Enhanced Defense Cooperation Agreement (EDCA)

Freedom of Navigation Operations (FONOPS)

Five Power Defence Arrangements (FPDA)

Front Moro de Libération nationale (FMLN)

Front Moro islamique de libération (FMIL)

Front Pembela Islam (FPI)

Harakah al-Yaqin (HaY)

International Criminal Investigative Training Assistance Program (ICITAP).

International Centre for the Study of Radicalisation (ICSR)

Information Fusion Centre (IFC)

International Institute for Strategic Studies (IISS)

Institute for the Study of Islam and Arabic (LIPIA)

Integrated Maritime Surveillance System (IMSS)

International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence (ICSR)

International Crisis Group (ICG)

International Ship and Port Facility Security (ISPS)

Institute for Policy Analysis of Conflict (IPAC)

Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC)

Institute of Southeast Asian Studies (ISEAS)

Institut supérieur d'économie maritime – Nantes-Saint-Nazaire (ISEMAR)

Institute of Strategic and International Studies (ISIS)

Jamaah Anshar Khilafah (JAK)

Jamaah Ansharut Daulah (JAD)

Jama'atul Mujahideen Bangladesh (JMB)

Komite Advokasi Muslim Rohingya-Arakan (KAMRA)

Littoral Combat Ships (LCS)

Maritime Security and Counterterrorism Field Training Exercise (MS & CT FTX)

Malaysian Maritime Enforcement Agency (MMEA)

Organisation de coopération de Shanghai (OCS)

Organisation de la coopération islamique (OCI)

Organisation pour la solidarité Rohingya (OSR)

Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE)

Philippine Institute for Peace, Violence and Terrorism Research (PIPVTR)

Partai Keadilan Sejahtera ou Parti de la justice et de la prospérité (PKS)

Regional Cooperation Agreement on Combating Piracy and Armed Robbery against Ships in Asia (ReCAAP)

Regional Digital Counter-Messaging Communication Center (RDC3)

Regional HADR (Humanitarian Assistance and Disaster Relief) Coordination Centre (RHCC)

Rajaratnam School of International Studies (RSIS)

Tentara Nasional Indonesia (TNI – Forces armées nationales de l'Indonésie)

Trans-Pacific Partnership (TPP)

Union européenne (UE)

INTRODUCTION

« *Daech* à l'assaut de l'Asie du Sud-Est » (série de reportages d'*Opinion internationale*, été 2016), « *Daech* s'installe en Asie du Sud-Est » (*Courrier international*, 14 janvier 2016) : faut-il s'inquiéter de ces titres et d'un violent virage islamiste en Asie du Sud-Est ?

La question doit se poser pour une région forte en 2015 de près de 629 millions d'habitants, riche d'un PIB de 2 432 milliards de dollars (2 412 en France), poussée par une croissance régionale de 4,7 % (0,6 et 1,3 en France) ces deux dernières années et visitée par 109 millions de visiteurs en 2015 (84,5 en France)¹. Stratégique pour le monde, du fait de ses ressources (halieutiques, géothermiques, en charbon et en hydrocarbures) et de ses détroits (Malacca très fréquenté, Makassar-Lombok, plus profonds, voire la Sonde bien que plus difficilement navigable), elle l'est aussi pour la France. Un rapport du Sénat appelait à y « reprendre pied » en 2014 quand un autre rapport, de l'Assemblée nationale, expliquait en 2015 qu'il s'agissait d'une « **région fondamentale pour conduire une diplomatie globale** »².

Dans ce contexte, quelle est la meilleure problématique pour envisager la question du terrorisme islamiste en Asie du Sud-Est – peuplée de près de 253 millions de musulmans en 2014 ? Plutôt qu'un discours global, il paraît plus raisonnable d'aborder des grilles de lecture nationales afin d'y décrypter les dynamiques en cours. A cette fin, nous procéderons tout d'abord à un tour d'horizon de l'emprise de *Daech* dans la région (**1. Constat**), avant d'en tirer des conséquences pour les puissances extérieures et leurs ressortissants (**2. Analyse**). Viendra alors le temps d'envisager les opportunités qui se présentent alors pour la France, au confluent de ces considérations sécuritaires/**1.** et diplomatiques/**2.** (**3. Recommandations**).

1. CONSTAT– Panorama des vulnérabilités au regard des hypothèses d'emprise du sunnisme radical

La tentation du sunnisme radical n'est pas nouvelle en Asie du Sud-Est, même dans sa forme violente. Un tel discours a toujours eu une grande audience dans la région comme chez les observateurs extérieurs (**1.1.**). Il mérite toutefois d'être déconstruit pour ne pas parasiter l'analyse (**1.2.**). L'inquiétude d'une possible emprise, très progressive, de mouvements sud-est asiatiques liés à *Daech* n'en sera alors que plus convaincante (**1.3.**).

¹ ASEAN Secretariat, *Selected basic ASEAN indicators*, août 2016: http://asean.org/storage/2015/09/Summary-table_as-of-Aug-2016-rev.pdf (consulté en octobre 2016).

² Gwenegan Bui, Jean-Jacques Guillet, « Les émergents d'Asie du Sud-Est », *Rapport d'information*, Paris, Assemblée nationale, 4 février 2015, 198 p.

1.1. La piste d'une adaptation sud-est asiatique des stratégies globales d'Al Qaeda/Daech

L'objectif est ici de *faire un point sur les liens avec les perspectives de stratégies globales de Daech et Al Qaeda*³. Autrement dit, l'Asie du Sud-Est est-elle inscrite à l'agenda international d'Al Qaeda et de Daech ? A croire les faiseurs d'opinions, tel a été le cas avant-hier parmi les modernistes revenus du Moyen-Orient, hier avec Al Qaeda et aujourd'hui avec Daech.

a. Un vieux discours en Asie du Sud-Est

Très tôt, des liens ont cherché à être tissés entre les poussées de violences islamiques et le Moyen-Orient, comme à l'époque des **révoltes des Padri** à Sumatra (1803-1819 ; 1819-1838 ; 1839-1845), initiées par des pèlerins revenus de la Mecque et séduits par le discours wahhabite. A croire qu'il était déjà question de stratégie globale d'une idéologie fondamentaliste. La **Muhammadiyah** a ensuite été créée en 1912 par un musulman formé à la Mecque et soucieux de revenir aux sources de l'islam. Même à l'époque de la guerre d'indépendance et de la rédaction de la constitution, un vif débat a opposé autour de la Charte de Jakarta ceux qui souhaitaient rajouter ou pas la référence à la *shariah* pour les musulmans. Cette allusion fut finalement supprimée et provoqua l'émergence du DI/TII (**Darul Islam/Tentara Islam Indonesia** ou Maison de l'islam/Armée islamique d'Indonésie), une rébellion très active en Indonésie de 1949 à 1965.

Ensuite, ce fut au tour de Suharto, le dictateur en place de 1966 à 1998, de jouer avec le feu fondamentaliste. Pour s'assurer le soutien des chefs de file musulmans, il va créer des structures comme l'Association des intellectuels islamiques indonésiens en 1990 et surtout faire le pèlerinage, adopter un prénom, changer celui de son épouse et indirectement encourager les passerelles avec le Moyen-Orient. A ces **encouragements vers une religiosité plus grande** mais dépolitisée jusqu'en 1998, en parallèle à des contacts de plus en plus fréquents et influents avec divers courants islamistes au Moyen-Orient, succèdent le **retour d'exil** d'anciens fondamentalistes violents, comme Abu Bakar Bashir en 1999⁴.

Le terrain est prêt pour recevoir l'idéologie radicale et violente d'Al Qaeda. La **Jemaah Islamiyah sert alors de réceptacle** et est dépeinte par certains, entre autres à la RSIS (*S. Rajaratnam School of International Studies, think tank* singapourien), comme le maillon d'une chaîne partie du Moyen-Orient islamiste jusqu'en Asie du Sud-Est. Il y est question des voyages d'Omar Al Faruq dans la région, du passage de Zacharias Moussaoui à Kuala Lumpur, des camps d'entraînements d'Asie Centrale qui alimentent ceux du Sud des Philippines ou de Sulawesi (cf. Annexe 1 & l'Islam & Islamisme). Après le 11 septembre 2001, pléthore d'écrits ont décrit un réseau terroriste tentaculaire, régional et transnational pro-Al Qaeda. Une telle tendance et plus généralement une telle histoire cherchaient à appuyer l'idée d'un islamisme rampant, suite au retour de Malaisie ou d'Asie centrale de musulmans « salafisés »⁵.

³ En italique apparaissent les éléments du cahier des charges.

⁴ Pour plus de précisions, voir : Andrée Feillard, Rémy Madinier, *La Fin de l'innocence ? L'islam indonésien face à la tentation radicale de 1967 à nos jours*, Paris, Les Indes Savantes, Bangkok, Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine, 2006, 276 p.

⁵ Rohan Gunaratna, *Inside Al Qaeda: Global Network of Terror*, New York, Columbia University Press, 2002, 240 p.; Barry Desker, "The Jemaah Islamiyah Phenomenon in Singapore", *Contemporary Southeast Asia*, 25: 3, 2003, p. 495.;

b. Un discours en phase avec des politiques nationales

Ce discours de fait alarmiste et qui s'appuie sur des pratiques et connexions préexistantes a rapidement trouvé preneur et un écho favorable en Asie du Sud-Est, en particulier à **Singapour** où la vulnérabilité est érigée au rang de politique nationale pour définir des ennemis communs et ainsi cimenter la société particulièrement multiculturelle⁶. Ses dirigeants usent et abusent du pacte hobbesien au gré des vidéos sur le terrorisme sur les quais du métro, les affiches de la *Total Defence* qui interpellent le passant (« *And you, what will you defend?* ») jusqu'à la dernière campagne de l'été 2016, qui reprend un discours du ministre de l'Intérieur Shanmugam (« *Stay strong/alert: Attack on Singapore, a matter of when, not if* »)⁷.

De même, en **Indonésie**, les forces armées ont été montrées du doigt pour régulièrement alimenter les conflits internes afin de justifier leurs présences sur le terrain aussi bien que dans la sphère politique où a été mise en place la double-fonction (*dwifungsi*) des officiers, aussi bien civile que militaire. A Poso par exemple dans les années 2000, présentée comme terre de *jihād* du fait des clashes entre musulmans barbus venus de Jakarta et d'Asie centrale contre les populations chrétiennes, des balles venues des stocks de l'armée ont été retrouvées dans le corps des victimes. Des soldats allaient jusqu'à louer également leurs armes⁸.

Aussi la *Jemaah Islamiyah* est-elle venue fort à propos jouer les vecteur d'*Al Qaeda* pour des élites en mal d'ennemis au sens de Carl Schmitt, à savoir constitutifs d'identité – ou d'utilité. Tous les arguments étaient bons pour en faire la clef de voûte radicale et la tête de pont salafiste.

c. Think tanks et Cassandre versus ustaz⁹ et chefs de file religieux

Derrière cette « **fabrication de l'ennemi** », selon le processus mis en lumière par Pierre Conesa¹⁰, se trouvent les *think tanks*. En Asie du Sud-Est, leur nature est ambiguë : façade académique, avec des chercheurs étrangers parfois chèrement recrutés, *versus* commandes gouvernementales et portes badgées.

En sus, ces officines ne sont pas financées à long terme : elles doivent alors justifier leur existence à travers des rapports alarmistes, d'où cet échange surréaliste avec une analyste à qui il était demandé de confirmer la nature plus criminelle que jihadiste d'*Abu Sayyaf*. Sa première réaction, dans les couloirs, fut de s'offusquer. Puis, en-dehors des murs, elle admit la nature vénale des groupes affiliés. A la question : « mais alors, pourquoi ne l'écris-tu pas ? », elle répondit aussitôt : « si je l'écris, je perds mon boulot. ». CQFD.

Kenneth J. Conboy, *The Second Front: Inside Jemaah Islamiyah, Asia's Most Dangerous Terrorist Network*, Jakarta, Equinox, 2005, 256 p. ; Bilveer Singh, *The Talibanization of Southeast Asia: Losing the War on Terror to Islamist Extremists*, Santa Barbara, Praeger Security International, 2007, 264 p.

⁶ Eric Frécon, « Singapour a peur... », in Abigaël Pesses, François Robine (dir.), *Asie du Sud-Est : bilan, enjeux, perspectives*, Bangkok, IRASEC, 2016.

⁷ En juin 2017, le Premier ministre reprenait la même expression ; pour lui, l'insurrection à Marawi représentait un vrai danger pour Singapour : Toh Yong Chuan, « Clear and present danger to S'pore », *The Sunday Times*, 11 juin 2017, p. A6.

⁸ Enquête de terrain à Poso puis Pendolo et entretiens avec le révérend Damanik à Tentena en 2005.

⁹ Universitaire formé à la théologie musulmane.

¹⁰ Pierre Conesa, *La fabrication de l'ennemi*, Paris, Robert Laffont, 2011, 372 p.

Enfin, les universitaires locaux courent tous après leurs contrats de *tenure* (CDI) et leur titre de *Professor*. Le critère est beaucoup moins académique (nombre de publications) que lié au ramdam produit par les recherches, d'où l'intérêt de grossir le trait et de légitimer ses travaux dans le paysage de la recherche locale.

Il convient donc de prendre du recul et d'analyser froidement ce qui est proposé à lire.

1.2. Déconstruction des discours alarmistes : la déconnexion avec la réalité socio-politique, dans un premier temps (par ordre décroissant de connexions)

Pré-requis : à l'occasion d'un panorama de la situation actuelle, l'objectif est ici de relire les derniers événements à travers une grille de lecture différente. A cette fin, en écho à ce qui a été dit sur les connexions entre monde malais et monde wahhabite, il convient de rappeler que l'islam fut introduit par des marchands et adopté pacifiquement par des roitelets ou princes locaux dès le XIII^e siècle¹¹. Ensuite, à lire Denys Lombard, l'islam a été l'occasion de la bascule régionale dans la modernité. Il a tourné la page de millénaires d'animisme avec les Austronésiens puis de treize siècles d'indianisation fondés sur la dimension verticale ou cosmogonique du pouvoir, au profit d'une vision horizontale, plus géographique et politique¹². Emergent les sultanats, se développent davantage les cités-entrepôts, les réseaux asiatiques succèdent aux royaumes agraires : c'est l'âge d'or du Sultanat de Malacca au XV^e siècle, carrefour marchand, culturel et surtout **cosmopolite**.

Avec en sus l'islam *abangan* développé par Clifford Geertz¹³, à savoir une sorte d'animisme qui a absorbé des éléments de l'hindouisme et de l'islam pour les refondre en un ensemble cohérent, on est loin des seuls *santri*, qui désignaient à l'opposé la minorité qui se consacre à la recherche de l'orthodoxie islamique. Ses membres se disent « les vrais musulmans », leurs ennemis les appellent « les Arabes javanais »¹⁴. Il existerait alors une spécificité de l'islam indonésien, qualifié souvent de « *soft* » ou de « *smiling* », à telle enseigne que même au Moyen-Orient, les Indonésiens y sont vus plus comme des étrangers sud-est asiatiques que comme des frères en islam. Or, aujourd'hui, les *abangan*, et avec eux les tenants d'un islam tolérant, se font discrets. A l'échelle de la région et du temps long, ce constat pousse à revoir les dynamiques de l'islam radical et ses violences à partir des **contextes nationaux**.

Finalement, comme témoignait Joseph Liow devant une sous-commission de la chambre des représentants aux Etats-Unis :

there is at present no “ISIS Southeast Asia,” **nor has ISIS central formally declared an interest in any Southeast Asian country**. For the most part, the presence of ISIS in Southeast Asia is expressed in the form of radical groups and

¹¹ Anonyme, M. Zaini-Lajoubert, A. Marre, *Histoire des rois de Pasai (Hikayat Raja Pasai)*, Toulouse-Marseille, Anarcharsis, 2004, 156 p.

¹² Sur le poids de l'animisme jusque dans la politique contemporaine, voir : Romain Bertrand, *La démocratie invisible – Violence, magie et politique à Java*, Paris, Khartala, 2002, p. 248. En ce qui concerne l'influence de l'Inde – et de ses croyances – en Indonésie, voir par exemple : Eric Frécon, “Indian Influence in Indonesia: From Srivijaya to the Riau Free Trade Area”, in Bhaskar, C. Uday, Upadhyaya, Shishir, *Furthering Maritime Connectivity: India and Southeast Asia*, New Delhi, Matrix Publishers, 2011. p. 22-53.

¹³ *The religion of Java*, 1960.

¹⁴ Georges Condominas, « Clifford Geertz, *The Religion of Java* [compte rendu] », *L'Homme*, 1964, 4 : 2, p. 134-138.

individuals who have taken oaths of allegiance to ISIS. In other words, the ISIS phenomenon is imbricated with indigenous jihadi agendas and movements. This should prompt a further consideration: the appeal of ISIS in Southeast Asia differs depending on the country. [...] This is a potential threat that cannot be taken lightly. But it should also be viewed in context¹⁵...

...à savoir : approche idéologique et théologique en Malaisie et à Singapour ; fragmentation et rivalité en Indonésie ; banditisme et sécessionnisme aux Philippines.

Le **contexte régional** appelle aussi à la nuance. Comme en Europe, les militants de retour ne reviennent pas dans le cadre de missions attirées mais suite à des échecs pour intégrer des groupes de combattants.

a. Indonésie : à mille lieux d'une emprise de *Daech* sur l'archipel

En janvier 2016, le *Center for Strategic and International Studies* (Washington) estimait que 300 Indonésiens avaient rejoint *Daech*, soit 0,00012 % de la population ou 1,4 personne par million de musulmans – contre 8,5 personnes par million de musulmans en Malaisie, 14 en Australie et 40 en Belgique¹⁶. D'autres avancent le chiffre de 800 mais, dans de nombreux cas, conjoints et enfants suivraient, ce qui pourrait gonfler les chiffres. **Difficile, alors, d'en ressortir une force de frappe très conséquente et structurée**, d'autant plus que le radicalisme se dilue dans des mouvements moins violents, telles les milices (FPI ou *Front Pembela Islam* – Front de défenseurs de l'islam) ou les associations/ONG/sectes (*Hizbut Tahrir* et *Jamaah Tabligh*), qui investissent les campus, voire les partis politiques (comme les soupçons à propos du PKS – un parti islamiste : *Partai Keadilan Sejahtera* ou Parti de la justice et de la prospérité).

Ce **flou quant à l'état des lieux du jihadisme indonésien** s'est retrouvé à trois occasions en 2016. Il tendrait à confirmer l'idée d'un terreau favorable à la radicalisation, dû notamment aux contextes sociaux dans les confins de l'archipel ou des grandes cités, sans pour autant y voir un nouveau front ou une tête de pont de *Daech* en Asie du Sud-Est. Ce fut déjà le cas avec la soi-disant emprise d'*Al Qaeda* à Poso alors que les facteurs étaient beaucoup plus profonds, locaux et nombreux (Annexe 2). Plus récemment – à Jakarta en janvier 2016, à Batam en août 2016 et à Medan en septembre 2016 – il est apparu clairement que l'on était encore loin du chaos *made in Daech* (cf. Annexe 2').

Enfin, rappelons que la **grille de lecture singapourienne** vient régulièrement parasiter l'analyse jusque dans les îles de l'archipel, du fait de liens académico-diplomatiques entre les deux pays (cf. Annexe 3).

¹⁵ Joseph Chinyong Liow, "ISIS in the Pacific: Assessing terrorism in Southeast Asia and the threat to the homeland", *Brookings*, 27 avril 2016.

¹⁶ Au total, entre 700 et 1 000 personnes auraient fait le voyage d'Asie du Sud-Est vers la Syrie, sur une population totale de 600 millions d'habitants, ce qui reste peu.

b. Philippines : le visage complexe d'Abu Sayyaf

Deux lectures de la situation s'opposent aux Philippines :

- l'armée ne voit en *Abu Sayyaf* qu'un groupe de bandits cupide et intéressé uniquement par les kidnappings,
- en face et plus bruyamment, par éditoriaux et articles interposés, le chercheur **Rommel Banlaoi**, qui dirige le *think tank* indépendant *Philippine Institute for Peace, Violence and Terrorism Research (PIPVTR)*¹⁷, ne cesse de sonner l'alarme. Il identifie des cycles avec une période islamique radicale à son origine, puis une longue période de banditisme, après la mort du fondateur et, à présent, un renouveau jihadiste avec *Daech*. Il s'inscrit dans la lignée de Rohan Gunaratna selon qui les Philippines sont le nouveau terreau d'implantation de *Daech* dans la région¹⁸.

Mais ce dernier discours trouve des contradicteurs soit de manière très subtile pour ne pas entacher des relations de travail – comme Rolando Talampas, *associate professor* de l'Université des Philippines, au sein de l'*Asian Centre* (cf. Annexe 4)¹⁹ –, soit plus frontalement, car bien informés, à commencer par Joseph Franco, à présent à la RSIS (*Rajaratnam School of International Studies*) à Singapour mais autrefois dans la fonction publique philippine. Aux « *jihobbyistes* », ce dernier oppose l'absence d'attentats-suicides ces quarante dernières années dans les rangs d'*Abu Sayyaf*, où l'argent compte plus que les vierges hypothétiquement promises au paradis du jihadiste. Les méthodes et manières de faire diffèrent trop de *Daech*. Ce *business* de l'otage que l'on retrouve aujourd'hui – avec des groupes qui kidnappent puis transmettent les victimes à des factions d'*Abu Sayyaf* plus compétentes pour négocier les rançons – date de plusieurs siècles. C'est ce qu'explique l'historien de référence dans ce domaine, James Warren²⁰, ainsi que Gabrielle Loyré²¹. Ce grand banditisme a toujours résulté du manque d'emprise du pouvoir central sur ces régions²². La religion y est différente et les populations lorgnent moins vers Manille que vers le Sabah malaisien, d'ailleurs encore revendiqué par Manille ainsi que l'un des prétendants actuel au trône du sultanat des Sulu – qui a même tenté une intrusion militaire le 27 février 2013.

A croire Joseph Franco, certains experts gagneraient donc à plonger dans l'histoire et l'anthropologie des Tausugs, populations locales, pour le comprendre. Il existerait ainsi des barrières culturelles à l'idéologie spécifique du salafi-jihadisme auprès des membres d'*Abu Sayyaf*. Du fait des longs conflits, depuis 1972, et du coût exorbitant pour aller à la Mecque, il

¹⁷ Rohan Gunaratna, directeur de l'ICPVTR à Singapour, est membre de l'*International Advisory Board* du PIPVTR. Voir le site du centre : www.pipvtr.com (accédé en janvier 2017).

¹⁸ L'idée d'un « second front de la terreur » refit surface suite à l'insurrection de Marawi, en mai-juin 2017 : Liow, Joseph Chinyong, Ghandour, Salem, "The warning from Marawi for regional security", *The Straits Times*, 12 juin 2017.

¹⁹ Il a été recommandé par Julius Trajano (RSIS, Singapour). Il rapporta comment, à l'occasion d'une soutenance de thèse sur Mindanao, le rôle de la religion et de la radicalisation avait été « minimisé » - notamment suite à une des ses questions sur les possibles retombées du conflit au Moyen-Orient au sud des Philippines.

²⁰ Voir James Warren, *The Sulu Zone, 1768-1898: The Dynamics of External Trade, Slavery and Ethnicity in the Transformation of a Southeast Asian Maritime State*, Singapore, Singapore University Press, 2007 (nouvelle édition).

²¹ Ghislaine Loyré parle d'activité « commerciale » : Ghislaine Loyré, « Piraterie et islamisme », in Antonio Guerreiro, Pascal Couderc (dir.), *Bornéo : des chasseurs de tête aux écologistes*, Paris, Autrement, 1991, p. 58-66 ; Ghislaine Loyré, Alain Rey, « Les Moros : Barbaresques des mers orientales », *Hérodote – Australasie*, 1^{er} trimestre 1989, n°52, p. 122.

²² BA Hamzah, "Mitigating Maritime Violence in Sulu Sea: Regional Cooperation Needed", *RSIS Commentaries*, 14 décembre 2016.

n'a jamais existé de relations fortes avec le Moyen-Orient (comme ce fut le cas en Indonésie avec les mouvements musulmans de la fin du XIX^e et du début XX^e telles la guerre des Padri ou la Muhammadiyah – cf. *supra*). Dès lors, l'islam est comparable à celui des *abangan* indonésiens : un synchrétisme local, mêlé de croyances pré-islamiques, vestiges de l'indianisation sud-est asiatique (I^{er}-XIII^e siècles), très peu réceptif à la rigueur moyenne-orientale²³.

A cet obstacle non-négligeable, s'ajoute le manque d'homogénéité ethno-linguistique à Mindanao. Le *Center for Southeast Asian Studies* de la *Northern Illinois University* recense ainsi 154 langues parlées aux Philippines, dont 37 à Mindanao. De même, on dénombre 18 groupes ethniques différents²⁴. Fort de ce contexte, le spécialiste François-Xavier Bonnet²⁵ donne plus de précisions :

Abu [Sayyaf], c'est en fait 60 à 80 clans familiaux situés sur Basilan et Sulu, ainsi que certaines parties de Zamboanga. Il n'y a pas de structure hiérarchique réelle contrairement à ce que l'on veut nous faire croire. Cela veut dire concrètement que certaines factions (formées de plusieurs clans) ont pu faire allégeance à *Daech*, d'autres pas ou pas encore. (...) Duterte considère *Abu* comme des rebelles, pas des terroristes.

Enfin, de façon plus conjoncturelle, Mohamed Jaafar Maguid, le seul chef de file philippin qui avait des relations très proches avec *Daech* et qui tentait, avec de très grosses difficultés, d'unir des groupes radicaux de Mindanao et des Sulu, a été tué début janvier²⁶. Avec son groupe *Ansar Al Khilafah* Philippines, il espérait faire de Mindanao-Sulu une *wilaya*²⁷ reconnue. D'après les analystes, il sera difficile de retrouver une personne ayant à la fois les connexions avec *Daech* et la volonté d'unir les divers groupes.

Ainsi, comme le résume un chercheur basé à Singapour, « l'influence opérationnelle de l'EI [Etat islamique] à Mindanao est franchement douteuse. Des factions d'*Abu Sayyaf* ont prêté allégeance à l'EI mais la démarche est purement communicationnelle ».

c. Singapour : une radicalisation très 'light'

C'est l'histoire d'une ville qui se dit assiégée par les terroristes en tous genres mais qui peine à étayer son propos. Ce fut vrai sous l'ère d'*Al Qaeda* et de la *Jemaah Islamiyah*, lorsque les autorités avaient par exemple craint un attentat contre la station de métro Yishun en 2002. Cet épisode a été judicieusement rappelé dans les médias l'été dernier pour ne pas prendre les menaces « à la légère »²⁸. Mais en réalité, rien n'avait été prouvé ; une carte avec la station entourée avait simplement été retrouvée chez un suspect à Jakarta ; de

²³ C'est pour la même raison que Jakarta est souvent vue d'un mauvais œil au Moyen-Orient, quand il s'agit par exemple de jouer les médiateurs auprès de musulmans, comme les Palestiniens ou plus récemment entre Saoudiens et Iraniens.

²⁴ T'boli et B'laan (ou Bla-an) étant les plus importants ; s'y ajoutent les Ata, Bagobo, Banwaon, Bukidnon, Dibabawon, Higaonon, Kalagan, Mamanwa, Mandaya, Mangguwangan, Manobo, Mansaka, Subanen, Tagakaolo, Teduray et Ubo.

²⁵ Sa thèse porte sur les interconnexions entre les conflits claniques et les insurrections musulmanes sur l'île de Mindanao. Il réside aux Philippines et est par ailleurs consultant pour différentes agences des Nations Unies (notamment l'UNESCO) et pour certaines municipalités de Mindanao ayant des conflits locaux à régler (source : IRASEC).

²⁶ "Leader of group sympathetic to Islamic State killed Read", *The Inquirer*, 5 janvier 2017.

²⁷ Singulier ou pluriel, nous privilégions cette orthographe pour la traduction de « province » en arabe.

²⁸ Arlina Arshad, "Marina Bay rocket attack plot from Batam 'not to be taken lightly'", *The Straits Times*, 6 août 2016.

l'interrogation à l'accusation, *via* la suspicion : les étapes avaient été rapidement franchies, dans les médias comme les *think tanks*.

Aujourd'hui, le gouvernement fait régulièrement état d'arrestations d'**individus radicalisés** :

- des Singapouriens : en octobre 2015, le Premier ministre révélait que neuf personnes auto-radicalisées avaient été placées en détention. Cinq avaient prévu leur départ vers la Syrie ; cet été, le Franco-néo-zélandais Romain Quivooij, chercheur à la RSIS²⁹, évoquait une dizaine de Singapouriens rendus en Syrie et qui s'y trouvaient encore (avec femme et enfants) ou qui avaient été appréhendées alors qu'ils tentaient de rejoindre la zone ;
- des travailleurs du Bangladesh, notamment une trentaine renvoyés chez eux alors qu'ils fomentaient des attentats dans leur pays depuis Singapour.

Toutefois, le profil des personnes interpellées à Singapour³⁰ n'a **rien de comparable avec les frères Kouachi** par exemple ou les instigateurs de l'attaque du Bataclan. Le dernier suspect en date, l'été dernier, un universitaire installé en Australie, laissait davantage deviner un profil psychologique instable plutôt qu'une radicalisation totale et assumée. Les connexions avec *Daech* sont plus ténues que ce qu'elles sont en France et, même si de tels profils fragiles étaient amenés à être téléguidés, la cité-Etat reste en mesure d'opérer une veille efficace sur chacun de ses citoyens. Pour Romain Quivooij, « le lien est principalement inspirationnel et recoupe deux vecteurs d'endoctrinement : l'auto-radicalisation en ligne et les prêches/ouvrages "islamiques" jugés suspects et dangereux par les autorités ».

d. Malaisie : une situation sous contrôle

Des attentats ont été déjoués en Malaisie ; des phénomènes de radicalisation ont été relevés mais difficile pour les chercheurs locaux d'obtenir des informations fiables de la part de la police, d'autant plus que la société se crispe facilement autour des questions religieuses, comme l'ont illustré la polémique autour de l'usage du mot « *Allah* » ou de l'expression « joyeux Noël ».

Comme le résumait Dzirhan Mahadzir, journaliste spécialiste des questions de sécurité chez *IHS Jane's*, il existe des tentatives de liens avec *Daech* mais, pour l'heure, **les initiatives demeurent individuelles et éparées**.

e. Thaïlande : McCargo (approches locales et politiques) versus Gunaratna (approches globales et religieuses)

Le cas thaïlandais, depuis le Sud et *via* sa minorité malaise, permet de faire le lien avec l'Asie du Sud-Est continentale. Rohan Gunaratna et son institut y ont identifié des connexions avec *Al Qaeda* dès les années 2000. Plus récemment, des rapports de l'ICPVTR (*International Centre for Political Violence and Terrorism Research*, à Singapour, au sein de la RSIS)

²⁹ Il y est rattaché au CENS (*Centre of Excellence for National Security*) ; il a récemment publié : *The French Counter-radicalisation Strategy*, Working Papers, RSIS, 27 décembre 2016, 26 p.

³⁰ Ce qui n'est pas forcément le cas en Indonésie par exemple, en particulier dans le cas de l'attentat de janvier 2016 d'après ce que montre les premiers éléments de l'enquête. Ces derniers tendent à mettre en lumière un vaste réseau, sans savoir encore qui en était clairement le *dalang* (marionnettiste dans le *wayang kulit* ou théâtre d'ombres indonésien) : Francis Chan, "Indonesia terror network backed deadly Jan 14 strike", *The Straits Times*, 15 janvier 2016.

indiquaient que les services de Moscou avaient informé Bangkok, en novembre 2015, de l'entrée de **dix Syriens proches de Daech sur son territoire**, possiblement en quête de cibles russes. Il était même question d'éléments ouïghours pouvant opérer sur son sol.

Cependant, les tenants de la guerre mondiale contre le terrorisme ont trouvé sur leur chemin trois chercheurs parfaitement renseignés. Tous ont lancé leur charge pour remettre les facteurs locaux et non globaux au cœur de l'analyse. A leurs yeux, la situation n'aurait guère changé en 2016 et le constat resterait identique, à mille lieux des élucubrations singapouriennes largement dénoncées dans la littérature académique (cf. Annexe 5).

- Pour Duncan McCargo, professeur à Leeds et auteur de plusieurs ouvrages de références sur ce conflit (cf. **Sources**), il ne s'agit de violences ni criminelles, ni économiques, ni même jihadistes mais simplement politique, à propos du vivre ensemble thaïlandais : comment intégrer une nation intrinsèquement bouddhiste avec sa foi musulmane ? La clef du conflit s'articule alors autour de la **légitimité** du pouvoir thaïlandais, précisément décrédibilisé sous l'ère de Thaksin au début des années 2000 ;
- L'analyste Don Pathan, également correspondant du quotidien thaïlandais *The Nation* dans le Pattani³¹, rappelle que les affrontements sont de nature **ethno-nationaliste** et nullement islamistes, tout en tentant une comparaison avec Mindanao ; il se souvient que la JI avait essayé d'exploiter les clashes mais sans succès ;
- enfin, le méconnu Srisompob Jitpiromsri³² fait écho à l'opposition entre *abangan* et *santri* quand il évoque les **écoles coraniques d'obédience wahhabite (mais pro-gouvernementale et non-violente)** et celle plus traditionnelle, mâtinée d'animisme et de croyances locales, qui nourrissent le discours nationaliste malais – et non islamiste. Il fait d'ailleurs référence à des insurgés plus qu'à des terroristes du fait des attaques très ciblées contre les autorités plus que les civils – qui restent toutefois touchés par certaines attaques.

f. Birmanie³³ : des cibles surtout bouddhistes

Aux frontières de l'Asie du Sud émerge un islam violent. A première vue, ce sont essentiellement les violences antimusulmanes qui risquent de radicaliser la minorité visée par le pouvoir central et nationaliste. Début octobre 2016, ce sont ainsi quelque 250 Rohingyas qui ont lancé trois attaques pour faire main basse sur des dizaines d'armes et leurs munitions dans les locaux de la police des frontières. Dix-sept policiers et agresseurs ont été tués à cette occasion, ce qui a provoqué une gigantesque chasse à l'homme. C'était le plus violent affrontement depuis 2012 (150 personnes mortes et 150 000 musulmans en fuite sur les routes). La question s'est alors posée d'éventuelles connexions avec le terrorisme islamiste, étant donné entre autres la porosité des frontières.

³¹ Voir le blog officiel de son agence de conseil : <http://donpathan.blogspot.fr/acasconsulting.com> (consulté en janvier 2017).

³² Director, Center for Conflict Studies and Cultural Diversity Deep South Watch Prince of Songkla University.

³³ Plutôt que « Myanmar », imposé par l'ex-junte, nous préférons utiliser le mot « Birmanie ». Bien que contesté par certains à cause du primat accordé ainsi à l'ethnie birmane, il demeure le plus employé, entre autres par la diplomatie française.

D'une part, des connexions avec *Daech* ont été signalées :

- En septembre 2015, le quatorzième numéro du magazine de *Daech*, *Dabiq*, signalait un projet de base au Bangladesh, comme **tremplin potentiel vers la Birmanie** voisine ; un jihadiste Bangladais appelait au combat contre les oppresseurs des Rohingyas ;
- En août 2016, le nom d'Aung San Suu Kyi apparut sur une *kill list* adressée à la police malaisienne ;
- En novembre 2016, la police indonésienne déjoua une tentative d'attentat contre l'ambassade de Birmanie à Jakarta par un extrémiste pro-*Daech* ; en 2013, une bombe avait déjà explosé devant un établissement bouddhiste à Jakarta, suite aux premiers événements violents de 2012 contre les Rohingyas ;
- De plus, s'il devait y avoir une *wilaya* en Asie du Sud, elle inclurait à n'en pas douter l'Etat fédéré du Rakhine³⁴ ; *Daech* pourrait capitaliser sur ses contacts locaux, à commencer par le groupe *Jama'atul Mujahideen Bangladesh (JMB)*³⁵.

D'autre part, *Al Qaeda* ne serait pas en reste :

- La Chambre du commerce franco-birmane rappelait que « le numéro 2 d'*Al Qaeda* est parvenu à se cacher plusieurs années au Myanmar. Il est par conséquent probable qu'un acte terroriste islamiste survienne un jour au Myanmar » ;
- En septembre 2014, *Al Qaeda* avait annoncé par la voix d'Ayman al Zawahiri la création d'une branche qui « hisserait le drapeau du jihad, notamment en Birmanie et en réponse aux avancées de *Daech* ;
- En mai 2015, le groupe *Al Shabaab*, proche d'*Al Qaeda* et pourtant peu disert sur les affaires extérieures à l'Afrique, avait appelé les musulmans d'Asie du Sud-Est à aider les Rohingyas ;
- En juin le groupe *Tehreek-e-Taliban Pakistan* s'est joint au concert d'appel aux armes à l'attention de la jeunesse birmane, précisant que ses armes demeuraient à leur disposition ;
- En septembre 2016 un nouveau magazine d'*Al Qaeda* dans le sous-continent indien, *Al Balagh*, relayait cet appel au combat ;

³⁴ Ou Arakan.

³⁵ Iftekharul Bashar, "Myanmar Risks Daesh Terrorism Wrath With Continuing Rohingya Abuse", *East Asia Forum*, 11 janvier 2017.

- De même, lors de l'attaque d'octobre 2016, l'Organisation pour la solidarité Rohingya (OSR – mouvement terroriste dirigé par un Bangladais, fondé dans les années 1980 puis en sommeil depuis quelques années) a été désignée comme coupable. Quatre suspects ont été appréhendés : ils appartiendraient à un groupe connexe, *Aqa Mul Mujahidin*, et auraient suivi six mois d'entraînements chez les Talibans. L'OSR aurait ainsi des liens avec un groupe bangladais affilié, l'*Ansarullah Bangla Team* (ABT), et le *Laskar-e-Taiba* au Pakistan ;
- En novembre 2016, *Jamaat-ul-Ahrar*, une faction de *Tehreek-e-Taliban Pakistan* (TTP), appelait la jeunesse musulmane de la Birmanie à prendre les armes, lui promettant des centres d'entraînement et un soutien logistique ;
- Enfin, en décembre 2016, *Titumir Media*, proche d'*Al Qaeda* et basé au Bangladesh, a appelé à une vengeance armée des violences contre les musulmans de l'Arakan³⁶.

Cependant, il convient de rester froid par rapport à l'hypothèse d'une version birmane du terrorisme islamiste :

- Malgré l'avalanche de déclarations, il n'est finalement question que d'appels et d'invectives mais ni de la part de Birmans, ni de la part d'islamistes basés en Syrie ou en Irak. Concrètement, sur le terrain, difficile de déceler une emprunte nette ou une influence sur le long terme, de *Daech*, voire d'*Al Qaeda*. « Le [terrorisme islamiste y] reste très marginal. [Cette] menace est surtout une justification pour l'armée et le gouvernement birmans afin de justifier une utilisation disproportionnée de la force envers des civils dans le Nord de l'Etat d'Arakan », explique Carine Jaquet, consultante pour des organisations internationales et spécialiste de la Birmanie³⁷. L'inquiétude serait légitime plus en Asie du Sud, du fait de la présence de nombreux groupes ralliés à *Daech* et *Al Qaeda*, qu'en Asie du Sud-Est ou en Birmanie ;
- Peut-être s'agit-il de bouc-émissaires tout désignés par les autorités, Aung San Suu Kyi restant discrète sur le sujet. L'ONU demanda même à ce qu'elle se rende sur le terrain, sans réaction notable de la part du prix Nobel de la Paix. Quant à l'armée, certains ont rappelé qu'elle pouvait (re)prendre le pouvoir en cas d'instabilité nationale ;
- Des liens avec le trafic de drogue ou des groupes rebelles étaient avancés quelques-uns, ce qui expliquerait que les autorités birmanes et bouddhistes apparaissent comme les principales cibles ;
- A moins que le Bangladesh ait été aussi laissé filer les membres armés en octobre 2012. Le problème ne serait alors pas à l'échelle de l'islamisme transnationale mais de la lutte d'influence interétatique ;

³⁶ Ou « Rakhine » (Etat d'Arakan) selon le régime birman.

³⁷ Entretien par courrier électronique, le 15 janvier 2017.

- Surtout, comme le souligne Florence Geoffroy, chercheur associé à Asia Centre et au *Center for Diversity and National Harmony* à Rangoon, les Rohingyas ont une tradition de non-violence peu compatible avec de telles attaques. Longtemps, les communautés bouddhistes et musulmanes ont su cohabiter. Aujourd’hui, les Rohingyas savent combien le soutien de l’Occident leur est nécessaire. Dans ces conditions, la bascule vers le terrorisme islamiste leur serait tout à fait contre-productive et « parler de radicalisation des musulmans de Birmanie [lui] semble faux »³⁸.

Comme le résume la Chambre du commerce franco-birmane :

des tensions existent entre communautés musulmanes et bouddhistes locales, mais **ces affrontements restent localisés** et ne semblent pas concerner à ce jour la communauté française ou expatriée. Ils ciblent clairement les musulmans ou les bouddhistes dans certains quartiers ou dans certaines régions.

De même, le dernier attentat au Myanmar remonte à il y a près de dix ans et n’était en rien lié au terrorisme islamiste. Il s’agissait d’un acte politique sous la junte militaire birmane, qui n’a jamais été complètement été éclairci ni revendiqué.

Et Florence Geoffroy de préciser en écho :

les violences commises dans le nord du Rakhine apparaissent plutôt comme la seule alternative trouvée par une minorité de jeunes musulmans mal organisés et désespérés pour faire réagir le gouvernement birman, mais surtout la communauté internationale, sur les conditions de vie dramatiques imposées à leur communauté depuis quatre ans. Et ce, indépendamment du pacifisme prôné par la grande majorité de leur communauté³⁹.

1.3. Vers une possible propagation du terrorisme islamiste, dans un second temps et localement seulement (par ordre décroissant des risques)

Il existe encore des *facteurs favorables à la propagation du terrorisme islamiste* comme le montrent les *scénarios suivants d’évolution ou de propagation* à plus long terme. Pour s’en convaincre, il paraît nécessaire de revenir au préalable sur les spécificités de *Daech*⁴⁰. Elles en font un mouvement bien plus **imprévisible**, voire jusqu’au-boutiste qu’*Al Qaeda*.

Tableau 1 : comparaison *Al Qaeda/Daech* (source : Ridzwan Rahmat, août 2016)

Les « 4T »	<i>Al Qaeda</i>	<i>Daech</i>
<i>Time</i> (temps pris pour radicaliser)	Long, <i>via</i> des entraînements	Rapide
<i>Tools</i> (armes)	Armes à feu, plus ou moins sophistiqué	Toutes les armes, même une simple pierre d’après un porte-parole de <i>Daech</i> .
<i>Tactics</i> (organisation)	Centralisé	Décentralisé, propice à l’initiative et à des groupes épars, <i>via</i> diverses allégeances.

³⁸ Entretien en janvier 2017.

³⁹ Florence Geoffroy, « Birmanie : mes racines de la violence entre bouddhistes et musulmans », *Asialyst*, 17 octobre 2016.

⁴⁰ Selon Ridzwan Rahmat, Senior defence and security analyst, *IHS Jane’s*, 10 août 2016 ; formé à la RSIS...

<i>Targets</i> (cibles)	Militaires et fonctionnaires en majorité	<i>Soft targets</i> (cinéma, salle de concert, parades)
-------------------------	--	---

Or, un terreau encore fertile persiste en Asie du Sud-Est, capable d'accueillir le discours violent et fondamentaliste. Inutile de reprendre en détails les débats en cours en France sur les origines de la radicalisation, entre MM. Roy et Kepel⁴¹ d'une part (islamisation de la radicalité *versus* radicalisation de l'islam) et entre M. Thomson et Mme Bouzar (causes religieuses *versus* causes psychologiques). Mais en Asie du Sud-Est comme ailleurs, tous les profils se retrouvent. Nous pouvons tenter de résumer ainsi le « risque »⁴² de radicalisation et de glissement vers le salafisme violent (ou takfirisme) :

Tableau 2 : décryptage du risque de terrorisme islamiste – Approche multifactorielle

<i>Vulnérabilité (foyer)</i>		<i>Probabilité (étincelle)</i>		<i>Risque (incendie)</i>
Domaine	Origine/Vecteur	Domaine	Origine/Vecteur	
Politique	Corruption ⁴³ , défiance envers les élites, instabilité, coups d'Etat	Interprétation radicale et violente de l'islam comme voie de secours : élément d'alternative et porte de sortie <i>via...</i>	Produits éditoriaux (livres, CD, VCD, DVD) – façon <i>Jemaah Islamiyah</i>	Loup solitaire
Socio-économique	Disparités économiques entre les provinces, voire entre les districts (cf. Annexe 13)		En ligne, sur Internet et <i>via</i> les réseaux sociaux ⁴⁴	Groupe local : - Soutien, - membre actif
Psychologique	Mauvais enseignement, mauvais suivis médical, éloignement et isolement		Prêches et enseignements, en écoles coraniques et de plus en plus dans des groupes de réflexions (<i>pesantren</i> et <i>halaquah</i> ⁴⁵ en Indonésie)	(faute de pouvoir partir vers le Moyen-Orient).
Philosophique	Révolte générationnelle, nihilisme			Départ vers le Moyen-Orient
Autre	Autre		Autre	Autre

NB : quelques précisions :

- chaque colonne se lit indépendamment les unes des autres ; le parcours de chaque terroriste peut donc diverger, depuis les colonnes de gauche vers celles de droite ;

⁴¹ Cécile Dumas, « Olivier Roy et Gilles Kepel, querelle française sur le jihadisme », *Libération*, 14 avril 2016

⁴² Le risque se définit comme le produit de la vulnérabilité et de la probabilité.

⁴³ En 2015, le *Corruption Perception Index de Transparency International* classait (sur 168 Etats, par ordre décroissant) : Singapour 8°, la Malaisie 54°, la Thaïlande 76°, l'Indonésie 88°, les Philippines 95° et la Birmanie 147°.

⁴⁴ Bangkok et Jakarta, dans l'ordre, étaient en 2015 **les deux villes les plus actives au monde sur Facebook** (source : *brand24*).

⁴⁵ Groupes du soir, de discussion et de réflexion, lié à l'enseignement de l'islam. Moins facile à identifier et à pénétrer, ils sont de potentiels lieux de radicalisation – plus que les écoles coraniques davantage surveillées.

- selon les auteurs, tel ou tel champ de la colonne « vulnérabilité » sera pointé du doigt :
 - o désocialisation pour Raphaël **Liogier**⁴⁶, qui s’oppose aux analyses de Michel Onfray par exemple,
 - o faiblesse psychologique et emprise mentale, sur le modèle des sectes pour le groupe de travail autour de Dounia **Bouzar** et du Centre de prévention des dérives sectaires liées à l’islam (CPDSI),
 - o la politique et le cheminement intellectuel : les jeunes qui se radicalisent font un choix, restent maîtres d’eux-mêmes. C’est très important, car cela laisse supposer qu’ils peuvent se positionner autrement. Faire le choix inverse, explique par exemple Marik Fetouh, porte-parole du Centre d’action et de prévention contre la radicalisation (CAPRI) à Bordeaux. C’est sur ce terrain que se place aussi le journaliste-écrivain en vogue, Daniel **Thomson**⁴⁷. Il explique : « la détermination politique et religieuse [des djihadistes] est centrale dans leur engagement. Tenter de les déradicaliser en s’adressant à eux comme des alcooliques anonymes, comme le fait Bouzar, est donc totalement ridicule »⁴⁸.
- A l’échelle même du tableau, telle ou telle colonne pourra être ciblée ; par exemple, pour Gilles Kepel, l’argument religieux se suffira à lui-même alors que pour Olivier Roy il sera périphérique et secondaire par rapport au déclencheur nihiliste.

Les enquêtes ethnologiques pourront montrer, au cas par cas, comment toutes les approches doivent être combinées. Surtout, aucune ne doit être négligée. Hélas, toutes sont présentes en Asie du Sud-Est, des mégapoles où se noient l’individu, jusqu’aux villages déconnectés du pouvoir central, via les campus innervés d’ONG salafistes ou littéralistes.

a. Indonésie : persistance des facteurs de radicalisation et double émulation ou invitation à frapper – en interne comme vis-à-vis de l’extérieur

Les principales inquiétudes, relayées par la directrice de l’*Institute for Policy Analysis of Conflict* Sidney Jones⁴⁹ et son assistante Navhat Nuraniyah, proviennent de l’Indonésie. Au-delà des liens avec la Syrie, par personnes interposées, comme à Paris en novembre dernier, on a retrouvé à Jakarta des modes opératoires comparables, multipliant les cibles, associant attaques-suicides et fusillades⁵⁰, à la différence des attentats « époque *Al Qaeda* » de Bali en 2002 et 2005 ou de Jakarta en 2004 (contre l’ambassade australienne) et 2009 (contre les hôtels *Ritz* et *Marriott*). Des massacres de plus grande ampleur ont pu être évités en raison du manque de professionnalisme⁵¹ mais, en parallèle, toutes ces tentatives étayent l’idée de « **chair à canon terroriste** », au service de *Daech*, renouvelable à l’infini. En résumé, ne manquent que des entraînements et des équipements, sans doute accessibles depuis le triangle

⁴⁶ Raphaël Liogier, *Le mythe de l’islamisation – Essai sur une obsession collective*, Paris, Seuil, 2012 ; Raphaël Liogier, *La guerre des civilisations n’aura pas lieu Coexistence et violence au XXI^e e siècle*, Paris, CNRS éditions, 2015.

⁴⁷ David Thomson, *Les revenants – Ils étaient partis faire le jihad, ils sont de retour en France*, Paris, Seuil, 2016, 192 p.

⁴⁸ Marc Leplongeon, « Djihad : dans le bourbier de la prévention de la radicalisation », *Le Point*, 5 janvier 2017.

⁴⁹ Référence mondialement reconnue pour les questions terroristes en Indonésie, Sidney Jones a travaillé de 2002 à 2013 pour l’*International Crisis Group*.

⁵⁰ Comme à Mumbai, en Inde, en 2008.

⁵¹ Comme cette attaque-suicide contre un poste de police en moto à Solo en juillet dernier, soldée par la seule mort du terroriste, ou encore l’attaque à la machette de trois officiers de police par un militant finalement abattu le 19 octobre dernier.

Sabah-Sulu-Sulawesi, d'où la nécessité de surveiller ce secteur en priorité, notamment ses approches maritimes (cf. *infra* – § 3.2.e.-g. et Annexe 12. § 3.).

Par ailleurs, le **risque d'excès de zèle**, même de la part d'amateurs pour enfin espérer attirer les faveurs de *Daech* ou, au moins, s'arroger le titre de mouvement principal, fait craindre une escalade de la violence et une concurrence ou course à la terreur entre les différentes factions rivales (cf. Annexe 6).

Enfin, impossible de ne pas corréler ces arguments à la montée de l'**islam littéraliste**, à l'opposé de celui prôné par le président Abdurrahman Wahid, dit Gus Dur (1940-2009), dans les années 2000 et symbolisé par la manifestation géante du 4 novembre 2016. Le motif et la composition de ce défilé interpellent. Il s'agissait de réagir contre le gouverneur de Jakarta qui osa interpréter le Coran, révélation divine pour les musulmans, ce qui fut considéré comme un blasphème⁵². Ensuite, on y a vu des musulmans *a priori* modérés parader avec des militants du *Front Pembela Islam* (FPI), organisation radicale fondée en 1998, devenu notoire pour ses actes de violence. Une telle tendance inquiète sachant que l'idée de tolérance chère à l'Indonésie est de plus en plus remise en question.

Pour ces raisons, auxquelles s'ajoutent les possibles retours de jihadistes partis en Syrie et les luttes d'influence entre police et armée, impossible de baisser la garde en Indonésie.

b. Thaïlande : virage(s) tactique(s) à confirmer – au sud comme à Bangkok

Si en 2015, les attaques étaient qualifiées de « sporadiques », « amorphes », « non coordonnées » et « rudimentaires » en Thaïlande, même par l'ICPVTR⁵³, le chercheur au *National War College* de Washington Zachary Abuza relevait en mars dernier une **hausse** de 61 % des attaques au sud de la Thaïlande entre janvier et février 2016. Un hôpital était même attaqué le 13 mars par les insurgés et l'on comptait encore quatre morts dans la seule journée du 3 mars au sud des Philippines, théâtre d'une escalade de la violence ces dernières semaines.

Un nouveau pic a été relevé l'été dernier. Les séries d'attaques en août 2016, contre les infrastructures touristiques ou non, n'ont guère livré leurs secrets. Au gré des priorités de chacun, **les responsables varient** : « chemises rouges » (opposants politiques) plutôt que BRN (*Barisan Revolusi Nasional* – Front révolutionnaire national) pour les uns (à savoir le gouvernement, qui tenait ainsi à souligner ses succès dans le Sud tout en se gardant de ses rivaux à Bangkok, selon Don Pathan) ou bien islamistes pour les autres, à moins qu'il ne s'agisse que de criminels ou, plus sûrement, d'insurgés selon Srisompob Jitpiromsri.

Le plus important est de signaler le **changement tactique**, qui consiste à opérer à présent en-dehors des provinces du Sud : Narathiwat, Pattani, Yala et Songkhla, comme pour mieux se faire entendre du gouvernement ou de la communauté internationale. L'escalade de la violence fait écho à la pause dans les pourparlers de paix. Aussi la pression croît-elle sur les autorités et, par contrecoup, sur les étrangers de passage ou installés ; car les insurgés

⁵² Voir les débats, entre libéraux et conservateurs, autour de la notion d'*ijtihad* (réflexions et efforts d'interprétation) en droit musulman.

⁵³ *International Centre for Political Violence and Terrorism Research (ICPVTR), Counter Terrorist Trends and Analysis*, RSIS, vol. 7, n° 11, décembre 2015-janvier 2016, p. 32.

semblent de plus en plus décidés à faire preuve de violence même en dehors des zones sécessionnistes.

De façon plus générale, le professeur Joseph Liow (doyen de la RSIS, à Singapour) et le grand reporter Don Pathan, formé aux Etats-Unis, ont identifié un changement notable dans la nature même du conflit. Aux groupes hiérarchisés et organisés succèdent aujourd'hui des structures plus « fluides et informelles » (« *fluid and shapeless* »), « dénuées de buts politiques clairs et négociables »⁵⁴. Il ne s'agit plus d'une insurrection « monolithique », d'où la difficulté pour les forces de l'ordre à ajuster les réactions, d'autant plus que ces dernières paraissent toujours fonctionner selon la seule et unique grille de lecture ethno-religieuse et non pas politique. Trois groupes de combattants interagissent et tout dépend des relations qu'ils entretiennent, surtout en ce qui concerne les deux derniers, les deux plus actifs. :

- la vieille garde, active dès les années 1970-1980 et qui a refait surface dernièrement pour (re)prendre des responsabilités,
- la plus jeune génération, qui a été recrutée et entraînée durant la période d'accalmie ; elle forme aujourd'hui le gros des troupes. Ces *juwae* (en référence au mot malais *juangan* qui signifie la lutte) constituent la force la plus importante de l'insurrection. Bien que recrutés par les principaux mouvements, comme le BRN (*Barisan Revolusi Nasional* – Front révolutionnaire national), et endoctrinés par des écoles coraniques locales, ils sont aujourd'hui imprévisibles et opèrent de façon indépendante. Une telle situation est en particulier due au sentiment d'abandon suite à l'exil de nombreux cadres. Elle présente aussi l'avantage tactique, pour les insurgés, de compliquer le travail d'infiltration des forces de l'ordre.
- et un dernier groupe qui occupe les postes de commandements opérationnels (*pempimpin*) et revenus aux affaires il y a environ cinq ans.

Depuis, les attentats sont beaucoup plus sophistiqués et/ou plus dévastateurs, comme en témoigne cette série d'attaques contre des postes de police menées par plus de cent jeunes armés de machettes le 28 avril 2004. Ce désordre pourrait alors être propice à une montée en puissance de l'islamisme transnational :

Tandis qu'il n'existe aucune preuve concrète établissant des liens entre l'insurrection au sud de la Thaïlande et les mouvements jihadistes plus importants, à l'échelle régionale ou mondiale, l'inquiétude demeure dans les cercles politiques qui s'inquiètent que de telles connections fassent surface si la situation se détériore davantage. (...) Alors que les motivations restent profondément ancrées sur le discours ethno-nationaliste et l'ambition à l'autonomie, les justifications de la violence ont également pris des teintes et nuances religieuses, qui étaient largement absentes des périodes précédentes⁵⁵.

⁵⁴ Joseph Chinyong Liow, "ISIS in the Pacific: Assessing terrorism in Southeast Asia and the threat to the homeland", *Brookings*, 27 avril 2016, p. 17-20.

⁵⁵ *Ibid.*, p. xii-xiii.

D'ailleurs, des démarches pro-*Daech* se font de plus en plus évidentes selon les services australiens⁵⁶ : 100 000 utilisateurs de *Facebook* y suivent des sites militants, sans oublier les financements vers *Daech*. Pour Srisompob Jitromsri, la situation mérite au moins une attention soutenue. Lui généralement très prudent sur la nature de l'islam et des combats au Sud (cf. Annexe 7), précise que 8 à 10 % de la population se rallierait au discours de *Daech*. Est-ce dû au retour de militants depuis la Syrie, comme le suppose Roger Shanahan du renommé *Lowy Institute* ? Même un petit nombre, précise-t-il, suffirait à transmettre des connaissances et une idéologie plus radicale et fondamentaliste, ce qui reste encore à prouver et à observer dans le plus long terme⁵⁷.

c. Philippines : des camps faute de *wilaya*

Après un an de discussions entre les différents groupes de l'archipel ayant **prêté allégeance** à Abu Bakr al Baghdadi, tous se sont entendus pour nommer Isnilon Hapilon, leader d'*Abu Sayyaf*⁵⁸ à Basilan, comme chef de file de leurs quatre bataillons. L'idée était de réussir à mettre en place une province de *Daech* en Asie du Sud-Est, sur le modèle de ce qui existe en Libye, en Égypte, au Yémen ou encore au Pakistan. Le projet était en voie d'aboutir en février dernier, au terme d'un processus en cinq phases, de plus en plus formelles.

La diffusion d'une vidéo mettant en scène un ancien de la JI, arrêté aux Philippines, puis libéré en 2013 et parti en Syrie en 2014, a fini de convaincre les analystes de l'IPAC (*Institute for Policy Analysis of Conflict*) à Jakarta. En plus d'une allégeance officielle, le discours était en substance : « allez aux Philippines si vous ne pouvez pas aller en Syrie ». Dans une publication de *Daech*, la zone devenait une *wilaya* (province) de second rang.

Le chercheur philippin en poste à Singapour, Joseph Franco (cf. *supra*), a **contesté ce statut** et cette preuve. Outre le flou sur la nature des liens entre *Daech* et *Amaq*⁵⁹ ainsi qu'autour de certaines traductions, il cite surtout les travaux de Charlie Winter, docteur au *King's College*, issu du prestigieux département des *war studies*, et à présent *senior research fellow* à l'*International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence* (ICSR) du *King's College* et *associate fellow* auprès de l'*International Centre for Counter-Terrorism* de La Haye. Ce dernier a analysé cette vidéo diffusée au printemps ainsi qu'une autre diffusée en juillet 2016 et intitulée « *Structure of the Khilafah* ». Le narrateur parle de 35 provinces dont 19 en Irak et en Syrie. Parmi les 16 autres, il omet entre autres de parler de l'Indonésie et des Philippines. Il semblerait que la vidéo ait eu pour but d'étayer l'institutionnalisation de *Daech*. Ne sont alors validées que les provinces solidement établies ; se déclarer loyal ne

⁵⁶ Sachant que l'information a été reprise par des sources américaines, d'où une possible manipulation du discours ou de l'analyse : <http://www.voanews.com/a/southeast-asia-islamic-state-terrorism-experts/3611716.html> et <http://www.voanews.com/a/facing-pressure-at-home-islamic-state-focuses-on-southeast-asia-/3569896.html>.

⁵⁷ Fort du précédent aux alentours de la ville de Poso en 2005 – étude de terrain dans un village proche de Pendolo ayant abrité un camp d'entraînement terroriste et deux Afghans ainsi que deux Pakistanais.

⁵⁸ Théâtre d'une scission entre pro et anti-*Daech*, les premiers étant minoritaires.

⁵⁹ Aude Rossigneux (dir.), *Le Djihad contre les journalistes*, Paris, Reporters sans frontières, 2016, p. 9. ; Rukmini Callimachi, "A News Agency With Scoops Directly From ISIS, and a Veneer of Objectivity", *The New York Times*, 14 janvier 2016.

suffit plus⁶⁰. Indirectement, il apparaît que l'expansion territoriale ait atteint son pic en juin 2015. Et même si les Philippines semblaient réunir tous les critères (opérationnel, leadership, territoire, média)⁶¹, « un nouveau paradigme à partir d'expansion non-provinciale » semble émerger. Il y est question de « soldats du califat », de « pays du *jihād* » et de « pays du califat » mais jamais de « province » ou *wilaya*. Et Hapilon n'est pas dénommé comme *wali* ou chef non plus.

Cependant, cette vidéo *made in Philippines* compte aux yeux de Charlie Winter. Car finalement, peut-être signifie-t-elle que l'on peut avoir l'attention du cercle central sans avoir besoin d'être une province officielle ? Faire partie du club des provinces ne constitue plus un préalable pour être l'un des *bona fide* de l'organisation. *Daech* prépare-t-il sa retraite et une nouvelle phase de son combat ? Al Baghdadi a-t-il intégré pris conscience du coût des provinces et de la logistique nécessaire alors que de tels liens suffisent ?⁶²

Autre motif d'inquiétude : des transferts d'argent, avec la complicité des épouses en Indonésie, vers le Sud des Philippines et Santoso ensuite ont été signalés, avec Bahrun Naim à la manœuvre depuis la Syrie.

Plus inquiétant : on aurait retrouvé la trace au Sud des Philippines, en plus d'Insulindiens, d'un Marocain. La question se pose pour les Ouïghours puisque six ont été tués à Sulawesi, au Sud des Philippines, un arrêté dans les îles Riau et cinq autres capturés en 2015 alors qu'ils se dirigeaient vers Sulawesi et le groupe de Santoso. Et l'IPAC de s'interroger : si tous ces militants sont coincés en Asie du Sud-Est et si la JI partage ou échange ses expériences de combat ainsi que d'entraînement, alors ne faut-il pas s'inquiéter du développement de cet embryon ? Or, un récent rapport revient sur cette hypothèse et noircit le trait ; il appelle à **se concentrer urgemment sur le cas de Mindanao**⁶³, qui apparaîtrait tel un *hub* régional à croire Elina Noor, chercheur malaisienne à l'ISIS (*Institute of Strategic and International Studies*). Quatre groupes de la région auraient ainsi établis des liens entre eux, sous la forme d'une allégeance commune à *Daech*, et avec des homologues de la région. Il s'agit de la faction d'*Abu Sayyaf* à Basilan, de l'*Ansarul Khilafa* des Philippines (AKP) ; du groupe *Maute* dans la région du Lanao del Sur et des *Bangsamoro Islamic Freedom Fighters* (BIFF ou Combattants islamiques pour la liberté des Bangsamoro). Ce qui était tant redouté commencerait à arriver, à savoir des mouvements d'armes, d'instructeurs et de personnes en direction des camps. De vieux liens, tissés au gré des combats inter-religieux dans les années 1990-2000 ou à l'intérieur des prisons resurgissent entre ces quatre groupes des Philippines et l'Indonésie ou la Malaisie. L'AKP et le groupe *Maute* à Butig parviendraient à attirer des étudiants d'universités. Pour peu qu'il s'agisse de jeunes versés dans l'informatique et les

⁶⁰ "What's apparent, though, is that the Islamic State's expansion methodology seems to have changed: No longer is a simple loyalty announcement enough to prompt the caliphal leadership to upgrade an overseas organization from fan group to formalized province. [...] Categorically, then, there was no announcement of, nor allusion to, a new province in this video. In any case, even if there was, it would not be ratified unless the declaration was received and accepted by al-Baghdadi or his chief spokesman, Abu Muhammad al-Adnani." Charlie Winter, "Has the Islamic State Abandoned Its Provincial Model in the Philippines?", *War on the rocks*, 22 juillet 2016 (en anglais pour ne pas détourner la pensée de l'auteur).

⁶¹ Voir la vidéo « *The Solid Structure* », qui montre des soldats prêtant allégeance et un Malaisien, un Indonésien et un Philippin côte-à-côte appelant à tuer les *kuffar* dans leurs pays.

⁶² Charlie Winter, "Has the Islamic State abandoned its Provincial Model in the Philippines?", *War on the Rocks*, 22 juillet 2016.

⁶³ "Pro-Isis Groups In Mindanao And Their Links To Indonesia And Malaysia", *IPAC*, Report No. 33, 25 octobre 2016, 28 p. : http://file.understandingconflict.org/file/2016/10/IPAC_Report_33.pdf (consulté en novembre 2016).

liens intra-régionaux se consolideraient davantage selon Sidney Jones. Pour elle, après la Syrie, où les troupes de *Daech* sont sur le reculoir, Mindanao ferait office de nouvelle destination prioritaire ou de port d'attache pour ceux de retour de Syrie⁶⁴. Ce serait le fruit d'un travail de *networking* initié il y a deux ans ; à présent, il est un fait que de plus en plus de productions écrites de *Daech* font référence à l'Asie du Sud-Est, qui apparaît alors comme terre de promesse selon Ehud Ya'ari, chercheur israélien. Un début d'unification et de décloisonnement – géographiques – s'opérerait sur les rives de la mer de Sulu. Pour Joseph Liow, cet élan moyen-oriental pourrait donner un **nouveau souffle à des conflits** initialement très localisés, longtemps contenus mais jamais éteints et totalement sous contrôle⁶⁵.

Notons que même si cette emprise de *Daech* peut n'être que temporaire, Sidney Jones alerte : le mal sera fait et des éléments autochtones plus radicalisés que leurs aînés pourraient entretenir la flamme. De plus, le **poison de la division** sera(it) lancé au sein de la communauté musulmane, entre sunnites, chiites et autres éléments sectaires.

Enfin, toujours à propos de l'éventuel développement de ce noyau jihadiste transnational, la pacification de la région et l'état de forme d'éventuels rivaux reste en suspens. Ces facteurs ne peuvent être ignorés. Or, le Front Moro islamique de libération (FMIL) est engagé dans un **processus de paix** au sud⁶⁶, tandis que d'autres groupes optent pour la poursuite des combats, comme des franges d'*Abu Sayyaf* et le Front Moro de Libération nationale (FMLN) ; toutefois, les deux fronts rivaux se sont rencontrés en novembre 2015 sous l'égide de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) afin de s'accorder face au gouvernement et de pousser en faveur de l'adoption de la loi pour l'autonomie du Bangsamoro, sur l'île de Mindanao, terre des Moro (*Bangsamoro Basic Law*). A noter que le FMIL craint que *Daech* capitalise sur la perte de puissance des Combattants islamiques pour la liberté des Bangsamoro pour s'établir au sud des Philippines. Quant au Mouvement Rajah Suleiman, leur capacité opérationnelle semble amoindrie, même si des accrochages avec l'armée ont encore lieu.

Enfin, selon l'*International Crisis Group* (ICG), **il est temps pour Rodrigo Duterte de transformer l'essai** du précédent président Aquino, d'autant plus que des membres de *Daech* risquent de revenir au pays. Soutien du processus de paix enclenché, Duterte a accueilli d'autres groupes, comme le FMLN, à la table des négociations. L'enjeu est de taille : c'est aujourd'hui une occasion rare de solder quatre décennies de conflit et de faire basculer des groupes dans la légalité. Sinon, pire que le *statu quo ante*, l'ICG prédit le chaos et la dérive de certains membres des groupes impliqués soit vers la criminalité, soit vers le jihadisme avec le soutien des anciens combattants⁶⁷.

En conclusion, il n'est pas temps de baisser la garde aux Philippines, au contraire ; selon François-Xavier Bonnet, géographe auprès de l'IRASEC (Institut de recherche sur l'Asie du

⁶⁴ Même s'ils n'étaient guère nombreux, surtout si on se limite aux hommes en état de se battre : quelque 60 % des Indonésiens et Malaisiens qui se sont déplacés en famille.

⁶⁵ Joseph Liow, *Op. Cit.*

⁶⁶ Retardé suite à une loi sur l'autonomie régionale qui n'a pas été adoptée par le Parlement comme escompté.

⁶⁷ "The Philippines: Renewing Prospects for Peace in Mindanao", *ICG Report*, n°281, 6 juillet 2016; Tim Johnston, "Philippines Peace Process: Duterte Playing for High Stakes", *ICG Op-ed*, 30 août 2016.

Sud-Est contemporaine), le plus inquiétant pourrait, par la suite provenir des **groupes radicaux très localisés dans la province de Lanao del Sur et le centre de Mindanao.**

d. Birmanie : le tremplin du Bangladesh

Même dans l'Etat du Rakhine, il paraît trop tôt pour totalement évacuer l'hypothèse d'une dérive islamiste et d'inspiration moyenne-orientale, ou d'Asie centrale, en Birmanie. L'un des scénarios les plus inquiétants est celui d'un **ihad non plus vers l'Asie centrale, vers l'Irak ou la Syrie, mais vers la Birmanie.** En Indonésie, par exemple, la toile s'embrase d'appels au départ vers le Rakhine. On y voit des *posts* avec le drapeau de *Daech*, des cartes montrant l'itinéraire à suivre depuis l'Indonésie jusqu'au Rakhine, et cet *hashtag* : « *Pray for P_A_R_I_S* » (*Palestine-Africa-Rohingya-Iraq-Syria*). Un Malaisien lié à *Daech* et impliqué dans une attaque à la grenade a aussi appelé ses proches à ne pas être que des « combattants de claviers » (« *keyboards warriors* ») mais à s'en prendre physiquement aux bouddhistes birmans de passage en Malaisie.

Ce n'est pas nouveau. En mai 2013, après la crise de 2012, des associations comme *Gerakan Reformis Islam* (GARIS), dont le *leader* Chep Hermawan a déjà envoyé des combattants en Syrie, le *Front Pembela Islam* (FPI) et le *Komite Advokasi Muslim Rohingya-Arakan* (KAMRA) appelaient à combattre auprès des Rohingyas. De même, deux radicaux Rohingyas étaient venus s'équiper en armes et rencontrer des instructeurs en Indonésie. Aujourd'hui, Jakfar Shidiq, du FPI, poursuit des collectes de fonds à cette fin.

Au-delà de l'OSR, un autre groupe pourrait accueillir les candidats à ce *ihad* sud/sud-est asiatique : ***Harakah al-Yaqin*** (HaY), dont les premières vidéos sont apparues en octobre 2016, est dirigé par des exilés Rohingyas en Arabie Saoudite et entretient des liens avec le Bangladesh et le Pakistan. Les militants y ont des accents arabes, bengalais ou encore de l'Arakan et font preuve d'un entraînement de qualité et d'expérience de guérilla selon le très informé *International Crisis Group* (ICG)⁶⁸. Ils se disent basés au nord de ce territoire et dans l'attente de soutiens. La solidarité évoquée plus haut, et qui semblerait reposer sur l'idée d'*oumma* (communauté des croyants), pourrait bientôt reposer sur des liens plus jihadistes. L'heure n'est pas encore venue pour HaY d'afficher clairement un tel agenda ; très peu d'éléments permettent de désigner la Birmanie comme une priorité opérationnelle par *Daech* ou *Al Qaeda*⁶⁹. Mais le **terrain devient de plus en plus favorable** sachant que « les tensions ne faiblissent pas »⁷⁰. Les investissements d'*Al Qaeda* ou *Daech*, sous forme de soutiens indirects, via des entraînements offerts par des groupes affiliés, pourrait plus tard se concrétiser. Ne mésestimons donc pas les capacités de radicalisation et de recrutement en tant que telles de *Daech*...

⁶⁸ *Myanmar: A New Muslim Insurgency in Rakhine State*, Bruxelles, International Crisis Group, Asia report n°283, 15 décembre 2016, p. i et 20.

⁶⁹ *Ibid.* "There has been little evidence that Myanmar is an operational priority for such groups. There are no indications of any significant presence of non-Rohingya fighters. It is necessary to be careful not to over-interpret the significance of the international links".

⁷⁰ « Le gouvernement d'Aung San Suu Kyi affaibli par la crise arakanaise », *Eglises d'Asie*, 13 décembre 2016 ; La crise arakanaise dans l'impasse, *Eglises d'Asie*, 13 janvier 2017.

...surtout au regard de [sa] montée en puissance au Bangladesh et en Indonésie. Les attentats de Bangkok et de Dakha rappellent que cette probabilité est forte. De même, la croissance de l'insécurité au Myanmar, qui ne manquera pas d'avoir lieu en même temps que le développement économique, produira [...] une certaine frustration chez les populations les plus pauvres. Cette frustration pourrait également être instrumentalisée à des fins terroristes, comme c'est en partie le cas en France.⁷¹

Là est donc la principale inquiétude : le **désespoir d'une jeunesse sans échappatoire** professionnel ou politique, ni même géographique depuis que les filières maritimes, essentiellement vers la Malaisie, sont coupées. Des « actes de solidarité non-sollicités », comme ce fut sans doute le cas lors d'explosions à Rangoon fin novembre 2016, pourraient ajouter de l'incertitude au désordre ; sans soupape (« *vital escape valve* »), continue l'IGC, la Birmanie peut exploser. Mais il n'est pas trop tard pour (r)éagir, précise aussitôt l'ONG.

e. Malaisie : le jeu dangereux du gouvernement avec l'extrémisme religieux

A la date du 3 octobre, la Malaisie comptait 61 départs de Malaisiens vers la Syrie et 550 arrestations pour radicalisations. La situation semble d'autant plus **sous contrôle** que des dispositions législatives très strictes ont été adoptées, non sans choquer les plus libéraux.

En revanche, trois **sujets d'inquiétude** pointent :

- d'une part le recrutement de Chinois-musulmans, à la demande de l'échelon central ;
- d'autre part les activités transnationales au large du Sabah (cf. *infra* et Annexe 12) ;
- enfin le durcissement du discours gouvernemental en faveur du code pénal islamique.

f. Singapour : le jeu difficile du gouvernement avec sa minorité malaise

A Singapour, lois et technologies s'associent pour **contrôler la population**, même si le souvenir de l'évasion de Mas Selamat Kastari en 2008 reste un souvenir douloureux. Le dernier attentat meurtrier sur le territoire remonte à 1965 (3 morts) ; seuls des militants de la JI ont été arrêtés en 2001-2002 en parallèle à un complot contre des ambassades à Singapour.

En revanche, Singapour craint sérieusement de jouer le rôle de **hub**, à terre ou en mer. Il faudra en effet insister sur la porosité méconnue des frontières dans les détroits de Malacca et de Singapour, même du côté de la cité-Etat – comme par exemple vers Tuas (trafic de cigarettes), Punggol (face à la Malaisie) et au *Jurong Fishery Port* entre minuit et 5 heures du matin, quand les bateaux repartent avec quantité de matériels d'occasion ensuite revendus sur les marchés indonésiens de Batam et Bintan.

Alerter sur le risque de manipulation par certains *think tanks* et « fabricants d'ennemis » autour de « menaces » par définition construites (1.1.-1.2.) ne doit pas pour autant empêcher d'identifier les « risques » par définition objectif, produit de la vulnérabilité et de la probabilité. Ils existent (1.3.) et appellent des réactions.

⁷¹ Entretien par courriers électroniques avec la Chambre de commerce franco-birmane (été 2016).

2. ANALYSE – Conséquences pour les stratégies des puissances périphériques

Si à court terme les particuliers ne ressentent aucun danger (2.1.), les Etats voient dans la lutte contre le terrorisme un vecteur d'influence et une opportunité de positionnement (2.2.). Toutefois, à trop jouer selon leurs propres intérêts ou à force de surveiller de trop près le rival de toujours, les grandes puissances – Chine et Etats-Unis – pourraient bien se faire doubler à plus long terme par des acteurs périphériques (2.3.).

2.1. Prise de conscience du discours *Daecho*-centré et relativisation du risque de califat par les particuliers (vision à court terme ?)

A écouter les témoignages du terrain, les conséquences stratégiques directes et indirectes pour les intérêts français, d'un point de vue privé, ne sont *a priori* guère évidentes.

Au **Cambodge**, par exemple, la Chambre du commerce franco-cambodgienne explique : « nous n'avons pas tellement remarqué de changement d'attitude ou de comportement de nos interlocuteurs français depuis la montée en puissance de *Daech*. Nous n'intégrons donc pas la donne terroriste dans nos travaux ou nos documents. ».

Même discours auprès de la Chambre en **Birmanie**, dont le directeur témoigne en ces termes :

Au-delà d'un aspect purement pratique – et il s'agit ici d'un sentiment qui semble partagé par de nombreux expatriés français avec lesquels j'ai pu converser – il ne semble pas y avoir de « sentiment » d'insécurité particulier au Myanmar, en tous cas pour ce qui concerne la communauté française. Le sentiment qui semble partagé par l'ensemble des Français avec lesquels je discute en ce moment, est qu'il est **moins risqué d'être au Myanmar qu'en France**. A ce titre, les demandes de conseils que nous recevons n'intègrent pas non plus cette nouvelle dimension et restent concentrées sur des questions purement économiques.

Nous avons certes été contactés par des agences de sécurité qui souhaitent développer leurs activités au Myanmar, en partie du fait de la montée du risque terroriste au niveau mondial, mais aussi, tout simplement parce que le Myanmar présente des opportunités d'un point de vue économique. Les activités privées dans ce domaine commencent à se développer, en particulier dans le domaine du gardiennage (*shopping centers, condominiums, etc.*), mais aussi auprès des entreprises qui travaillent dans des zones frontalières, où il existe encore de nombreux conflits armés.

Cependant, encore une fois, le développement de ce secteur est lié à des facteurs plutôt internes au Myanmar et non pas encore à la question du terrorisme international.

La délégation de l'Union européenne (UE) à **Singapour** confirme par la voix de son ambassadeur Pulch que la menace est « exagérée » (« *overblown* »). Un rapport sur les risques terroristes contre les infrastructures de l'UE à Singapour a été classé sans suite en 2016.

Enfin, à l'échelle régionale, le CEO et *chairman* Arnaud Vaissié de *SOS International* (basé à Singapour) expliquait qu'il avait multiplié par dix ses activités entre 1998 et aujourd'hui :

aujourd'hui, il n'existe pas de grosses différences dans les statistiques, en valeur absolue, avec ce qui se faisait il y a dix ans. Il faut se méfier des biais médiatiques. Dès que les Américains sont impliqués, ça devient un événement planétaire. Car sinon, **la situation est très sûre** (*really safe*), à partir du moment où l'on met en perspective les attaques de *Daech*.

Nul besoin d'additionner les témoignages aussi explicites ; les particuliers ne sont pas demandeurs de quelconque protection. En revanche, les Etats s'activent, animés par des motivations plus stratégiques. Toutes les occasions sont bonnes à prendre pour se positionner.

2.2. Instrumentalisation du discours *Daecho*-centré et mise en lumière du risque de califat par les grandes puissances (*vision à moyen-long terme ?*)

Les principales stratégies (occidentales ou non) dans la zone s'articulent plus les unes par rapport aux autres qu'en fonction du risque terroriste en tant que tel. C'est surtout vrai entre Chine et Etats-Unis.

a. Les Etats-Unis : volonté de *Soft Containment* et de rééquilibrage via la lutte anti-terroriste

Washington est engagé dans une politique de **rééquilibrage**, officiellement depuis l'*US Strategic Review* de janvier 2012. Difficile de l'évaluer avec certitude, notamment pour les quelques mois à venir, avant la prise en main effective de la diplomatie par l'administration Trump ; un rapport du Congrès avait regretté le manque de moyens financiers et humains pour soutenir ce plan, particulièrement au sein des bureaux du Département d'Etat. Les élus pointaient également du doigt le volet exclusivement militaire, au détriment des autres leviers. Il n'empêche, des initiatives ont été prises, par exemple à l'endroit du Vietnam où, après le passage d'un navire-hôpital et le déplacement du secrétaire à la Défense Panetta en 2012, deux bâtiments de guerre américain ont mouillé en octobre 2016.

Mais en réalité, bien avant, les efforts vers l'Asie orientale se multipliaient⁷² avec déjà **le contre-terrorisme comme l'un des vecteurs⁷³ et la Chine comme cible**. Le cas de l'hypothétique connexion pirates-terroristes dans les îles Riau en 2003-2004 est symptomatique. L'hypothèse d'une menace sur le trafic maritime a été servie par l'opuscule de Michael Richardson, à l'ISEAS (*Institute of Southeast Asian Studies*), porte-parole officieux de l'ambassade des Etats-Unis à Singapour⁷⁴ : *A Time Bomb for Global Trade – Maritime-related Terrorism in an Age of Weapons of Mass Destruction* (Singapore, ISEAS Publications, 2004, 155 p.). Des OVNI éditoriaux, publiés par des imams indonésiens et achetés dans les îles Riau face à Singapour, allaient dans le même sens en déclarant qu'« un attentat en mer valait dix attentats à terre »⁷⁵.

⁷² Voir les travaux d'Alban Sciascia, en poste à Jakarta, et sa thèse « *Gotong Royong* » : *la coopération sécuritaire américano-indonésienne depuis 2001. Analyse d'un partenariat stratégique en devenir par le prisme de la sécurité maritime* (Institut d'Asie orientale, 2012).

⁷³ Même si ce n'était peut-être pas le plus important.

⁷⁴ Suite à une demande d'interview officielle à l'attaché de défense (AD) américain à Singapour dans le cadre d'un documentaire ; cet AD avait alors renvoyé vers M. Richardson, rencontré en 2004.

⁷⁵ Ibrahim Bin Abdurrahim Al Hudri, *Hukum Jihad* [Droit du Jihad], Solo, At-Tibyan, 2000, *Bab* [chapitre] 30.

Toutefois, des enquêtes de terrain ont montré :

- que jamais les pirates n'ont été prêts à collaborer avec des terroristes, bien au contraire. Des chefs de village auraient volontiers brisé la loi du silence pour dénoncer l'intrusion de terroristes dans des repaires pirates, soucieux de discrétion ;
- que les terroristes jugeaient plus facile de placer un sac de bombes dans un pub plutôt que de chercher à faire exploser un tanker sans certitude de réussite et d'impact⁷⁶.

En revanche, pour les expliquer, il faut rappeler que les écrits de Richardson intervenaient :

- au même moment que la proposition de l'amiral Fargo (USPACOM) au Congrès pour envoyer des *Marines* américains patrouiller dans le détroit de Malacca,
- peu après le discours du Hu Jintao sur le « *Malacca Dilemma* », qui mettait en exergue la dépendance de Pékin vis-à-vis de ce *choke point*.

Tous les arguments étaient donc bons à prendre pour **justifier une présence américaine**, sous couvert de lutte anti-terroriste/pirate, afin d'y contrôler les éventuelles avancées chinoises.

Ce cadre étant posé, il est aussitôt plus aisé de comprendre les initiatives américaines animées par la recherche d'un endiguement inavoué – et impossible – mais pour le moins *soft* à l'égard de la Chine. A travers le soutien à la lutte anti-terroriste dans sa version jihadiste (*Al Qaeda* ou *Daech*), Washington se positionne utilement dans plusieurs pays.

En **Indonésie** et depuis la levée de l'embargo – même si demeure l'épée de Damoclès de l'amendement Leahy⁷⁷ –, les Etats-Unis sont très actifs. Preuves de ces liens : le président Yudhoyono qui y a étudié, l'entreprise Freeport qui agit à sa guise en Papouasie occidentale, la livraison d'hélicoptères *Apache* en 2013, sans oublier les visites officielles de Georges Bush en 2006 et de Barack Obama, l'enfant du pays à présent statufié à Jakarta, en 2010. Sur le volet sécuritaire, Washington s'est montrée très active par le biais de l'*Integrated Maritime Surveillance System* (IMSS) : à partir de 2006 et pour un montant de 57 millions de dollars, des radars ont été implantés le long des côtes indonésiennes, après d'âpres discussions puisque derrière le prétexte du contre-terrorisme, cher aux Indonésiens, se cachaient la surveillance de la Chine, chère aux Américains (cf. Annexe 8). A terre, Washington a aussi contribué à la mise en place du Détachement spécial (ou *Detasemen Khusus, Densus*) 88 – force spéciale anti-terroriste – qui s'est livré à des exécutions en règle de tous les suspects de la JI. Puis un *Comprehensive Partnership* a été signé en 2010, prolongé par des réunions ministérielles annuelles et plus de 200 activités communes par an. Plus discrètement – et efficacement – les Etats-Unis interviennent aussi *via* l'ICITAP (*International Criminal Investigative Training Assistance Program*). Ce programme du département de la Justice opère auprès de la police maritime non seulement dans les îles Riau mais aussi à Tarakan, aux abords du détroit de Makassar, non loin de la mer des Sulu où opère *Abu Sayyaf* et à proximité du verrou de Balabac, vital pour les sous-marins chinois⁷⁸. Plus récemment, fin septembre, la volubile ministre des Pêches indonésienne Susi Pudjiastuti a rencontré son homologue américain à Washington pour mettre en place des patrouilles conjointes contre la

⁷⁶ Entretiens avec Nasir Abbas, ancien émir de la *Jemaah Islamiyah*, à Jakarta, en 2006 et Eric Denécé en 2004 à Paris.

⁷⁷ Cet amendement limite la coopération avec des unités militaires ou civiles si Washington possède la preuve de l'implication de ces unités dans des violations des droits de l'homme.

⁷⁸ Eric Frécon, Alban Sciascia, "East Kalimantan: a new front for regional maritime security?", *RSIS Commentaries*, n°30, 2011.

pêche illégale et le trafic humain. Surtout et contre toute attente, Jakarta a décidé d'adhérer au TPP (*Trans-Pacific Partnership*) en septembre 2016, ce qui constitue un signal fort. Jakarta ne voulait pas se marginaliser vis-à-vis de pays sud-est asiatiques qui avaient adhéré comme la Malaisie et Singapour.

Il faut dire que **Singapour** entretient des relations fortes avec les Etats-Unis, en allant jusqu'à lui octroyer l'usage de sa base aérienne de Paya Lebar (maillon logistique vers Diego Garcia, *via* la société *DG21* notamment), la base navale de Sembawang et en réaménageant celle de Changi pour pouvoir accueillir les porte-avions américains. On l'a vu également avec Michael Richardson (cf. *supra* – § 2.2.a.) ou encore *via* les activités de l'*Asia Foundation* – un temps liée à la CIA – : les Etats-Unis irriguent l'ensemble des *think tanks*. Aussi n'est-ce pas un hasard si le secrétaire à la Défense Ashton Carter soutenait en juin que son pays n'avait pas « meilleur ami que Singapour ». Il est vrai que la coopération a toujours été totale avec les Etats-Unis en matière anti-terroriste, jusqu'à l'excès de zèle : Singapour a ainsi été le premier port à mettre en place le CSI (*Container Security Initiative*) en 2002 ; le pays accueille des LCS (*Littoral Combat Ships*) en permanence et, depuis peu, des avions espions *Poseidon* tout en explorant la possibilité d'entraînements à Guam.

En **Malaisie**, les Etats-Unis avaient déjà proposé leurs services pour contribuer à la mise en place d'un corps de *marines*. Plus récemment et spécialement dédié à la lutte anti-terroriste, Washington a aidé à mettre en place un centre visant à contrer le message radical de *Daech* sur le territoire malaisien, dans la lignée du discours du Premier ministre Najib à l'ONU en 2010 à propos de son idée de *Global Movement of Moderates*. L'initiative prit corps au lendemain d'une visite de Barack Obama fin novembre 2015 – après une précédente visite annulée en 2013 – et malgré les désaccords sur les destinées du Moyen-Orient. Le *Regional Digital Counter-Messaging Communication Center* (RDC3) a une vocation régionale et il complète un autre dispositif, autour du *Visa Waiver Program*, pour faciliter les échanges d'information sur les voyageurs.

b. La Chine : volonté d'ancrage régional par Ouïghours interposés

S'il ne s'agit pas de Guerre froide – du fait des interdépendances économiques entre Chine et Etats-Unis –, nous avons au moins affaire à un Grand jeu, à une **lutte d'influence** le long des artères maritimes de la mondialisation.

Pékin place alors ses pions, tout d'abord en **Indonésie**. Ce fut d'ailleurs la première destination du nouveau président Joko Widodo en 2014. Le pays, qui cherche à accueillir davantage d'investissements étrangers pour relancer son économie et du fait de leur faible niveau actuel, lorgne en effet sur les sociétés chinoises. Résultat, au terme de cinq rencontres présidentielles bilatérales, les investissements chinois en Indonésie ont doublé, au point de dépasser les Etats-Unis, en troisième position.

A la quantité s'ajoute la qualité des relations puisque le chef des forces anti-terroristes indonésien s'est rendu à Pékin du fait des présences d'Ouïghours dans l'archipel. Pour l'heure, un spécialiste du terrorisme ouïghour à Singapour peinait à voir de réelles connexions entre Chine et Asie du Sud-Est. Pourtant, des Ouïghour étaient arrêtés en 2014 et 2015,

comme cinq autres aux Philippines en 2014, sans compter la présence de réfugiés. En Indonésie, ces Ouïgours seraient entrés soit avec de faux passeports *via* le nord du Kalimantan, soit *via* les ports-souris des îles Riau. En juillet 2016, le ministre coordinateur pour les Affaires Légales, politiques et sécuritaires Luhut annonçait la présence de militants ouïghour dans les îles Riau, à quelques encablures de Singapour. En novembre, un Ouïghour était reconnu coupable de complots terroristes, en tant que membre d'une cellule active, par une cour indonésienne. En parallèle, à lire Jean Perrin, la Chine accentue sa présence militaire en Syrie. Inquiète de la présence de combattants ouïghours, elle va au-delà de l'envoi de seuls conseillers militaires. Suite à une réunion le 4 août dernier, il était ainsi question d'armes légères à destination de l'armée syrienne. La problématique terroriste touche donc de plus en plus Pékin, d'où de possibles coopérations régionales, à commencer par l'Indonésie.

Singapour a toujours entretenu des relations discrètes mais solides avec la Chine, tout d'abord depuis la rencontre entre Lee Kuan Yew et Deng Xiaoping en 1978, puis après la reconnaissance officielle en 1990. A suivi la fascination du père fondateur de Singapour pour la Chine et ses valeurs confucéennes : le pays a ainsi glissé d'un modèle multiculturel à un axe ethno-nationaliste chinois selon le spécialiste M. Barr. Sur le terrain pratique, les universités singapouriennes ont ainsi formé des armées de fonctionnaires chinois.

L'actualité récente pousse à revenir sur le revirement **philippin** officialisé en octobre, suite à la signature d'accords s'élevant à 24 milliards de dollars, mais que l'on percevait depuis quelques semaines du fait des patrouilles abandonnées en mer et de la décision d'arbitrage peu exploitée par les diplomates. Emmené par son président iconoclaste Duterte, Manille a ouvertement insulté les Etats-Unis et son président – tout en annulant les exercices anti-terroristes bilatéraux en Asie du Sud-Est (CARAT), les exercices navals *Phiblex* et d'autres manœuvres amphibies – pour se jeter dans les bras de la Chine. La manœuvre rappelle les traditions de la politique intérieure, lorsque les élus balancent d'un camp à l'autre, au gré des plus offrants. Aussitôt, il y eut des manifestations concrètes en mer, avec des pêcheurs et patrouilleurs philippins libres de naviguer au large du récif des Scarborough, sur lesquels Pékin avait informellement fait main basse depuis 2012. Des investissements doivent suivre. Les deux pays se montrent discrets sur le front terroriste mais la concordance des intérêts pourrait pousser à des prises d'initiatives, notamment au sud, où il fut question d'Ouïghours.

Reste la **Thaïlande**. A lire le journaliste Arnaud Dubus, qui réside sur place, la junte est en position de relative faiblesse et la précipitation des Thaïlandais à obéir aux injonctions chinoises, qu'il s'agisse du renvoi en Chine des Ouïghours du Xinjiang ou de l'arrestation des « dissidents » chinois et hongkongais, montre à quel point le pouvoir thaïlandais est prêt à courber l'échine, au détriment d'une fière tradition de diplomatie d'équilibre.

Quant à la **Birmanie**, toujours selon Arnaud Dubus, elle suivrait le chemin inverse : moins manipulable, vers plus d'autonomie, n'hésitant pas à adopter une position plus tranchée sur la mer de Chine en appelant les parties « à ne pas engager d'activités qui pourraient accroître la tension ». C'est donc Pékin qui doit s'adapter à la donne birmane. A défaut d'exiger des extraditions ou des patrouilles le long des frontières communes, la Chine proposera-t-elle alors son aide dans le cadre de la lutte anti-terroriste de nature islamiste ?

Afin de renforcer ces liens en jouant de la carte de l'anti-terrorisme, Pékin cherche à gagner en crédibilité dans ce domaine spécifique et qui lui était étranger encore récemment. En témoignaient le manque d'entraînement et les lacunes législatives, sans compter les incohérences législatives ; souvent défenseur de la non-ingérence, Pékin propose pourtant aujourd'hui ses services afin de régler des questions liées à la sécurité intérieure des pays partenaires. La France avec la gendarmerie et d'autres pays sont venus former les Chinois. Une loi sur l'anti-terrorisme a aussi été adoptée le 27 décembre 2015 pour encadrer les actions policières. Et aujourd'hui, la Chine se lance dans le combat contre le terrorisme islamiste transnational, via des organisations régionales. Parmi elle, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) qui cherche justement à collaborer avec l'ASEAN (*Association of Southeast Asian Nations*)⁷⁹.

En résumé, la lutte contre le terrorisme et l'idée d'une menace *Daech* ont été utilisées à des degrés divers, plus ou moins directement, par la Chine comme par Washington pour se positionner à des fins toutes autres : la lutte pour l'emprise régionale en général et le contrôle des voies maritimes en particulier. D'autres Etats, avec moins de moyens, ont aussi saisi les opportunités qui s'ouvraient à eux.

2.3. Autres puissances, à l'affût ou en réflexion (vision à plus long terme ?)

a. ASEAN

En premier lieu, l'ASEAN ne traite guère de sécurité en profondeur, même à travers sa communauté politico-sécuritaire, ses *ASEAN Navy Chiefs Meetings* ainsi que ses **Forums maritimes**, parfois en version '*expanded*' (avec les Etats membres de l'EAS – *East Asia Summit* : Australie, Chine, Corée du Sud, États-Unis, Inde, Japon, Nouvelle-Zélande et Russie).

Certes, l'ADMM+ a organisé un exercice naval sur le contre-terrorisme maritime (*Maritime Security and Counterterrorism Field Training Exercise – MS & CT FTX*) en mai 2016, après une idée formulée en 2014 en Birmanie et deux conférences préparatoires en janvier puis mars⁸⁰. Un deuxième exercice baptisé *Mahi Tangaroa 16* et planifié depuis 2013 s'est tenu mi-novembre 2016 en Nouvelle-Zélande. Certes, il existe la Convention contre le terrorisme signée en 2007, entrée en vigueur en 2011. Certes, les enjeux sont réels et risquent d'affecter l'économie régionale : après l'attentat de Bali en 2002 (202 morts), le nombre de visiteurs avait chuté de 32 %. Après l'attaque contre le temple à Bangkok en août 2015, 23 pays ont conseillé à leurs ressortissants de reporter leur séjour ou de faire preuve de grande prudence.

Mais souvent, les États peinent à coopérer pleinement à cause de disputes suffisantes pour ralentir certaines dynamiques (cf. Annexe 9 et infra – § 3.3.), en plus de la **tradition de non-ingérence**⁸¹.

⁷⁹ Alixia Nguyen, *The fight against terrorism "made in China"*, IRIS, Asia Focus n°13, janvier 2017, p. 9. Voir aussi Mathieu Duchâtel, *La Chine et le terrorisme international: vers une rupture majeure*, European Council on Foreign Relations, 27 octobre 2016.

⁸⁰ Avec 3 500 personnes impliquées, 18 bâtiments de combat, 25 avions et 40 équipes de forces spéciales de 18 pays – ceux membres de l'EAS.

⁸¹ Dans le logo de l'ASEAN, les dix gerbes de riz, symboles des Etats-membres, sont rassemblées mais non liées.

Cette question étant évacuée, demeurent d'autres acteurs susceptibles de surfer sur la tendance *Daech* – que celle-ci soit fondée ou pas. Selon le tour que prendra la présidence Trump, en cas de durcissement vis-à-vis de Pékin et de montée des tensions entre les deux géants, il se pourrait que Japon et Australie deviennent les seuls éléments d'alternative crédible pour une Asie du Sud-Est coincée entre les gesticulations militaires⁸². Voici des pays avec lesquels il faudra donc compter, par ordre décroissant d'implications dans la lutte contre le terrorisme et ses activités parallèles, souvent pour le financement, comme les trafics illégaux.

b. l'Australie

L'Australie est déjà très implantée à Singapour (présence d'officier de liaison à l'IFC par exemple et réflexions en commun sur l'immigration clandestine). La question se pose davantage avec l'Indonésie, du fait d'une relation sur le mode « je t'aime moi non plus ». D'une part, les deux pays s'écharpent autour des migrants en mer qui sont souvent renvoyés vers l'Indonésie ; d'autre part, les gouvernements coopèrent sur bien des domaines.

Et c'est là le plus important : malgré les querelles liées entre autres à des affaires d'espionnage contre les mobiles du couple présidentiel en novembre 2013 et à l'exécution capitale d'un Australien pour des affaires de drogue début 2015, la *Realpolitik* a rapidement repris ses droits entre Canberra et Jakarta, aidé en cela par le changement de Premier ministre australien. Comme l'explique Gaspard Vignal, ancien responsable presse à l'ambassade de France à Jakarta, « les deux pays ne peuvent pas se permettre de rompre leur collaboration », en particulier dans le domaine de la sécurité (« collaboration entre les armées et les forces de police des deux pays ») ainsi que de la déradicalisation *via* la promotion de l'*islam nusantara*, en opposition à celui du golfe. Deux unes successives du *Jakarta Globe* témoignent de cette relation « *Can We Be Friends Again?* » et « *Bury the Hatchet* ». Pour les questions importantes – et le terrorisme en est une – les deux pays savent se rapprocher. En témoigne la visite remarquée d'une délégation ministérielle indonésienne emmenée par Luhut B. Panjaitan, ministre-coordonateur pour les Affaires légales, politiques et sécuritaires, très proche du président, fin 2015, à l'occasion du premier *Indonesia-Australia Ministerial Council on Law and Security*. Six mois plus tard, lors de la deuxième réunion, un « partenariat fort » (« *powerful partnership* ») était signé dans le cadre de la lutte anti-terroriste (autour des questions de lutte contre le financement terroriste, échange de renseignement, etc.)⁸³. Fin octobre 2016, ils ont même envisagé des patrouilles conjointes en mer de Chine méridionale.

c. L'Arabie Saoudite : pompier pyromane ?

S'agissant des monarchies du golfe, l'Arabie Saoudite adopte une posture ambiguë. Pour préparer le terrain – et faire oublier les tracas des TKI (*Tenaga Kerja Indonesia* – Travailleurs indonésiens, surtout à l'étranger dans le Golfe), elle investit 8 milliards de dollars en Indonésie et pense doubler la somme sous peu. Sur le terrain idéologique, elle a par exemple

⁸² Thitinan Pongsudhirak, "A Sino-American showdown in Southeast Asia?", *Nikkei Asian Review*, 15 janvier 2017.

⁸³ Jacinta Carroll, "A powerful partnership to counter terrorism: Australia and Indonesia", *The Strategist — The Australian Strategic Policy Institute Blog*, 14 juin 2016.

ouvert des écoles coraniques à Jakarta, comme l'*Institute for the Study of Islam and Arabic* (LIPIA) en 1980, d'obédience clairement salafiste. L'établissement diplôme 10 000 étudiants par an, contre 3 500 auparavant. Un nouveau campus devrait sortir de terre à Jakarta ainsi qu'à Medan, Surabaya (non loin de Solo, place forte des apprentis jihadistes) et Makassar (sur l'île de Sulawesi, terre du conflit à Poso). Des recherches doctorales ont montré que l'enseignement rejetait le pluralisme et la démocratie. A son dîner d'adieu, l'ancien ambassadeur saoudien a pourtant précisé que ces établissements constituaient un rempart de choix contre *Daech* ; notons que les journalistes locaux ont ensuite reçu une enveloppe contenant l'équivalent de 20 dollars⁸⁴.

d. L'Inde

New Delhi s'inquiète surtout pour ses forages en mer de Chine méridionale. L'Inde veille aussi à ses îles Andaman, idéalement situées à l'entrée/sortie du détroit de Malacca. Toutefois, toutes les occasions d'accentuer son *Act East Policy* – version 2.0 de la *Look East Policy* – la raviraient. Et la lutte contre le terrorisme pourrait justement l'y aider. Il s'agirait alors surtout des possibles infiltrations en Birmanie, où l'Inde est très active *via Sittwe* et pour le désenclavement du Nord-Est, autour de l'Assam et du Manipur.

e. Royaume-Uni (et le FPDA)

Londres n'intervient pas directement sur les questions terroristes. Toutefois, elle dispose de deux leviers qu'elle peut activer : d'une part, un centre sur la déradicalisation à Londres, hébergé par l'ICSR (*International Centre for the Study of Radicalisation*) ; d'autre part, les FPDA (*Five Power Defence Arrangements*) depuis 1971. A croire un ancien ambassadeur français à Singapour, il s'agit d'un outil diplomatique précieux, susceptible d'être réactivé à tout moment et au soutien des États-Unis précise Justin Goldman. Un exercice de trois semaines (*Bersama Lima* – Ensemble à cinq) a été organisé fin octobre 2016 entre ses cinq membres : Australie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et Singapour. Il avait été précédé par la 17^e conférence de ses ministres de la Défense. A croire Paul Broom (*Director of Political Affairs* à la *British High Commission Singapore*), les FPDA sont plus que jamais une pièce maîtresse du dispositif britannique, surtout après le Brexit⁸⁵.

f. Turquie

Ankara entretient des relations officielles avec l'ASEAN depuis 1999 ; elle est signataire du Traité d'amitié et de coopération depuis 2010 et invitée aux réunions annuelles des ministres des Affaires étrangères depuis 2013. Les relations commerciales ont été multipliées par quatre en dix ans. Des ambassades ont récemment été ouvertes en Birmanie, au Cambodge et à Brunei ; une prochaine est attendue au Laos. Dans ces conditions, en plus du contexte intérieur turc, de prochains développements sont à attendre sur le front sécuritaire.

⁸⁴ Margaret Scott, "Indonesia: The Saudis Are Coming", *The New York Review of Books*, October 27, 2016 Issue.

⁸⁵ Entretien avec Paul Broom (*Director of Political Affairs* à la *British High Commission Singapore*), par courrier électronique, le 11 janvier 2017.

A l'échelle bilatérale, notons les **échanges de bons procédés** avec Kuala Lumpur : renvois de Malaisiens attrapés aux abords de la frontière turco-syriennes – encore deux début novembre 2016 – et extradition de membres du mouvement proche de Fetullah Gülen, la *Fetullah Terrorist Organization* – trois en octobre 2016. Avec l'Indonésie, la Turquie approche à pas feutrés : ouverture d'un centre culturel et partenariat en mer de Chine à l'automne 2016. Une polémique a néanmoins touché la personne de l'ambassadeur qui aurait manifesté avec les forces vives musulmanes contre le gouverneur chrétien de Jakarta le 4 novembre.

Pour clore cette liste de puissances soucieuses de s'investir dans la région, si besoin est *via* la lutte contre le terrorisme, reste le cas particulier de la France, entre grandes puissances et puissances de deuxième rang. Du fait de ses intérêts régionaux tirés des discours officiels, en plus de son statut international – au Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, sans oublier ses opérations extérieures et sa présence navale sur tous les océans –, Paris est légitime à s'inviter au bal diplomatique.

g. France

Certes, particuliers et Chambres de commerce (cf. *supra* – § 2.1.) ne s'inquiètent guère d'attaques terroristes en Asie du Sud-Est, d'autant plus Singapour, seule, abrite l'essentiel des sociétés françaises présentes dans la région⁸⁶. Or, la ville a bâti son succès sur sa sécurité.

De plus, à la différence de rapports parlementaires qui s'inquiétaient de l'approvisionnement français en composants informatiques, en automobiles, avec risque de tensions inflationnistes, rappelons que tous les Etats, à commencer par la Chine, ont intérêt à la libre circulation en mer de Chine⁸⁷. Pékin fait déjà face à des problèmes de surcapacité dans bien des domaines, sans compter les mouvements sociaux croissants dans les usines. Par ailleurs, la capacité de blocage de détroit par des terroristes reste très hypothétique : il faudrait plus bien plus d'un échouage dans le détroit de Malacca ; quant à une marée noire, elle dépend de l'état chimique du pétrole transporté ; et les capacités de navigation des terroristes restent à démontrer.

Enfin, à l'idée de se positionner dans la zone depuis nos bases dans le Pacifique, **l'argument résiste difficilement à l'analyse géographique**. 5 612 kilomètres séparent encore Nouméa de Manille (la capitale la plus à l'est), soit presque autant qu'entre la Réunion et Jakarta (l'une des capitales les plus proches) (5 769 kilomètres). Dans les deux cas, nos déploiements sont encore trop lointains pour peser efficacement et rapidement si nécessaire.

Toutefois, le terrorisme peut avoir des *conséquences stratégiques pour les intérêts français*.

D'une part, n'en déplaise à la communauté française sur place, tout acte terroriste, même isolé, n'est pas à exclure. Du fait des rivalités entre groupes et des initiatives personnelles de **loups solitaires**, aucun scénario n'est à exclure. Il s'agit en effet de dix pays (et le Timor-Leste) éclatés sur quelque 5 500 kilomètres : 5 346 kilomètres entre Rangoon et Jayapura

⁸⁶ 40 % des exportations françaises se font sur Singapour, où sont installées 600 entreprises françaises. La présence de la France est bien moindre dans le reste de la zone. Il en est de même s'agissant des investissements directs.

⁸⁷ Jean-Claude Peyronnet, Christian Cambon, André Dulait, Jean-Claude Requier, *Reprendre pied en Asie du Sud-est*, Paris, Sénat-Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, n° 723 (2013-2014), 15 juillet 2014 ; Gwenegean Bui, Jean-Jacques Guillet, *Op. Cit.*, 4 février 2015, 198 p.

(contre 5 477 kilomètres entre Londres et Dubaï). La communauté des **expatriés** français y explose : 7 000 Français à Singapour en 2010 et 11 415 en 2014, ce qui en fait la deuxième destination en Asie, loin derrière la Chine mais devant (dans l'ordre) la Thaïlande, l'Inde, le Japon et le Vietnam. Ils sont au total 44 000 Français inscrits au registre mondial des Français établis hors de France et sans doute 60 000 en tout. A cela s'ajoutent les 1,2 millions de Français qui se rendent en Asie du Sud-Est chaque année, pour affaires ou tourisme.

Au-delà des seuls individus, il existe aussi des **infrastructures** industrielles à sécuriser,. Quant à la marine marchande, ses affaires demeurent liées au code ISPS (*International Ship and Port Facility Security*), à savoir à la sécurité des ports et voies commerciales⁸⁸.

D'autre part, indirectement, la région peut encore **faire office de hub** ou relais régional depuis ou vers la Syrie. Un rapport regrettait ainsi le faible contrôle des produits exportés vers l'Iran et la Syrie depuis les ports asiatiques, la contrebande ainsi que les trafics de drogue et d'êtres humains. Il est vrai que non seulement le **code ISPS n'est que très mal implanté**⁸⁹ – avec des certificats plus souvent achetés, comme au sud de Batam en Indonésie – mais il reste aussi un myriade de *pelabuhan tikus* ou ports-souris, c'est-à-dire des ports informels ou illégaux, qui échappent au pouvoir central indonésien. On connaît la difficulté à contrôler les frontières en Guyane : imaginons le même défi sur des milliers de kilomètres à Bornéo par exemple. Le général Tito Karnavian, ancien doctorant à la RSIS (cf. Annexe 3) et actuel chef de la police indonésienne, confiait par exemple que des maisons sur l'île de Sebatik au Nord-Est du Kalimantan, avait leur salon en Indonésie et leur cuisine en Malaisie. Nasir Abbas, ancien émir de la JI pour la *Mantiqui III* (zone des Sulu) racontait comment il parvenait à faire passer des paquets à travers la frontière par le biais des pêcheurs locaux. Rappelons que quelques centaines de combattants australiens sont en Syrie (200 000 Syro-libanais vivent en Australie). Si les voies migratoires fonctionnent vers l'Australie *via* l'Indonésie, pourquoi pas dans l'autre sens aussi ?

Enfin et toujours indirectement, la France ne peut pas se détourner de la question du terrorisme du fait de ses **quatre partenariats stratégiques** en Asie du Sud-Est : ceux formellement conclus en juillet 2011 avec l'Indonésie, en novembre 2012 avec Singapour, en septembre 2013 avec le Vietnam et celui qui existe dans les faits avec la Malaisie puisque la France entretient des relations de défense plus anciennes, très denses (par exemple pour sa flotte de sous-marins) mais non formalisées. Comme le rappelaient aussi les rapports parlementaires⁹⁰, parmi les 47 pays prioritaires pour les exportations françaises, on trouve six pays d'Asie du Sud-Est : l'Indonésie, Singapour, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam. L'intégration économique accrue de la zone, la perspective d'accords de libre-échange entre l'UE et les principaux pays d'Asie élargit encore les perspectives pour les entreprises françaises, d'autant que les perspectives chinoises, où le marché est ultra-compétitif, ne sont guère encourageantes (hausse des salaires, mouvements sociaux). Notons que le niveau des exportations françaises vers l'ASEAN est comparable à celui des exportations vers la Chine : près de 15 milliards d'euros.

⁸⁸ Paul Turret, *L'Asie du Sud-Est, carrefour maritime et terre d'émergence*, ISEMAR, Note de Synthèse n°17 8 – Mars 2016, 4 p.

⁸⁹ A la différence de Singapour qui fut l'un des premiers Etats à implanter la CSI (*Container Security Initiative*) dès 2003.

⁹⁰ Jean-Claude Peyronnet, Christian Cambon, André Dulait, Jean-Claude Requier, *Op. Cit.*, 15 juillet 2014 ; Gwenegan Bui, Jean-Jacques Guillet, *Op. Cit.*, 4 février 2015, 198 p.

3. RECOMMANDATIONS – Leçons et propositions françaises

Les risques terroristes identifiés – aux dynamiques surtout nationales mais avec de possibles conséquences régionales à plus long terme (cf. § 1.) – ont des retombées à l'échelle moins individuelle et commerciale qu'étatique et stratégique (cf. § 2.). Impossible de négliger la protection de nos quelques intérêts et de nos partenaires, et encore moins de passer outre les opportunités de positionnement dans la région. Fort de ce double objectif, il s'agit d'identifier *quelles réponses militaires, sécuritaires et globales il est possible d'apporter en national, transrégional et international.*

Nous verrons dans un premier temps que les positions ne sont pas figées et qu'il reste de nombreuses occasions de faire montre de ses compétences pour combler avantageusement d'éventuels vides stratégiques, d'autant plus que la situation peut encore évoluer (3.1.). Ensuite, conforté par ces propos liminaires, nous verrons quels axes développer, et où (3.2.), sachant qu'en interne, dans les pays de la région, la donne peut également changer et redistribuer les cartes (3.3.).

3.1. Se tenir prêt du fait de l'imprévisibilité sur tous les terrains

Adeptes du *hedging* – position d'équilibre délicate entre *balancing* (équilibre des forces) et *bandwagoning* ou suivisme (cf. Annexe 10) –, les Etats d'Asie du Sud-Est n'hésiteraient sans doute pas à profiter d'une aide française pour rajouter un panier à leurs œufs, afin d'assurer leur non-alignement. Pour l'heure, ils font valoir leur droit à l'autonomie d'action, ce qui est un signe encourageant pour les démarches françaises (a.-d.).

- Aussi convient-il se tenir prêt à s'engouffrer à tout instant dans chaque brèche ou niche diplomatique, avec des propositions concrètes (exercices, échanges).

En parallèle, la situation évolue au Moyen-Orient du fait des revers militaires de *Daech*. A nouveau, la France doit se tenir prête car le besoin d'aide pourrait être soudain en Asie du Sud-Est (e.).

a. Vis-à-vis des États-Unis

Rien n'est jamais acquis en matière américano-indonésienne. Par exemple, en ce qui concerne l'IMSS, des **Indonésiens** se sont plaints de la localisation des radars, la priorité des Indonésiens (le terrorisme) n'étant pas celle des Américains (la Chine). D'ailleurs, en assurant la maintenance, les Américains ont accès à l'ensemble des données. Il en va de même avec l'ICITAP. *Off the record*, des officiels dans les îles Riau se disaient las des relations maîtres-élèves entretenues par Washington qui missionnait des envoyés pour vérifier le bon usage des patrouilleurs donnés. Enfin, lors de son séjour officiel en octobre 2015, des commentateurs ont critiqué la façon dont laquelle avait été reçu Jokowi, à la différence du Premier ministre singapourien Lee Hsien Loong qui, en août 2016, eut droit à tous les honneurs protocolaires.

La **Thaïlande** aussi, longtemps considérée comme allié traditionnel, tend à prendre ses distances. Dans le passé et depuis son adhésion à l'OTASE (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est) en 1954, la Thaïlande était considérée comme un allié traditionnel, avec des facilités dans la base aérienne d'Utapao et dans la base navale de Sattahip. Mais depuis l'arrivée au pouvoir de la junte, suite au dernier coup d'État de mai 2014, rien n'est plus évident. En témoignent par exemple l'annonce de l'achat de trois sous-marins chinois en juillet 2016. D'ailleurs, le concours du ministère des Affaires étrangères thaïlandais en 2015 demandait à réfléchir sur le tiraillement diplomatique entre Américains et Chinois.

Dans cette lignée, suite au premier exercice naval sino-malaisien dans le détroit de Malacca l'année dernière et à un déplacement du Premier ministre Najib Razak à Pékin fin octobre 2016, la **Malaisie** a également signé d'importants accords avec la Chine, pour insufler 34 milliards de dollars dans l'économie nationale. Kuala Lumpur devrait ainsi se doter de quatre bâtiments chinois, en parallèle au projet autour du port pétrolier de Malacca, sur fonds chinois, pour 2019. A nouveau s'est posée la question d'un revirement diplomatique côté chinois, où les arguments sonnants et trébuchants pèsent davantage que les postures protocolaires ou seulement militaires de Washington, d'autant plus que le Premier ministre malaisien reste sous le coup d'une enquête pour corruption depuis les États-Unis.

Après la bascule de Manille, des analystes bien informés comme Euan Graham avaient émis l'idée de **dominos**, tombant les uns après les autres dans l'escarcelle chinoise. Mais ce n'est pas si simple car l'incertitude des alliances vaut aussi avec Pékin comme l'illustre la récente nuance apportée par Duterte.

b. Vis-à-vis de la Chine

Au-delà de la posture de Duterte, n'oublions pas que les garde-côtes chinois continuent de naviguer aux alentours des Scarborough, comme pour surveiller et contrôler les **Philippines**. Combien de temps Duterte supportera-t-il une telle soumission. Surtout, l'exercice annuel *Balikatan* (32^e édition en avril 2016) va se poursuivre avec les États-Unis, tandis que l'*Enhanced Defense Cooperation Agreement* (EDCA) de 2014 – clé de voûte des relations stratégiques américano-philippines – est encore d'actualité malgré les premières déclarations de Duterte. Comme le résumait le *Wall Street Journal* le 25 octobre 2016 : « la passade de Duterte pour la Chine pourrait bien être fugace ; Pékin va bientôt découvrir que les sentiments de Manille peuvent être changeants... »

De même, **Singapour** vient de connaître une période compliquée avec la Chine. La cité-État a pourtant été d'ordinaire très proche de Pékin, surtout depuis les relations tissées depuis 1978, tout d'abord sur un plan personnel entre les dirigeants, puis plus officiellement dès 1990. Aujourd'hui, malgré ses 74 % d'habitants d'origine chinoise, Singapour traverse une période de turbulence. Ses diplomates sont en charge du groupe de travail Chine-ASEAN pour deux ans. A ce titre, ils font remonter à Pékin les préoccupations de certains pays riverains de la mer de Chine. De même, Singapour a dû pousser pour une déclaration relative à ces disputes territoriales auprès du Mouvement des non-alignés, ce qui a déclenché la colère de Pékin en septembre. Les relations sont donc loin d'être aussi chaleureuses que les hérauts

singapouriens des valeurs asiatiques et confucéennes, dignes héritiers du père fondateur Lee Kuan Yew (1923-2015) auraient pu le laisser espérer.

Enfin, la lune de miel sino-**indonésienne** marque le pas depuis les accrochages au large des îles Natuna entre marine indonésienne et pêcheurs ou garde-côtes chinois. Il y eut jusque des tirs (de sommation) depuis les forces indonésiennes. Fidèle à son autre ligne de conduite diplomatique, le président indonésien s'est ainsi rendu à bord d'un bâtiment au large des Indonésiens pour y défendre la souveraineté nationale, dont il fut encore question lors du discours de fête nationale le 17 août 2016. Depuis, des conseillers de Jakarta se sont succédé aux Natuna, preuve des intentions du palais présidentiel – malgré la quête d'investissements étrangers.

c. Vis-à-vis de *dei ex-machina* nord-est asiatiques ?

En plus des revirements sud-est asiatiques, des pays périphériques pourraient bien bouleverser cette savante tectonique diplomatique. Longtemps en retrait des dynamiques sécuritaires pour des raisons internes (économiques, constitutionnelles, politiques, etc.), ils émergent à nouveau avec de forts arguments.

Le **Japon**, tout d'abord, profite de la diplomatie hyperactive et tous azimuts de son Premier ministre Shinzo Abe. Tokyo continue par exemple à entretenir de bonnes relations avec Jakarta, mais surtout dans le domaine des transports – comme les lignes ferroviaires à haute vitesse – ainsi que dans l'économie maritime. Sur le volet sécuritaire, les Japonais sont plus discrets et restent préoccupés davantage par les voies maritimes. C'est ainsi qu'on les a aperçus dans les années 2000 au *Bakorkamla* (devenu *Bakamla*) pour faciliter la coordination en mer entre les forces de l'ordre indonésiennes. Depuis peu et l'arrivée du nouveau ministre de la Défense en août dernier, le Japon tente aussi d'investir davantage la mer de Chine méridionale, par exemple à travers de l'aide accordée pour la construction de bâtiments de défense côtier. La lutte anti-terroriste n'est donc pas au cœur de l'agenda régional de Tokyo, qui voit ses intérêts à protéger essentiellement en mer.

La **Russie**, ensuite, sort du bois sibérien pour investir les mers au gré d'exercices avec la Chine. Pour la première fois, celui de 2016 s'est déroulé en mer de Chine méridionale, même si les relations avec Pékin sont plus complexes qu'il n'y paraît du fait d'une part de la crise ukrainienne (et des enjeux comparables au Tibet ou au Xinjiang), d'autre part de l'influence croissante et rivale de Pékin en Asie Centrale avec de l'initiative *One belt, One road*. De plus, des bombardiers à long rayon d'action seront bientôt prêts à patrouiller jusqu'au Japon, à Guam et à Hawaï, confirmant ainsi la reprise de ses activités militaires dans la région depuis deux ans. Toutefois, les initiatives restent centrées sur la vente d'arme ou les approvisionnements économiques et surtout vers la Chine et le Japon. L'Asie du Sud-Est et l'anti-terrorisme ne semblent pas encore au sommet de l'agenda russe. Comme l'expliquait un analyste : « si Poutine a parlé de tourner la tête à l'est, les yeux restent rivés sur l'ouest... ».

Néanmoins, il convient de surveiller les futurs développements autour des Philippines, où deux bâtiments de la marine russe ont fait escale début janvier 2017. Un pacte entre les deux capitales serait même à l'étude.

d. Vis-à-vis de Donald Trump comme invité de dernière minute

Deus ex-machina, vainqueur surprise sorti de la complexe machine électorale américaine, Donald Trump va-t-il bouleverser la donne en Asie-Pacifique en général et en Asie du Sud-Est en particulier ?

Une certitude : le rééquilibrage n'aura pas autant d'impact que si Hillary Clinton, l'une de ses instigatrices comme secrétaire d'Etat dans sa version obamienne/post-2011, avait été élue.

A toute première vue et à l'échelle stratégique, Donald Trump a donné l'impression de pencher pour l'**isolationnisme**, donc à un retrait de la scène de l'Asie-Pacifique, d'autant plus qu'il sera à la recherche d'économies pour mener au mieux sa politique de grands travaux sur le territoire. Surtout, à croire les échos de son entretien avec Barack Obama et à voir son équipe de campagne, il semblait acté que la politique étrangère n'était pas au cœur de ses priorités : jamais il n'a détaillé précisément sa vision du monde lors de la campagne.

Toutefois, il se pourrait que ce retrait touche non seulement davantage l'Europe (et l'OTAN) que l'Asie – à l'échelle de la planète –, mais aussi davantage les alliés japonais ou coréens que l'Asie du Sud-Est – à l'échelle de l'Asie-Pacifique.

Autre nuance de taille : il est fort à parier qu'au-delà du décalage entre le discours du candidat et celui de Président, Donald Trump fasse place au pragmatisme. Dans ces conditions, il n'est pas impossible que ses efforts se concentrent sur l'économie nationale, voire la lutte contre le terrorisme et le Moyen-Orient en politique étrangère. Cette hypothèse laisserait augurer une continuité dans les équipes en place, ambassades ou administrations centrales, donc dans la politique menée – au moins dans ses grandes lignes. Si son probable futur secrétaire à la Défense Mattis a eu comme indicatif *Chaos*, le secrétaire d'État pourrait être plus modéré en la personne de Romney. De plus, son statut de président reste contraint du fait des contre-pouvoirs du système international. Dès lors, aucune révolution planétaire n'est à attendre.

A plus long terme, la variable principale reste la Chine, au carrefour des problématiques entre Asie du Nord-Est et Asie du Sud-Est.

Toujours conduit par ses impératifs budgétaires, il se pourrait que M. Trump poursuive dans son **attaque à l'encontre de l'économie chinoise**, avec une mention particulière contre sa politique monétaire. De plus, Donald Trump a profité du soutien des forces armées, parfois lassées de l'attentisme de Barack Obama. D'ailleurs, certains plus inquiets rappellent que le président américain, s'il ne peut déclencher de guerre seul, a tout de même les pouvoirs d'utiliser la force. Et les pays partenaires ou pas peuvent jouer les garde-fous, à condition de le vouloir et de le pouvoir, ce qui n'est pas évident comme le souligne Daniel Byman de *Brookings*. Dans ces conditions, faudrait-il s'attendre par exemple à des FONOPS (*Freedom of Navigation Operations*) autrement plus explicites ?

Néanmoins, dans le cas chinois également, les mêmes nuances sont de mises. Que ce soit Ronald Reagan ou Georges W. Bush, le sinologue François Godement rappelle que ces deux présidents républicains se sont montrés beaucoup plus conciliants vis-à-vis de Pékin que leurs discours ne le laissaient entendre. De façon plus générale, les conservateurs ont tendance à

bien s'entendre avec les dirigeants autoritaires chinois. Trump ne devrait pas faire exception au regard de ses déclarations selon lesquelles il ne s'embarrasserait guère des contraintes liées aux droits de l'Homme. Enfin, s'engager dans une guerre au moins commercial avec la Chine serait certainement contre-productif, le mieux étant de jouer de la carotte et du bâton.

Il ne faut pour autant pas s'attendre à une *Pax China* que certains annoncent déjà, comme Ted Piccone de *Brookings*, avec Pékin aux aguets pour combler le vide stratégique en Asie-Pacifique. En guise de **synthèse**, au *smart power* des années Hillary Clinton devrait succéder le « **congame** », un savant mélange de *containment* et d'*engagement* à croire Alexander Neill de l'IISS. Des négociations avec Pékin sont même envisagées en vue d'un *statu quo* régional en échange de la reconnaissance des ambitions et du poids (« *stake* ») de la Chine en Asie orientale. Avec de tels revirements, entre rapprochements et coups de sang, on croirait une version à plus grande échelle de la diplomatie du Philippin Duterte – qui a souvent été comparé à Trump – ; celle-ci est emprunte d'« imprévisibilité », précisément le mot-clef du clan Trump lors de sa campagne quand il était question de politique étrangère.

Pour preuve, l'une des dernières hypothèses rapportées fait état d'un Trump finalement sauveur de la politique de rééquilibrage. Des témoins d'une récente réunion entre Rex Tillerson, qui devrait occuper le poste de secrétaire d'Etat, et des sénateurs, confirment l'accent mis sur l'Asie, déjà visible au gré des nominations de conseillers et des ambassadeurs. La priorité serait donc à l'**endiguement** de la Chine, avec cet avantage notable : celui de détourner l'attention du réchauffement des relations avec la Russie⁹¹.

e. Et vis-à-vis de *Daech* 2.0

L'acteur le plus à même de redistribuer les cartes demeurerait-il en réalité... *Daech* lui-même ? Comme l'expliquent Rohan Gunaratna, Jasminder Singh et Muhammad Haziq Jani de l'ICPVTR⁹², les défaites militaires pourraient conduire le mouvement à **changer de nature**, en évoluant de la « mise en place d'un califat » au « terrorisme global ». Cette nouvelle dimension terroriste serait d'une part animée du désir de revanche, d'autre part beaucoup moins prévisible car moins centralisée. L'ICPVTR en tire plusieurs leçons puisque loin de signer la fin de *Daech*, ces revers peuvent initier une métamorphose.

Différents chefs de file régionaux⁹³ pourraient tenter de s'affirmer pour **encadrer le possible retour** d'environ un millier de « revenants », selon l'expression de Daniel Thomson, du Moyen-Orient vers l'Asie du Sud-Est :

- Bahrumsyah (l'émir de la *Katibah Nusantara*),

⁹¹ Josh Rogin, "Trump could make Obama's pivot to Asia a reality", *The Washington Post*, 8 janvier 2017 ; à propos d'imprévisibilité, à noter aussi le décalage entre d'une part les discours de Donald Trump, d'autre part ceux des candidats aux postes de secrétaires d'Etat ou à la Défense en audition devant le Congrès.

⁹² Jasminder Singh et Muhammad Haziq Jani, "Coalition Conquest of ISIS-held Mosul and Raqqa: Implications for Southeast Asia", *RSIS Commentaries*, 15 décembre 2016; Rohan Gunaratna, "GlobalThreat Forecast", *Counter-Terrorist Trends and Analysis*, 9:11, 11 janvier 2017, p. 3.

⁹³ Pour les biographies détaillées de ces chefs de file, voir la série d'articles dans *Counter Terrorist Trends and Analysis*, 8 :11, novembre 2016 : <https://www.rsis.edu.sg/research/icpvtr/ctta/#.WHuS9IwrNfo> (consulté en janvier 2017) – Jasminder Sigh, "The Emir of Katibah Nusantara"; Muh Taufiqurrohman, Ardi Putra Prasetya, "A rising Indonesian Jihadist plotter: Bahrun Naim"; V. Arianti, "The IT Jihadist in Batam: Gigih Rahmat Dewa"; Muhammad Haziq Bin Jani, "Malaysia's 'jihadist-celebrity': Muhammad Wandy Mohamed Jedi"; Angelica Habulan, "The Emir of IS Philippines: Isnilon Hapilon".

- l'Indonésien Bahrun Naim,
- Muhammad Wannady Mohamed Jedi de Malaisie,

En guise de **recrues** pour les *task forces*, mentionnons :

- un premier cercle de personnes extérieures à l'Asie du Sud-Est ou au monde malais et rencontrées sur le terrain syrien ou irakien, donc bien entraînées et habituées au pire ; entre elles et les chefs de file tout juste évoqués et eux aussi passés par la Syrie, la connexion sera directe ;
- un deuxième cercle de soutiens qui n'ont pas pu faire le voyage jusqu'en Syrie mais tout aussi déterminés :
 - o le groupe *Abu Sayyaf* d'Isnilon Hapilon à Mindanao,
 - o le groupe *Maute* à Butig (Mindanao),
 - o d'autres groupes en Indonésie ;
- un troisième cercle de personnes isolées qui n'ont pu ni rejoindre la Syrie, ni même un camp ou groupe du monde malais, aux Philippines, voire en Indonésie. Ces personnes resteront néanmoins prêtes à apporter leur contribution au combat.

A terme, plusieurs **sujets d'inquiétude** affleurent :

- la consolidation et la recherche de *wilaya*, tout d'abord ; avec cette mue, sera-t-il plus aisé ou plus difficile de s'ériger en province ? Car, certes, *Daech* en aura besoin et ne devra pas se montrer trop difficile dans la sélection ; toutefois, il lui faudra aussi pouvoir compter sur des bastions fidèles, sûrs et solides. *Daech* se retrouve ainsi face au même problème que celui d'*Al Qaeda* qui a dû quitter le terrain afghano-pakistanaï : celui de ne pas répéter l'erreur de Guevara et de ses *foco*, pas assez implantés au sein des populations d'accueil pour disperser sa révolution comme l'explique Gérard Chaliand. Toujours est-il que la recherche de nouveaux bastions pourrait pousser *Daech* davantage vers l'Asie du Sud-Est ;
- ensuite, l'unification des deux groupes terroristes (*Al Qaeda* et *Daech*) en cas de disparition des deux *leaders*, respectivement Ayman al Zawahiri et Abu Bakr al Baghdadi ; en effet, pour le professeur Gunaratna, la discorde entre les deux mouvements porte moins sur l'idéologie (sans renier ce qui a été dit plus haut ; cf. *supra* – § 1.3. Tableau 2) que sur le *leadership* ;
- la dissémination à plus grande échelle de l'idéologie takfariste une fois la scène moyenne-orientale fermée ;
- la perte de terrain physique qui pourrait conduire vers une retraite ordonnée :
 - o dans la cybersphère, (d')où pourraient être menées des attaques,
 - o dans un nouveau camp de base, pourquoi pas en Asie du Sud-Est, pour tenter de concrétiser là où *Al Qaeda* avait failli, à savoir dans l'ouverture d'un nouveau ou « second front » (cf. *supra* – § 1.1.). Il faudrait alors une zone :
 - de non-droit,
 - suffisamment déconnectée du pouvoir central,
 - notamment sur le plan géographique, aux confins d'archipels,
 - tout en restant accessibles, au cœur de carrefours et de voies de passage.

Des îles comme Mindanao ou Sulawesi, dans les enclaves et poches de résistances, semblent par exemple répondre à ces quelques critères.

C'est forte de ces éléments de contexte que la France pourra affiner ses propositions de service. Au regard de ces premiers avertissements, les initiatives doivent être globales pour espérer occuper utilement un éventuel vide stratégique.

3.2. Des opportunités pour la France afin de « reprendre pied »...

Dans ce contexte à la fois sécuritaire et diplomatique, il ressort que :

- certes, il paraît difficile d'identifier un ennemi islamiste transnational. Le paysage de la violence fondamentaliste musulmane semble soit trop éclaté (en Indonésie), soit trop flou (aux Philippines), soit trop embryonnaire (en Birmanie et en Thaïlande),
- mais, un complexe jeu diplomatique se met en place par menace terroriste interposées, qu'elles soient avérées ou pas.

Aussi la France a tout intérêt se positionner :

- du fait des risques qui existent (cf. § 1.3.),
- non seulement parce que des niches se présentent (cf. § 2.3.),
- mais parce qu'elle pourrait en retirer des bénéfices :
 - o à court terme, pour des partenariats et ventes d'arme,
 - o à plus long terme, en cas d'aggravation de la donne terroriste islamiste, si d'aventure les possibles connexions se matérialisaient.

A cette fin, **quels leviers** alors actionner, et où ?

AVERTISSEMENT

Avant d'y répondre, évacuons au préalable deux arguments qui peineront à convaincre les possibles interlocuteurs :

- le fait que la France soit le seul pays européen à disposer de forces partout dans la zone Indopacifique est à nuancer à cause des très grandes distances (cf. § 2.3.g.) ;
- l'ancienne présence coloniale française a un impact moindre que celui escompté en Asie du Sud-Est et son évocation risquerait même d'être contre-productive d'après un spécialiste français du Vietnam.

Fort de ces nécessaires rappels, abordons les pistes à explorer – par thème plutôt que par zones d'action. Se succéderont les propositions :

- non-militaires (scientifiques, sociales et diplomatiques – cf. a., b. & c.),
- militaires (auprès des installations maritimes, en mer, à terre et dans le domaine du renseignement – cf. d., e., f. & g.).

a. Réponses scientifiques

CONSTAT

La connaissance du terreau terroriste **exige une capacité à décrypter** le discours produit autant que le contexte socio-économique, voire ethnologique, des populations considérées. Hélas, en 2004, il n’y avait en France que quelque 200 enseignants et chercheurs à travailler sur l’Asie du Sud-Est, sur un total de 29 000 engagés à différents postes dans la recherche en sciences humaines et sociales, soit 0,1%⁹⁴. Aujourd’hui, Chine et Inde tiennent encore le haut du pavé académique. CNRS et EFEO (Ecole française d’Extrême-Orient) ne se penchent sur la région que sous l’angle archéologique, historique ou culturel. Surtout, les années passées à la coordination de l’Observatoire Asie du Sud-Est 2012-2015 ont confirmé le **peu de place accordé à la science politique** en Asie du Sud-Est. Rares sont les jeunes internationalistes ou politologues travaillant sur les systèmes politiques ou les relations interétatiques, transnationales – ou « intersociales » (Badie) – dans la région. Faute de mieux, il arrive que des sinologues prennent le relais – en écho à cette une d’un numéro spécial des *Grands dossiers de Diplomatie* sur l’Asie du Sud-Est qui faisait figurer un défilé... chinois.

PROPOSITIONS

- Il pourrait être pertinent d’user de la connaissance en **ethnologie** pour décrypter les dynamiques sociales, voire politiques, des groupes terroristes. Des *think tanks* comme la RSIS sont demandeurs de cette approche et l’*US Army* a recruté des ethnologues. Par exemple, une telle approche est très utile aux Philippines. Comme l’indiquaient MM. Bonnet et Franco, il y est préférable, au Sud, de négocier non pas de façon groupée mais avec chaque groupe successivement. Or, il semblerait que M. Duterte reprenne cette démarche, une des clefs étant le développement de l’île de Mindanao. Quand le président Duterte fustige « l’impérialisme de Manille » et snobe la capitale jusqu’à son investiture, cet ancien maire de Davao, durant 22 années, se penche sur les provinces les plus reculées qu’il a appris à côtoyer. Il était d’ailleurs prévu un déplacement à haut risque du président à Marawi, dans la province de Lanao del Sur ; un membre de son équipe de sécurité fut tué peu avant, le 29 novembre.
- La politique de **bourses** d’études françaises, en direction aussi bien qu’en provenance de l’Asie du Sud-Est, pour les Français comme les Asiates, demeure très faible. Elle mériterait d’être encouragée, comme l’avait indiqué le général Mermet, notamment dans le domaine de la défense pour favoriser les réseaux, les échanges et les études.

b. Réponses non-militaires

La dimension sociale préoccupe Malaisie, Indonésie et surtout Singapour où le gouvernement s’inquiète du lien social dans un Etat particulièrement multiculturel. Il redoute la frustration et le passage à l’acte de la part de Malais qui se sentent délaissés. Plus généralement, les autorités ne voudraient pas voir se développer des signes de marginalisation. Si Singapour

⁹⁴ Stéphane Dovert, « De la nécessité des introspections et des mises en perspective », in Stéphane Dovert (dir.), *Réfléchir l’Asie du Sud-est : essai d’épistémologie*, Bangkok-Paris, IRASEC-Indes savantes, 2004, p. 6.

accorde une grande importance à la **déradicalisation**, cette dernière peine à faire ses preuves en Indonésie (cf. Annexe 11).

- A **Singapour**, la déradicalisation semble incomplète car entre les seules mains des *ustaz* d'Al Azhar (Egypte), sous la direction des universitaires formés à Saint-Andrews (Ecosse), dans une perspective essentiellement idéologique.
- L'**Indonésie** a de son côté opté pour une approche fondée sur la psychologie ; faute de peser sur les croyances ancrées, l'objectif – partiellement atteint – et de jouer sur la violence des individus. Là encore, il manque la dimension sociale, pourtant cruciale, malgré le travail des associations religieuses modérées comme la *Nahdlatul Ulama*.

Dans un débat qui a alimenté les chroniques début 2016, Olivier Roy parlait de nihilisme (« islamisation de la radicalité ») quand Gilles Kepel mettait en avant les spécificités de l'islam et du jihadisme (« radicalisation de l'islam »). Ces jeunes auraient-ils versés hier dans d'autres idéologies extrêmes, entre Cuba, Moscou ou Katmandu ? Toujours est-il que ces **deux angles** doivent être pris en considération (cf. *supra* – § 1.3. et **Tableau 2** : introduction du paragraphe sur les facteurs de la radicalisation). Des voix comme celle de Shashi Jayakumar⁹⁵ à Singapour, directeur du CENS (*Centre of Excellence for National Security*), s'élèvent pour multiplier les expériences et visites afin d'ajouter les points de vue et d'échanger à travers conférences ou séminaires (cf. Annexe 11)⁹⁶. L'heure est donc propice à une offre de service claire de la France.

PROPOSITIONS

- L'approche ne doit pas être :
 - seulement religieuse ou psychologique,
 - ni même contre les réseaux sociaux, qui demeurent une source de renseignement.
- Pour compléter et enrichir les travaux sud-est asiatiques, la France gagnerait à **insister sur l'aspect social**, cher à Raphaël Liogier par exemple, qu'il s'agisse de la marginalisation, des difficultés financières, des conflits familiaux ou autre. L'heure est en effet davantage au « jihadisme social » (*bottom-up*), après les grandes heures du « jihadisme stratégique » et plus centralisé (*top-down*), comme l'explique le professeur Bernard Rougier⁹⁷.
 - Or, les défis sociaux sont étonnamment loin d'être négligeables à Singapour où l'indice Gini – qui mesure l'écart entre riches et pauvres – demeure opaque car l'un des plus élevés au monde, aux dires de l'Ambassade de France et des quelques indicateurs disponibles.
 - Ils sont plus évidents à Jakarta et en Indonésie, voire dans des grandes villes comme Bangkok.
- Rester attentif à la prochaine **libération, fin 2016, de chefs de file de la *Jemaah Islamiyah*** qui auront purgé leur peine en Indonésie. Beaucoup s'inquiètent de l'absence de programme de réhabilitation solide. La JI deviendrait plus dangereuse que les mouvements pro-*Daech*. Zachary Abuza s'inquiète ainsi plus de la JI sur le

⁹⁵ Identifié comme personnalité d'avenir et invité à ce titre par le ministère des Affaires étrangères français en 2015.

⁹⁶ Shashi Jayakumar, « The Jemaah Islamiyah and its Afterlives », *RSIS Commentaries*, n°299, 12 décembre 2016.

⁹⁷ Bernard Rougier, « Le djihadisme est devenu un instrument de revanche sociale », *Le Monde*, 16 février 2016.

long terme, du fait de son implantation et de son travail en profondeur, que de *Daech*⁹⁸.

- Aider à **réformer les prisons indonésiennes** où s'organisent encore trop de complots, comme l'a illustré l'attaque de Jakarta en janvier 2016.

c. Réponses diplomatico-sécuritaires

CONSTAT

Les rapports parlementaires rappellent que « la France entretient aussi en Asie du Sud-Est un réseau diplomatico-militaire composé de cinq attachés de défense résidents (Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Vietnam), un expert protection civile à vocation régionale à Singapour et quatre attachés de sécurité intérieure (Indonésie, Singapour, Thaïlande, Laos) et un officier français est aussi présent au sein à l'IFC (*Information Fusion Center*) ».

PROPOSITIONS

- Il apparaît qu'il manque un **attaché de la défense spécialement dédié aux Philippines**, pays de plus en plus actif sur la scène stratégique en général et anti-terroriste en particulier. A défaut, il pourrait s'agir d'un attaché de sécurité intérieure, puisque le pays apparaît le plus à même de jouer le rôle de *hub* ou d'héberger de possibles camps d'entraînements.
- Dans tous les cas, il convient de s'assurer de la **sensibilisation** des attachés de défense **aux questions terroristes**, ce qui renvoie à une question plus large : la définition de la sécurité (ou paix) qui est de moins en moins « traditionnelle » (et stato-centrée) et de plus en plus « non-traditionnelle » selon le jargon des relations internationales, ce qui inclut la sécurité « personnelle » / « communautaire » / « politique » et le terrorisme.

Au-delà des aspects scientifiques et diplomatiques importent les questions militaro-policieres – sachant qu'il est difficile de distinguer les deux volets de l'action étatique. Nous distinguerons quatre domaines d'action à privilégier :

- deux maritimes, du fait des risques d'attaques terroristes (cf. Annexe 12) :
 - o dans les ports, voire aux abords des plateformes – cf. **d.**,
 - o en mer – cf. **e.**,
- un à terre – cf. **f.**,
- le dernier dans le secteur plus transversal du renseignement – cf. **g.**

A cette approche thématique, nous tâcherons dès que nécessaire de coupler des variantes géographiques, selon les théâtres identifiés (cf. *supra* – § 1.3.).

d. Réponses militaro-policieres dans les ports, voire aux abords des plateformes

Le code **ISPS** avait été adopté au lendemain du 11 septembre 2001 pour prévenir d'attaques en mer. A l'heure du sursaut de *Daech*, on est en droit de demander un premier bilan. Or, en Indonésie, plus grand archipel au monde, il est de notoriété publique que nombre de certificats

⁹⁸ Il s'agissait d'un *tweet* du 13 juin 2017 en réponse au chef des forces armées indonésiennes qui soutenait pourtant que chaque province du pays abritait une cellule de *Daech*.

sont en réalité achetés, malgré des efforts d'agences qui travaillent avec des Singapouriens, par exemple au sud de Batam.

PROPOSITIONS

A l'heure du *Global Maritime Fulcrum* initié par le président Joko Widodo, sur initiative de son conseiller de l'époque Andi Widjajanto, ex-doctorant à la RSIS, il ferait sens pour Jakarta de veiller à la bonne application du code ISPS au sein de ses infrastructures maritimes.

- La France gagnerait à apporter son expérience autant que sa **technologie** en termes de protection portuaire.
- Les débats et la mise en place compliquée de la **loi sur les E2PN** (équipes privées de protection des navires) pourrait également profiter à un pays qui tâtonne en ce qui concerne cette option privée pour la protection en milieu marin, notamment en mer, comme nous allons le voir.

e. Réponses militaro-policières en mer

CONSTAT

Dans les années 2000, de nombreuses hypothèses avaient été formulées, mettant en garde contre l'usage de la marine marchande à des fins terroristes (cf. *supra* – § 2.2.a.). Les islamistes n'ont pas de raison de s'en détourner ; et **pourtant** :

- les Javanais, considérés comme dominateurs dans l'archipel⁹⁹, sont culturellement peu tournés vers la mer comme en témoigne d'une part les romans de Pramoedya Ananta Toer¹⁰⁰, tel *Gadis pantai* (*La jeune fille de la plage*) et le mythe de Ratu Kidul (la reine des mers du Sud),
- les difficultés logistiques semblent trop importantes (cibler butanier ou propane, veiller à l'état chimique du pétrole transporté, impossibilité de bloquer le trafic avec un seul échouage, etc.), au regard des attentats plus classiques,
- en plus, l'impact médiatique en mer ou en zone portuaire sera toujours moindre qu'en zones touristiques.

Toutefois, deux risques doivent être anticipés :

- se prémunir d'une **attaque depuis la mer** (contre les côtes, un autre bateau, des avions – comme aux abords de l'aéroport de Changi avec des RPG – ou encore le trafic et l'environnement en s'échouant volontairement – cf. Annexe 13).

La plus grande une inconnue, soulevée même en France à l'occasion des Journées d'histoire navale 2016 à l'École navale, porte sur le gigantisme : **anticiper et contrecarrer une fusillade à bord d'un paquebot, d'un ferry** ou d'un gros bateau de croisière demeure délicat, surtout en Indonésie où les navires de passagers de la compagnie *Pelni* sont souvent en surcharge – expériences faites.

⁹⁹ Outre la part des Javanais dans la population indonésienne (60 %, forte de 150 000 millions d'habitants) et la tendance à la centralisation indonésienne (malgré de récentes réformes), citons le titre de l'ouvrage de référence sur l'histoire régionale comme illustration de la mainmise javanaise sur l'archipel : Denys Lombard, *Le carrefour javanais : essai d'histoire globale* (trois volumes : *Les limites de l'occidentalisation - Les réseaux asiatiques - L'héritage des royaumes concentriques*), Paris, EHESS éditions, 1990.

¹⁰⁰ Pressenti pour le prix Nobel de littérature, peu avant sa mort en 2006.

- **casser les lignes logistiques** et les relations entre les sources de recrutement, de financement, d'équipement et les camps ou théâtres d'opération (cf. Annexe 14).

PROPOSITIONS

Comme l'évoquait le Malaisien susmentionné BA Hamzah, « pas besoin de réinventer la roue »¹⁰¹ dans ce domaine : les expériences bilatérales ainsi que minilatérales – très en vogue en Asie du Sud-Est – offrent un retour d'expériences suffisant, en particulier celles menées dans le détroit de Malacca.

- En ce qui concerne les attaques en mer, la France doit pouvoir échanger et s'entraîner – comme elle le fait déjà avec des commandos singapouriens en plus de contacts avec la Malaisie (notamment *via* le commando maritime PASKAL – *Pasukan Laut*). Dans les deux pays, le GIGN s'est déjà déplacé, par exemple sur l'île-État fin septembre. Faudrait-il élargir la participation aux exercices anti-terroristes **Armor et Esterel**, malgré les difficultés engendrées, ainsi que partager les études et réflexions menées en France à propos des hypothèses de fusillades à bord des navires de passagers ? Plus globalement, ce sont les pays touristiques qui devraient être visés, surtout aux abords des zones à risque :
 - au sud de la Thaïlande, puisque les insurgés semblent à présent opérer en-dehors de leurs sanctuaires et d'évoluer dans leurs tactiques,
 - aux abords des *resorts* ou spots de plongée au Sabah oriental, du fait de la proximité d'*Abu Sayyaf* et des échanges d'informations à travers la mer des Sulu, en partie à cause des immigrants philippins, clandestins ou pas, présents en Malaisie,
 - à Singapour (Harbour Front et Sentosa), où accostent des bateaux de croisière, non loin de Batam – foyer de radicalisation – et où se développait une activité de yachting de luxe, jusque dans l'archipel indonésien voisin.
- En ce qui concerne les patrouilles :
 - La Marine nationale peut certes y participer ponctuellement, dans les détroits de Malacca et de Makassar, à l'occasion de ses passages sur zone,
 - Idéalement, elle pourrait demander à bénéficier des mêmes avantages qu'Indonésie et Malaisie dans les eaux territoriales philippines pour **pouvoir y continuer des poursuites** engagées en haute mer ou ZEE – sur fondement de l'article 58.2 de la Convention de Montego Bay (qui inclut les cas de piraterie),
 - Surtout, la France a beaucoup à partager autour de l'**Action de l'Etat** (AEM) en mer et de sa capacité à coordonner les actions non seulement entre forces de l'ordre en mer mais aussi **sur le plan pénal**, une fois les délinquants et criminels retenus ; ces échanges sont d'ailleurs au cœur d'un programme de séminaires à l'Ecole navale, notamment avec la MMEA (*Malaysian Maritime*

¹⁰¹ BA Hamzah, *Op. Cit.*, p. 3.

Enforcement Agency, liée au Premier ministre malaisien) et le *Bakamla* (Agence de sûreté maritime, sous l'autorité du président indonésien)¹⁰².

A ce titre, l'appareil législatif bâti au gré des expériences pourrait offrir d'utiles pistes de réflexions pour les gouvernements de la région, qui tâtonnent dans ce domaine et commencent à poser de nouveaux jalons. Entre autres textes et initiatives (Plan Piraterie mer en 2008, Gendarmes Adjoints Volontaires – mer – en 2010) citons :

- d'une part, l'arrêté du « 22 mars 2007 établissant la liste des missions en mer incombant à l'Etat », en ce qui concerne la coordination pour l'AEM,
- d'autre part, la « loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative à la lutte contre la piraterie et aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de police en mer » pour le volet pénal.

f. Réponses militaro-policières à terre, en milieu aussi bien urbain que rural

Singapour a anticipé ; Bangkok y sera sans doute contraint, de même qu'en Indonésie et en Malaisie où des montées en puissance sont possibles : les forces armées sont ou seront amenées à patrouiller davantage en ville ou dans les zones rurales.

PROPOSITIONS

La France peut donc :

- Proposer d'échanger sur le **quadrillage du monde rural**, forte de son expérience et de la spécificité de ses forces de gendarmeries. Elles pourraient notamment intéresser philippins et indonésiens en proie à des poches radicales à Mindanao pour les uns et à Sulawesi ainsi que vers Aceh ou dans les Riau pour les autres.
NB : du fait des *Babinsa* (officiers postés dans les villages), l'Indonésie connaît cette tradition d'implantation micro-locale ; aussi les pratiques de la gendarmerie pourraient-elles l'interpeler, à l'heure où Jakarta tend à impliquer chaque citoyen dans la défense,
- Proposer ses premiers retours d'expérience sur l'acceptation des patrouilles des armées en ville (*Sentinelle*) dans les pays où l'opinion publique peut être vindicative, comme en Indonésie,
- Echanger sur l'efficacité de tels dispositifs, en particulier avec ceux les plus en avance, comme les Singapouriens.

g. Echange de renseignement

Ce volet est crucial dans la lutte anti-terroriste. Or, dans ce domaine précis, l'expérience de la lutte contre la piraterie (*via* ReCAAP, IFC – cf. *infra*) peut se révéler précieuse.

¹⁰² Séminaires internationaux les 6-10 juin 2016 à Brest et Paris, puis à venir fin septembre 2017 en Indonésie.

PROPOSITIONS

- Tel un serpent de mer revient la question de l'adhésion française à l'*Information Sharing Centre* du **ReCAAP** (*Regional Cooperation Agreement on Combating Piracy and Armed Robbery against Ships in Asia*). Certes, mieux vaut en être malgré les limites (manque de recherches de fond, absences de l'Indonésie et de la Malaisie, etc.).
- Sur un plan pratique, il paraît préférable de s'en remettre à l'**IFC** (*Information Fusion Centre*) basé à Singapour.

D'une part, il effectue déjà un travail de veille au gré de rapports hebdomadaires et mensuels, ou sur demande. Certes, les obstacles internes – querelles d'agences dans certains pays (marine *versus* MMEA¹⁰³ en Malaisie par exemple) ou le tâtonnement dans la coopération inter-agences (*Bakamla*¹⁰⁴ en Indonésie) – nuisent à sa parfaite efficacité. De même, les accrochages diplomatiques entre pays peuvent compliquer les relations interpersonnelles. Toutefois, la coopération y est directe, en face-à-face. Chacun peut profiter des retours et commentaires de tous. Surtout, l'approche y est globale : provoqué par le sursaut de la piraterie, le centre inclut à présent dans ses rapports les incidents de mer et les cas de trafics et contrebande.

Or, récemment, il a décidé de se concentrer sur la zone des Sulu, longtemps délaissée. Le centre pourrait aussi cibler les zones aux abords des camps terroristes (cf. *supra* – § 1.3.) ainsi que les éventuels trafics illicites en provenance du Moyen-Orient. C'est en effet le manque d'équipement et de cadres qui restreint les activités des groupes pro-*Daech*. L'alarme viendra donc du regain d'activités illicites en mer.

- Autre option : comme il a été fait pour les questions humanitaires, **un autre centre** spécialisé pourrait être monté, précisément sur les questions de terrorisme puisque le risque monte et que toutes les occasions sont bonnes, en Asie du Sud-Est, pour participer à des opérations et montrer sinon le pavillon, au moins l'uniforme¹⁰⁵. Mais comme pour le *Regional HADR* (*Humanitarian Assistance and Disaster Relief*) *Coordination Centre* (RHCC), ce centre pourrait être hébergé dans les mêmes locaux¹⁰⁶ afin de minimiser les coûts.

De la même manière que pour la piraterie dans les années 2000, un tel centre multinational viendrait court-circuiter le discours des *think tanks* souvent financés par un seul gouvernement, sans contradicteurs et jusqu'ici monopolistiques dans l'analyse. Quant aux officiers de liaison déjà affectés à l'IFC et au RHCC liaison – de plus en plus nombreux –, ils pourraient occuper la même fonction, sauf possible surcharge.

Cependant, il faudra tenir compte de l'éternelle réticence singapourienne à jouer le jeu de la coopération – quand d'autres, comme l'Indonésie, ouvrent plus volontiers leurs portes. Suspensions et pusillanimité demeurent les mots d'ordre des dirigeants de la cité-État.

- Une dernière piste, en phase avec les ambitions de quadrillage et d'implantation territoriale des forces armées indonésiennes : des **sémaphores**, ou équivalent, en priorité dans les *pelabuhan tikus* (ports informels et illégaux propices à tous les

¹⁰³ *Malaysian Maritime Enforcement Agency*, sous l'autorité du Premier ministre.

¹⁰⁴ *Badan Keamanan Laut* (Agence de sûreté maritime), sous l'autorité du Président de la République.

¹⁰⁵ Les participations régionales aux opérations de maintien de la paix de l'ONU le confirment.

¹⁰⁶ Comme pour ReCAAP, les pays de la région sont souvent prêts à sortir le portefeuille pour avoir l'honneur d'héberger de tels centres.

trafics). Néanmoins, se pose la question de la corruption des personnels et soldats dans ces zones interlopes, à moins d'y imposer des équipes mixtes ou pluri-agences.

3.3. Des risques à anticiper

Au terme de ces recommandations, il convient de garder en mémoire deux facteurs – interne et externe – fortement susceptibles de remettre en cause toutes les velléités de coopération.

a. Les dynamiques internes : le rôle ambigu des armées, voire des gouvernements

En premier lieu, les points de contact ou agences à la manœuvre peuvent évoluer.

En **Indonésie**, pour l'heure, l'armée nationale (TNI – *Tentara Nasional Indonesia*) ne peut interférer dans la lutte anti-terroriste que sur demande de la police. Bien entendu, elle réclame davantage de pouvoir. Cette question renvoie alors à sa place dans le paysage politique local. Pour l'heure, le ministre de la Défense manque de charisme et le récent *Livre blanc* brille par son ambiguïté même s'il y est question de milices et d'un glissement vers une défense totale du même type que celle en cours à Singapour. Les possibles ennemis de l'intérieur – tels les terroristes (et les communistes) sont montrés du doigt – et aussitôt revient en mémoire le rôle flou de l'armée à l'occasion de la *Reformasi* (post-1998), lors des conflits inter-ethniques, quand les forces armées n'hésitaient pas à attiser les tensions pour justifier leur raison d'être.

Aujourd'hui, les TNI ont à leur actif l'opération *Tinombala* dans l'est de l'archipel ainsi que la capture et l'élimination de Santoso dans la jungle de Poso. Son acolyte Muhammad Basri a été capturé vivant en septembre. Des membres éminents de la Commission de la défense au Parlement saluent le travail de l'armée plutôt que celui de la police. Toutefois, les forces de l'ordre ne cherchent plus que treize membres, traqués par quelque 2 500 soldats. Le bilan est donc mitigé et sans éclat pour l'armée, même si sa montée en puissance dans le contre-terrorisme n'est plus à démontrer¹⁰⁷.

Dans le court terme, l'idée d'une instrumentalisation de la menace terroriste par les militaires indonésiens afin d'asseoir leur pouvoir dans le pays a été évoquée de manière limitée par certains observateurs. Police et armée continueront de s'appuyer sur leurs soutiens respectifs et gageons que des marges de manœuvres existeront pour chacun, même après la nouvelle version de la loi de 2003.

- En revanche, rien n'interdit d'envisager des démarches plus autonomes de la part de la marine indonésienne, voire une montée en puissance du *Bakamla* qui pourrait alors prendre la main pour le volet maritime, côtier et portuaire.

A **Singapour**, le rôle des militaires dans la lutte antiterroriste va croissant, avec la création récente de nouvelles unités de réaction rapide, des patrouilles déployées en ville un peu sur le modèle du plan *Vigipirate* et autres mesures de natures préventive et dissuasive. Ici, tout restera centralisé au niveau du Premier ministre, sans rivalités possible entre forces de l'ordre.

¹⁰⁷ J. Singh, "Operation Tinombala: Indonesia's New Counter-Terrorism Strategy", *RSIS Commentaries*, 7 octobre 2016.

En **Malaisie** aussi, c'est le gouvernement qui garde les cartes en main de façon générale, sur le plan sécuritaire, tandis que la police se charge des questions terroristes. Selon le spécialiste local Dzirhan Mahadzir, les forces armées n'interviennent qu'au soutien des forces civiles, par exemple avec des forces spéciales anti-terroristes (en cas de prise d'otage) traditionnellement à la manœuvre. Celles-ci doivent donc être observées de près. Or, de nouvelles mesures liberticides ont été prises dans la foulée des victoires électorales fin juin dernier. De même, le Premier ministre n'hésite pas à radicaliser son discours en appelant de ses vœux l'adoption d'un Code pénal islamique (*hudud*), incluant amputation et lapidation, afin d'élargir la base de son électorat, de plus en plus friable suite à la cinquième manifestation du mouvement d'opposition *Bersih* (propre) en octobre.

- Il faudra veiller à ce que des radicaux encore plus mal intentionnés ne s'engouffrent pas dans la brèche.

S'agissant de la **Thaïlande** et de la **Birmanie**, il n'y a guère de changements à attendre dans le court terme, avec toujours une emprise de l'armée sur ces questions. Néanmoins, les erreurs commises doivent alerter les décideurs. La brutalité de la répression, le manichéisme et le manque de discernement parmi les populations d'insurgés rend impossible des solutions à long terme. Tel est par exemple le constat de MM. Liow et Pathan au sud de la Thaïlande. Ils ont ainsi dénoncé l'incapacité des forces armées à proposer...

...des réponses correctement calibrées. Cela vient de leur manque de volonté à comprendre et à accepter la nature de ce défi. [Les autorités] n'intègrent pas qu'elles font face à une insurrection essentiellement guidée par un discours de résistance et résilience qui trouve de nouvelles tactiques d'expression et de mobilisation. Au lieu de cela, [...] elles continuent à être aveuglées par l'arbre qui cache la forêt¹⁰⁸.

En écho, et sur la même ligne, l'ICG avertit pour la Birmanie : des jeunes, *a priori* pacifiques et ayant vécu pendant de longues années dans un contexte interreligieux, basculent dans la violence à cause des « profonds échecs des politiques menées, sur plusieurs années, plutôt qu'à cause d'une espèce de mouvement inévitable »¹⁰⁹. C'est à l'aune de ces déclarations qu'il faut lire le dernier rapport d'*Human Rights Watch* consacré aux exactions et viols perpétrés par les soldats birmans, notamment dans l'Etat du Rakhine¹¹⁰.

b. Les dynamiques régionales : la non-ingérence comme clef de voûte

Rappelons enfin que nous avons affaire à **de jeunes États** particulièrement soucieux de leur souveraineté. Toute intrusion étrangère relève alors d'une opération particulièrement délicate.

- Bilatéralisme et « minilatéralisme » sont souvent préférés au multilatéralisme et au cadre rigide des organisations régionales.
- Guère d'initiatives sont à attendre de l'ASEAN dans le court-terme. Alors que l'organisation fêtera son cinquantième anniversaire en août 2017, le bilan sécuritaire

¹⁰⁸ Joseph Chinyong Liow, Don Pathan, *Confronting ghosts: Thailand's Shapeless Southern Insurgency*, Lowy Institute for International Policy, Lowy Institute Paper 30, 2017.

¹⁰⁹ Myanmar: *A New Muslim Insurgency in Rakhine State*, *Op. Cit.*

¹¹⁰ "Burma: Government Forces Implicated in Killings and Rape", *Human Rights Watch*, 12 janvier 2017.

s'avère pauvre. Pour Tang Siew Mun, directeur du Centre d'études sur l'ASEAN à l'ISEAS, l'Association est encore en train de « pédaler dans le vide » (« *muddling* ») avec son projet officiel de Communauté politico-sécuritaire. Et le chercheur de compléter : « l'Association n'a jamais été à l'aise avec les questions de sécurité »¹¹¹. Pour terminer sur cette question légitime au regard de tous les efforts diplomatiques et communicationnels, les conclusions pour Cambridge du professeur Ralf Emmers, vice-doyen de la RSIS, sont sans ambages : aux yeux du chercheur d'origine belge et formé à Londres, « l'ASEAN a échoué dans sa capacité à mettre en place un système de résolution des conflits, malgré l'initiative de Communauté politico-sécuritaire de l'ASEAN »¹¹².

- Le modèle du *Gotong Royong* – système d'entraide à travers une assemblée villageoise, qui a inspiré le mode de fonctionnement de l'ASEAN – restera celui en vigueur. Reste à s'y faire inviter et à le rejoindre.

¹¹¹ Entretien par courriers électroniques, le 8 janvier, complété par un entretien électronique avec Termsak Chalermpananupap, chercheur au Centre d'études de l'ASEAN, le 10 janvier.

¹¹² Ralf Emmers, "Enduring Mistrust and Conflict Management in Southeast Asia: An Assessment of ASEAN as a Security Community", *Trans-Regional and -National Studies of Southeast Asia*, Cambridge University Press, 21 décembre 2016.

La « problématique du terrorisme islamiste » apparaît plus méthodologique qu'opérationnelle.

THESE

La méthodologie des acteurs régionaux, à commencer par les *think tanks* financés par des commandes gouvernementales, est biaisée, d'abord à dessein. Elle conduit à se demander non pas « si » mais « quand » *Daech* va frapper. Beaucoup trouvent un intérêt personnel, professionnel ou politique à entendre le discours alarmiste de ces analystes ; c'est le « triomphe de l'expertise », au-delà du seul principe de précaution.

Les dernières manifestations à Jakarta, 4 novembre et 2 décembre, pourraient leur donner raison, tandis que Kuala Lumpur donne l'impression de valider les dérives extrémistes à force de ne pas les sanctionner. Tout comme *Al Qaeda* apparaissait comme « facteur de dramatisation »¹¹³ à des fins diplomatiques dans le cadre de la Guerre contre le terrorisme, *Daech* offre un vernis à des mouvements pré-existants et jusqu'ici gérés nationalement.

ANTI-THESE

Toutefois, **la réalité est plus complexe** qu'il n'y paraît ; la prudence est de mise, fort :

- d'une part, de l'expérience des années 2000, comme on l'a vu,
- d'autre part, des derniers séjours en Indonésie qui ne valident guère le sentiment d'une telle radicalisation de la société (même si certaines élites cherchent à surjouer leur islam mais avant tout par excès de zèle plus que par conviction),
- « il n'existe pas de lien entre conservateurs et terroristes », précisait en décembre 2016 l'historien Rémy Madinier¹¹⁴, auteur par ailleurs de *l'Indonésie entre démocratie musulmane et islam intégral* (Karthala, 2012),
- par ailleurs, « les chiffres de combattants de la région partis en Syrie sont bien moindres que ceux des recrues occidentales », indique Romain Quivoij,
- et le chercheur de poursuivre : « les auteurs de complots terroristes [en Asie du Sud-Est] font preuve d'un amateurisme assez marqué par rapport aux attaques de Paris »,

¹¹³ Romain Bertrand, « L'affaire de la prise d'otages de Jolo : un exemple de criminalisation du politique en Asie du Sud-Est », *Relations internationales et stratégiques*, n°43, 2001/03, p. 41-47.

¹¹⁴ Laurence Defranoux, « Jakarta en alerte pour une manifestation islamiste », *Libération*, 1^{er} décembre 2016.

- « les facteurs autonomistes, indépendantistes ou sécessionnistes paraissent être le principal élément qui empêche *Daech* de parasiter les conflits locaux »,
- se revendiquer de *Daech* permet aux groupes régionaux de se positionner sur la scène terroriste internationale ; c'est un label bénéfique mais une démarche unilatérale puisque *Daech* central n'est pas encore disposé à reconnaître ces mouvements, parfois amateurs (cf. les attaques de Jakarta du 14 janvier 2016) ou trop distants culturellement. Il est d'ailleurs intéressant de noter que ce sont les Indonésiens qui doivent financer eux-mêmes leurs voyages jusqu'en Syrie, sans aide notable de *Daech*¹¹⁵,
- enfin, en Thaïlande et en Birmanie, les études s'accordent pour identifier à la manœuvre une jeunesse désœuvrée et amère à l'encontre des pouvoirs centraux, déçue et capable de court-circuiter les hiérarchies ou structures aussi bien locales qu'anciennes. Des mouvements pro-*Daech* ou pro-*Al Qaeda* lancent des appels au soulèvement dans ces pays, mais sans être écoutés ou repris ailleurs que sur les réseaux sociaux. Les pics de violence y sont le fruit d'un profond malaise national.

C'est alors la définition de l'ennemi qui est posée : à la lecture clausewitzienne que pouvait suggérer l'« Etat » (ou « proto-Etat »¹¹⁶) islamique, s'oppose une lecture des conflits qui s'inscrit dans la lignée de Van Creveld¹¹⁷ et en écho à Bertrand Badie, selon qui c'est toute la grammaire de la guerre et de ses acteurs, multiples et non-étatiques, qu'il faut revoir¹¹⁸.

SYNTHESE

Abangan versus santri – ou islam autochtone *versus* islam au mieux moyen-oriental, au pire salafiste ? Dans les pratiques, les mœurs, les *pesantren* (*madrassa*), les *halaquah* (groupes de discussion), les camps terroristes et les attentats, la tendance à la radicalisation n'est peut-être pas que construite (à des fins politico-stratégiques). Elle peut aussi être conjoncturelle, liée à des luttes de pouvoir et d'indépendance, en réaction à d'éventuelles minorités (Malaisie) ou majorité (Singapour) chinoises, d'où le risque de s'inscrire dans la durée.

C'est ici la leçon principale : ***Daech* ne s'est pas encore « installé » en Asie du Sud-Est** (cf. **Introduction**), **mais il ne faut pas baisser la garde. Le risque n'est pas tout à fait nul** comme en témoignent en novembre :

- l'attentat contre une église en Indonésie,
- l'attentat déjoué contre une ambassade de Birmanie – avec en creux cette question : s'ils attaquent l'ambassade birmane à cause du sort réservé aux Rohingyas, pourquoi pas l'ambassade de France à cause des frappes, voire de la laïcité incomprise ?
- les meurtres d'un policier et d'une femme enceinte au sud de la Thaïlande.

¹¹⁵ Voir les travaux de Sidney Jones : “Indonesians spend own money to join IS terrorist group: Observers”, *The Jakarta Post*, 28 décembre 2016.

¹¹⁶ Le Drian, Jean-Yves, « Qui est l'ennemi ? », *Commentaire*, n°153, printemps 2016, p. 32.

¹¹⁷ Martin Van Creveld, *La Transformation de la guerre*, Editions du Rocher, Paris, 1998.

¹¹⁸ Bertrand Badie, *Quand l'histoire commence*, Paris, CNRS éditions, 2013 ; Bertrand Badie, « Préface », *Mer agitée – Etudes marines*, CESM, n°3, janvier 2013, p. 7-9.

PROSPECTIVE

Plusieurs indicateurs doivent être particulièrement surveillés. **Certes**, d'un côté :

- les éventuels effets contre-productifs des attentats (comme à Paris fin 2015), les terroristes n'ayant pas obtenu de soutiens à leurs actions comme parfois par le passé. Le *hashtag* #*KamiTidakTakut* (NousNAvonsPasPeur) a parfaitement illustré la résilience indonésienne après l'attaque de janvier 2016.

Mais, de l'autre côté, subsistent :

- le retour de Syrie des combattants malais en cas de défaite militaire au Levant,
- les loups solitaires, imprévisibles et encore possibles du fait des fractures sociales – même locales (corruption, crise économique, manque d'infrastructures, Internet),
- et – lié – l'idée que *Daech* laisserait faire les éléments auto-radicalisés (comme en France à Nice ou à Saint-Etienne-du-Rouvray) entre deux attentats mieux préparés. Faut-il donc s'attendre à une réplique sérieuse après l'attaque de Jakarta en janvier ?

De façon plus générale, à travers l'idée de *framing processes* / *resource mobilization* / *political opportunity* chère aux sciences sociales et à l'étude des mouvements sociaux, trois critères ou conditions se distinguent pour évaluer la faisabilité d'un attentat : la motivation, l'opportunité et la capacité des groupes impliqués.

RECOMMANDATIONS

En se limitant aux aspects militaires – au sens large –, distinguons les mesures :

- En **amont**, centrées sur le partage d'expériences – en expliquant qu'il s'agit d'échanges et non de conseils :
 - Autour des patrouilles armées en ville (pour la population, aussi bien que pour les troupes et les possibles recrues éventuellement démotivées),
 - Autour de la coordination des patrouilles en mer (au regard de l'AEM),
 - Autour de la collecte de preuves et du lien judiciaire, entre sphère militaire et sphère pénale (au regard de la loi de 1994),
 - Autour de la prise de renseignements auprès d'ethnologues et géographes puisque varier les facteurs, les leviers, les disciplines mais aussi les échelles est capital ; les explications globales, du Moyen-Orient à l'Asie du Sud-Est gagnent à être recoupées avec des analyses de réseaux et de flux micro-géographiques : ni l'une ni l'autre ne sera suffisante mais les deux sont nécessaires, sans omettre le palier politico-gouvernemental et les jeux de pouvoirs.
- En **aval**, centrées sur l'univers des prisons (radicalisation, renseignement) ;

➤ Sur le **terrain** :

- Pour des entraînements ou des formations, dans tous les domaines (terre-air-mer ainsi que cyber), à travers des échanges à tous les échelons,
- Difficilement à terre du fait de l'aversion profonde des pays de la région à n'importe quelle forme d'ingérence, sauf peut-être *via* le don d'équipements,
- Surtout en mer, où le droit est plus permissif, pour à la fois casser les liaisons logistiques et prévenir des attaques dans le monde maritime, d'où l'idée de :
 - adhérer à ReCAAP,
 - accentuer le travail au sein de l'IFC, à Changi (Singapour), avec l'option d'un troisième centre dédié au terrorisme,
 - coopérer avec le *Bakamla* indonésien et la MMEA malaisienne – et pas uniquement les marines, qui ne couvrent pas tout le spectre,
 - se voir autoriser de continuer des poursuites dans les eaux philippines,
 - augmenter le passage de bâtiments dans la zone, avec des industriels ;

➤ **En ce qui concerne les pays** :

- Birmanie et Thaïlande sont encore trop instables ou encore entre les mains de l'armée, même partiellement – peut-être faut-il encore attendre avant d'agir,
- La Malaisie et Singapour se montrent toujours intéressées par les expertises françaises : les relations doivent donc être soutenues sans complexes,
- Même si Jakarta n'hésite pas à faire montre d'autorité, avec les généraux Luhut et Wiranto comme hommes forts du gouvernement, la garde ne doit pas baisser en Indonésie au regard :
 - non seulement des occasions ratées par la France ; la dernière visite présidentielle dans ce quatrième pays le plus peuplé remonte à 1986,
 - mais aussi des risques d'escalade due à la rivalité des gangs pré-*Daech*,
 - du potentiel économique et commercial instable du pays,
 - des tensions interreligieuses ravivées par la campagne pour le poste de gouverneur de Jakarta et par les déclarations de Basuki Tjahaja Purnama, dit « Ahok », qui en était le favori.

Concrètement et précisément, outre Jakarta (**arcane du pouvoir** où les enjeux religieux masquent souvent des dynamiques partisans et politiciennes¹¹⁹, écoles saoudiennes, écoles coraniques, groupes de discussion) et certains autres campus (Bandung, Gadjah Mada à Yogyakarta ?), c'est vers **Solo** et Banten que l'attention doit être maintenue du fait de l'emprise de chefs de file radicalisé et de terreau sociologique favorable à l'embrigadement.

De même, à plus long terme, après Sulawesi-Centre, c'est plus à l'est, dans la province de **Nusa Tenggara Barat (ouest)**, loin de Jakarta et de Java, que des mouvements de plus grande ampleur – éventuellement du type de celui à Poso

¹¹⁹ Voir à ce propos les analyses d'Evan Laksmiana, chercheur prometteur, formé à Singapour, titulaire d'une bourse présidentielle, doctorant à New York et rattaché au CSIS (*Center for Strategic and International Studies*) de Jakarta.

- pourraient émerger selon Navhat Nuraniyah¹²⁰, chercheur proche de la spécialiste Sidney Jones.
- Restent les Philippines où se nichent les embryons de camps régionaux ; l’archipel devient à ce titre la priorité, d’autant plus qu’il n’est pas le plus connu en France ;
 - le pays pourrait devenir un nouveau partenaire stratégique (avec attaché de défense propre ?),
 - Mindanao pourrait être le théâtre d’une **double contre-insurrection** :
 - **en mer**, sur le modèle de ce qui a été fait contre les *Sea Tigers* et le LTTE afin de les couper de leurs bases arrière, et éventuellement avec l’expérience de l’AEM en France ; l’expérience de l’ICITAP américain vers **Tarakan** (Kalimantan-Nord, en Indonésie), dans le nord du détroit de Makassar, sera intéressante à débriefer ; une étude comparative avec ce qui s’est fait sur le plan sécuritaire dans les îles Riau pourrait être instructive,
 - **à terre**, autour de la municipalité de **Butig** (environ 20 000 habitants), dans la province du Lanao del Sur, sur le modèle de ce qui a été fait au Kenya (cf. les travaux de F. Kitson), en jouant sur la division entre les clans¹²¹.

¹²⁰ Entretiens par courriers électroniques, septembre 2016. Voir par exemple les communautés radicales à **Bima** (capitale de la province ; environ 150 000 habitants).

¹²¹ Les interpellations du printemps 2017, à partir du renseignement et au cours d’embuscades, semblaient relever de cette dynamique anti-insurrectionnelle, même si Manille ne pourra pas échapper à « la conquête des cœurs et des esprits » chère au lieutenant-colonel Galula et au général Templer – en Malaisie dans les années 1940-1950.

Entretiens¹²²

- Arianti, Vidia : *associate research fellow* à la RSIS
- Bonnet, François-Xavier : chercheur à l'IRASEC ; doctorant en poste aux Philippines
- Broom, Paul : *Director of Political Affairs* à la *British High Commission Singapore*
- Chalermphanupap, Termsak : *fellow* à l'ISEAS, ancien haut fonctionnaire de l'ASEAN
- Chambres de commerce françaises en Asie du Sud-Est (Birmanie, Cambodge, Vietnam)
- Franco, Joseph : *research fellow* à la RSIS (CENS)
- Geoffroy, Florence : chercheuse associée à Asia Centre ; basée en Birmanie
- Jaquet, Carine : spécialiste de la Birmanie ; consultante (ONG, ONU)
- Jitpiromsri, Srisompob: *Director, Center for Conflict Studies and Cultural Diversity Deep South Watch Prince of Songkla University*
- Koh, Collin : *research fellow* à la RSIS
- Mahadzir, Dzirhan: journaliste spécialiste des questions de sécurité (Malaisie), *Janes Defence Weekly*
- McCargo, Duncan: *Professor of Political Science, University of Leeds*
- Nuraniyah, Navhat : chercheur à l'IPAC (*Institute for Policy Analysis of Conflict*)
- Pathan, Don : *Security analyst et consultant* chez *Asia Conflict and Security (ACAS Consulting, Ltd*, basé à Yala (Southern Thailand)
- Pulch, Michael: ambassadeur, délégation de l'Union européenne à Singapour
- Quivooij, Romain : *associate research fellow* à la RSIS (CENS)
- Reksodiputro, Hatanto : préfet économique de la zone franche de Batam (Indonésie)
- Sciascia, Alban : docteur en science politique ; en poste à Jakarta
- Sebastian, Leonard : *associate professor* à la RSIS
- Tang Siew Mun : directeur du Centre d'études de l'ASEAN à l'ISEAS

¹²² Uniquement ceux formels, récents et spécifiquement dédiés à ce rapport ; d'autres interlocuteurs ont pu être rencontrés et interrogés sur ces questions mais informellement, indirectement ou préalablement à cette étude, comme MM. Gunaratna (directeur de l'ICPVTR à Singapour), Liogier (sociologue), Tito Karnavian (chef de la police indonésienne), Nasir Abbas (ancien de la *Jemaah Islamiyah*), etc.

Bibliographie indicative (hors articles de presse, spécialisée ou pas)¹²³

- Bertrand, Romain, « L'affaire de la prise d'otages de Jolo : un exemple de criminalisation du politique en Asie du Sud-Est », *Relations internationales et stratégiques*, n°43, 2001/03, p. 41-47.
- Bui, Gwenegon, Guillet, Jean-Jacques, « Les émergents d'Asie du Sud-Est », *Rapport d'information*, Paris, Assemblée nationale, 4 février 2015, 198 p.
- Conesa, Pierre, *La fabrication de l'ennemi*, Paris, Robert Laffont, 2011, 372 p.
- Desker, Barry, "The Jemaah Islamiyah Phenomenon in Singapore", *Contemporary Southeast Asia*, 25: 3, 2003, p. 495.
- Doyt, Stéphane, « De la nécessité des introspections et des mises en perspective », in Doyt, Stéphane (dir.), *Réfléchir l'Asie du Sud-Est : essai d'épistémologie*, Bangkok-Paris, IRASEC-Indes savantes, 2004. p. 6.
- Feillard, Andrée, Madinier, Rémy, *La Fin de l'innocence ? L'islam indonésien face à la tentation radicale de 1967 à nos jours*, Paris, Les Indes Savantes, Bangkok, Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine, 2006, 276 p.
- Frécon, Eric, *Chez les pirates d'Indonésie*, Paris, Fayard, 2011, 384 p.
- Frécon, Eric, « Singapour a peur... », in Abigaël Pesses, François Robine (dir.), *Asie du Sud-Est : bilan, enjeux, perspectives*, Bangkok, IRASEC, 2016.
- Geoffroy, Florence, « Birmanie : mes racines de la violence entre bouddhistes et musulmans », *Asialyst*, 17 octobre 2016
- *International Centre for Political Violence and Terrorism Research (ICPVTR), Counter Terrorist Trends and Analysis*, RSIS, vol. 7, n° 11, décembre 2015-janvier 2016, p. 32.
- *International Crisis Group*, "The Philippines: Renewing Prospects for Peace in Mindanao", *ICG Report*, n°281, 6 juillet 2016
- *International Crisis Group*, *Myanmar: A New Muslim Insurgency in Rakhine State*, Bruxelles, Asia Report n°283, 15 décembre 2016, 66 p.
- IPAC, *Pro-Isis Groups In Mindanao And Their Links To Indonesia And Malaysia*", *IPAC Report No. 33*, 25 octobre 2016, 28 p.
- Le Drian, Jean-Yves, « Qui est l'ennemi ? », *Commentaire*, n°153, printemps 2016, p. 29-35.
- Liow, Joseph Chinyong, "ISIS in the Pacific: Assessing terrorism in Southeast Asia and the threat to the homeland", *Brookings*, 27 avril 2016.
- Liow, Joseph Chinyong, Ghandour, Salem, "The warning from Marawi for regional security", *The Straits Times*, 12 juin 2017.
- Liow, Joseph Chinyong, Pathan, Don, *Confronting ghosts: Thailand's Shapeless Southern Insurgency*, Lowy Institute for International Policy, Paper 30, 2017, 66 p.
- McCargo, Duncan, *Mapping National Anxieties*, Copenhagen, NIAS Press, 2012.
- McCargo, Duncan, *Tearing Apart the Land: Islam and Legitimacy in Southern Thailand*, New York, Cornell University Press, 2008.
- Margolin, Jean-Louis, « Indonésie : deux siècles d'islamisme violent », *Asialyst*, 20 mai 2016.

¹²³ Réactualisée au 15 juin 2017.

- Pesses, Abigaël (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2016 : bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, 2016, 454 p.
- Peyronnet, Jean-Claude, Cambon, Christian, Dulait, André, Requier, Jean-Claude, *Reprendre pied en Asie du Sud-Est*, Paris, Sénat-Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, n° 723 (2013-2014), 15 juillet 2014
- Parameswaran, Prashanth, “Assessing Malaysia’s Coast Guard in ASEAN perspective”, *The Diplomat*, 2 mai 2017.
- Raillon, François, Indonésie : de la tolérance religieuse à la guerre de religion ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 32 : 1, p. 227-250.
- Rossigneux, Aude (dir.), *Le Djihad contre les journalistes*, Paris, Reporters sans frontières, 2016,
- Sciascia, Alban, « *Gotong Royong* » : la coopération sécuritaire américano-indonésienne depuis 2001. Analyse d'un partenariat stratégique en devenir par le prisme de la sécurité maritime (Institut d'Asie orientale, 2012).
- Scott, Margaret, “Indonesia: The Saudis Are Coming”, *The New York Review of Books*, October 27, 2016 Issue.
- Singh, J., “Operation Tinombala: Indonesia’s New Counter-Terrorism Strategy”, *RSIS Commentaries*, 7 octobre 2016.
- Tourret, Paul, *L'Asie du Sud-Est, carrefour maritime et terre d'émergence*, ISEMAR, Note de Synthèse n°17 8 – Mars 2016, 4 p.
- Winter, Charlie, “Has the Islamic State abandoned its Provincial Model in the Philippines?”, *War on the Rocks*, 22 juillet 2016.

A cette liste (non-exhaustive) s'ajoutent :

- le tournage de l'émission de *Channel News Asia* (Singapour) : “Think Tank Panel Discussion Series”, *Are We Safe? – Evolving Threat of Terrorism*, juillet 2016 (rediffusions).
- les nombreux rapports :
 - o de l'ICPVTR (*Countre Terrorist Trends Analysis*) : <https://www.rsis.edu.sg/research/icpvtr/ctta/>
 - o de l'IPAC : <http://www.understandingconflict.org/en.html>
 - o du programme Maritime Security de la RSIS (*Broader Horizon*) : <https://www.rsis.edu.sg/publications/rsis-publications/rsis-publications-newsletters/>

INSURRECTION DE MARAWI

L'insurrection dans la ville a justifié l'attention accordée au Lanao Del Sur. Pour autant, le débat perdure sur les conclusions à en tirer : s'agit-il d'un acte désespéré de quelques militants auxquels se sont adjoints des populations miséreuses et amères ? Ou est-ce l'ouverture d'un second front ou bastion en prélude à la chute au Moyen-Orient – comme on l'a récemment cru au nord des Moluques avant l'arrestation d'un groupuscule¹²⁵ ? D'autres changements dans le mode opératoire pousseraient à opter pour la première option. En effet, un commando terroriste, qui préparait des kidnappings contre des Occidentaux et sur le modèle des otages de Sipadan en 2000, a été pris pour cible par l'armée et démantelé au printemps. Peu après, des cadres d'un sous-groupe d'*Abu Sayyaf* se rendaient aux autorités. Ces dernières ont multiplié les coups de poings à terre et mis les militants sur le recul.

Pour l'heure, les rebelles se limiteraient à quelques centaines et se regrouperaient dans des bâtiments et mosquées. On est loin de hordes aux mains de la ville mais 15 % du territoire urbain leur restent acquis. Peut-être était-ce dû moins à la mobilisation des fondamentalistes, cornaqués par les frères Maute semble-t-il parfaitement structurés intellectuellement, qu'à l'inaptitude des forces philippines à combattre en milieu urbain. Certes, les Etats-Unis ont confirmé apporter leur aide matérielle aux Philippines, mais une ONG locale (*Save Sulu Movement*) a aussi pointé le risque de collusion entre autorités locales et terroristes. D'autres ont dénoncé la lutte contre le narcotrafic qui aurait détourné Manille des priorités sécuritaires.

COOPERATION NAVALE DANS LA MER DES SULU

La mise en œuvre des patrouilles coordonnées – malgré l'ambiguïté avec l'expression « conjointe » – tarde. Depuis les accords de mai 2016 et les procédures fixées en juin, la concrétisation ne cesse d'être reportée. En mai 2017, c'est le ministre de la Défense philippin qui annulait sa présence à la cérémonie. Lors d'une réunion-bilan de l'IFC sur la piraterie à Singapour le 13 juin, l'officier de liaison philippin annonçait de premières patrouilles le 19 juin, avec un possible volet aérien. En parallèle, Singapour a profité du *Shangri-La Dialogue* début juin pour annoncer sa participation à la lutte contre la violence en mer des Sulu, où se mélangent banditisme, piraterie et kidnapping, pour des motifs vénaux, terroristes / sécessionnistes ou terroristes / salafistes-takfiristes. Autres signes encourageants : les pistes avancées sur les modes d'organisation. Dans la lignée des réflexions sur l'AEM, signalons les efforts de Kuala Lumpur qui a mis en place l'ESSCom (*East Sabah Security Command*). Cette structure combine les efforts des différentes forces de l'ordre maritimes ; son commandement tourne entre marine, police et garde-côtes (ex-MMEA). Par ailleurs, Jakarta a promis la création de bases ou postes navals le long des frontières, même si c'est davantage de patrouilleurs – en mer ou aériens – dont elle a besoin, d'après Zachary Abuza.

¹²⁴ Au 15 juin 2017.

¹²⁵ En Indonésie, le gouverneur Ahok a finalement perdu les élections jakartanaïses et a été condamné à la prison pour blasphème. Toutefois, l'ambiguïté perdure puisque de grandes manifestations ont été organisées pour la tolérance religieuse.

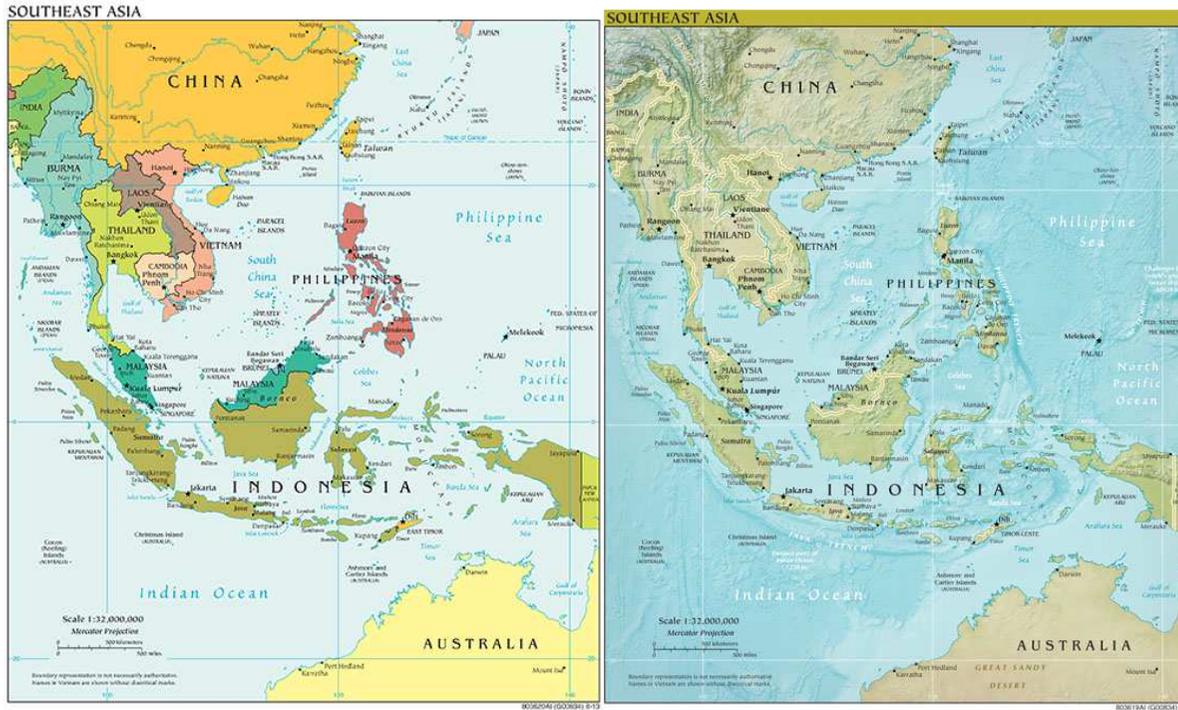
Sommaire

- **Annexe 1 : Introduction statistique et cartographique à l’islam en Asie du Sud-Est**
- **Annexe 1’ : Liens (supposés) entre *Al Qaeda* et la *Jemaah Islamiyah***
- **Annexe 2 : Les causes – multiples – des conflits interreligieux, ici à Poso**
- **Annexe 2’ : Présomption de jihadisme à Jakarta, Batam et Medan (2016)**
- **Annexe 3 : Liens académico-idéologiques entre Singapour et Indonésie**
- **Annexe 4 : Réponse de l’*associate professor* Talampas à propos d’*Abu Sayyaf***
- **Annexe 5 : *Daech* en Asie du Sud-Est – Elucubrations singapouriennes et réponses académiques**
- **Annexe 6 : Rivalité et concurrence entre les factions terroristes et fondamentalistes indonésiennes**
- **Annexe 7 : La nature du conflit au sud de la Thaïlande selon trois experts de terrain**
- **Annexe 8 : Déploiement des radars américains en Indonésie, entre lutte contre la piraterie et surveillance de la Chine**
- **Annexe 9 : Parasites diplomatiques en Asie du Sud-Est**
- **Annexe 10 : Définition du *hedging* – Exemple du Vietnam**
- **Annexe 11 : La déradicalisation en Indonésie et à Singapour**
- **Annexe 12 : Le terrorisme maritime (par zones)**
- **Annexe 13 : Les disparités économiques comme l’une des causes de la marginalisation, premier pas vers la radicalisation**

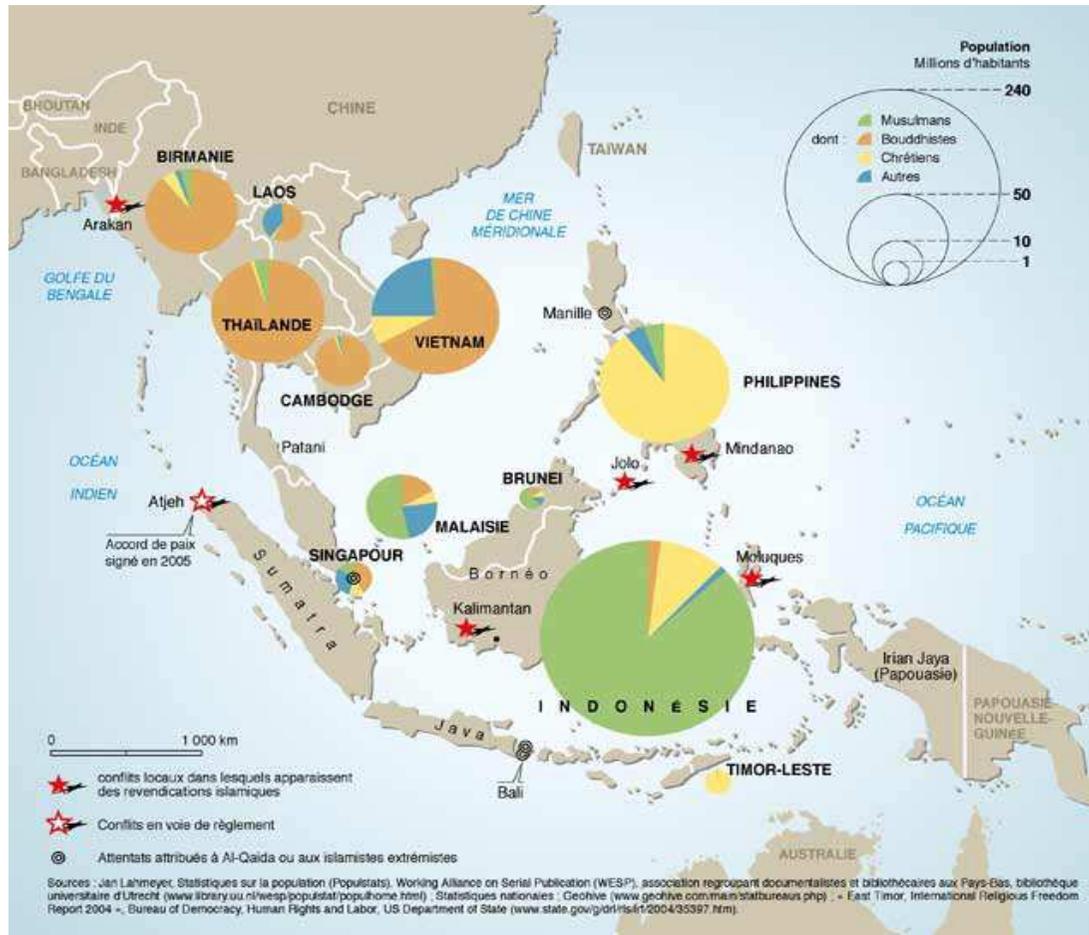
- **Annexe 1 : Introduction statistique et cartographique à l’islam en Asie du Sud-Est (source : *CIA Factbooks*)**

Pays comptant une communauté musulmane supérieure à 1,5 % de la population – par ordre décroissant de la population totale (entre parenthèse, en millions d’habitants – juillet 2014)	Pourcentage de musulmans dans la population	Estimation du nombre de musulmans (en millions)	Principale localisation	Régime politique	PIB par habts. (sources 2015 : Banque mondiale, <i>Heritage foundation</i>)	Budget de défense 2015 (source : <i>Military Balance 2016</i>)
Indonésie (253,61)	87,2 % (2010)	221,15	Partout	République démocratique	3 491	7,57
Philippines (107,67)	5 % (2000)	5,38	Sud du pays, vers la Malaisie	République démocratique		2,18
Thaïlande (67,74)	4,9 % (2010)	3,32	Sud du pays, vers la Malaisie	Monarchie constitutionnelle (souverain bouddhiste)	5 977	5,37
Birmanie (55,75)	4 %	2,23	Ouest du pays, vers l’Inde	En transition	1 208	2,24
Malaisie (30,07)	61,3 % (2010)	18,43	Partout, surtout sur la péninsule	Monarchie constitutionnelle (souverain musulman)	11 307	4,74
Cambodge (15,46)	1,9 % (2008)	0,294	Minorité cham	Monarchie constitutionnelle (souverain bouddhiste)	1 094	0,5 (2014)
Singapour (5,57)	14,3 % (2010)	0,796	Partout	République	52 284	9,68
Brunei (0,423)	78,8 % (2011)	0,333	Partout	Monarchie absolue	40 979	0,396

Cartes : Asie du Sud-Est – géographie politique / géographie physique / religions :

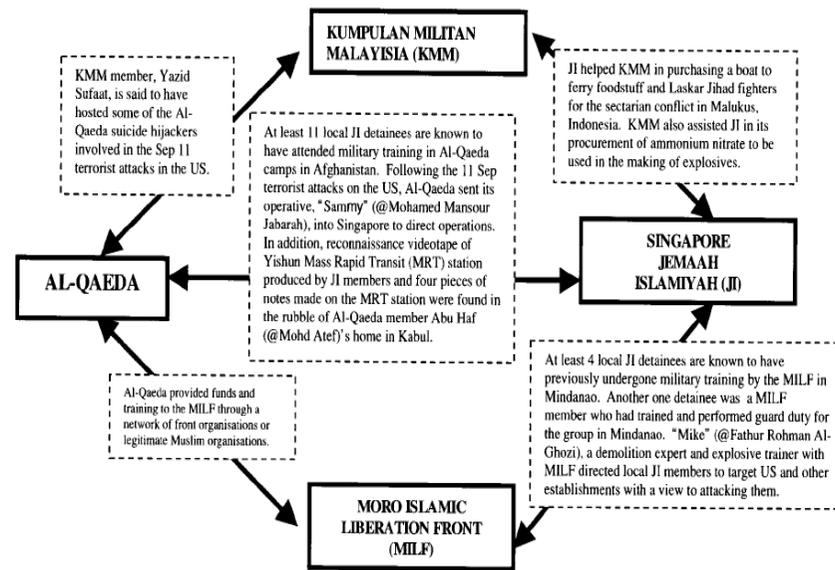


CIA, *The World Factbook* (septembre 2016).



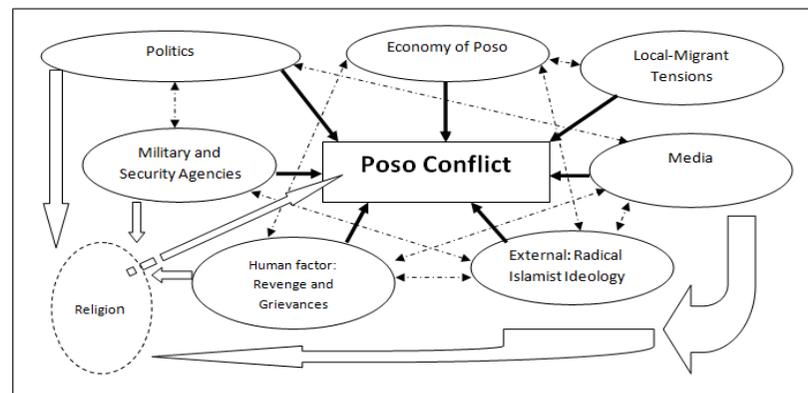
Ph. Rekacewicz, « Un musulman sur cinq vit en Asie du Sud-Est », *Atlas 2006 – Monde diplomatique*, avril 2006, p. 193.

- **Annexe 1' : Liens (supposés) entre Al Qaeda et la Jemaah Islamiyah**



Voir : Barry Desker, "The *Jemaah Islamiyah* Phenomenon in Singapore", *Contemporary Southeast Asia*, 25: 3, 2003, p. 495.

- **Annexe 2 : Les causes – multiples – des conflits interreligieux, ici à Poso**



Source : mémoire de master (2010)

- **Annexe 2' : Présomption de jihadisme à Jakarta, Batam et Medan (2016)**

1. Etude de cas n°1 – les attaques de janvier 2016 :

- Certes, le mode opératoire des attaques de Jakarta le 14 janvier 2014 a rappelé celui du Bataclan et de Paris le 13 novembre. Les attaques auraient été téléguidées par Bahrum Naim depuis la Syrie, avec un relais de taille dans les prisons indonésiennes.
- Mais, sur les huit morts, quatre étaient des assaillants. Comme au Stade de France, il en est ressorti un certain amateurisme et quant au parrainage, Bahrum Naim semble de plus en plus avoir le beau rôle pour la police, afin d'endosser les habits du parfait chef de guerre, qu'il n'est peut-être pas forcément (cf. Annexe 6). Son profil mériterait quelques éclaircissements.

2. Etude de cas n°2 – le complot de Batam d'août 2016 :

- Certes, l'île de Batam a vu apparaître quelques signes de radicalisation, notamment autour de la mosquée (*masjid*) Raya Baiturrahman à Sekupang – financements londoniens, étudiants envoyés en Syrie, au Yémen et au Soudan dès 2007¹²⁶. Abu Bakar Bashir, mentor de la *Jemaah Islamiyah*, aurait visité l'île et certains auraient pu s'en servir de tremplin pour aller combattre auprès des frères palestiniens¹²⁷. Surtout, une radio salafiste – *Radio Hang* – a longtemps émis depuis Batam avant d'être interdite. Dès lors, rien de surprenant à apprendre qu'un gang envisageait une attaque des *Marina Bay Sands* au RPG depuis l'île.
- Mais, étant donné le caractère socio-économique de l'île, une telle radicalisation n'étonne guère : la population est passée de 6 000 à un million d'habitants en trente ans ; les bidonvilles fleurissent ; les zones de libre-échanges n'ont jamais confirmé les espoirs placés en elles ; les travailleurs venus de tout l'archipel sont déracinés et la situation économique n'est guère reluisante¹²⁸. Surtout, s'agissant de ce complot, les commentaires à Batam étaient aux antipodes de ceux tenus par le *Straits Times* aux abois. Si le journal singapourien prit l'affaire très au sérieux, cinq journalistes locaux rencontrés sur place ainsi qu'un universitaire de la même province, tous par définition parfaitement connectés aux réalités de l'île, n'ont pu s'empêcher de sourire à l'évocation de cette affaire. Qu'il s'agisse du principal

¹²⁶ Mosquée visitée, avec son imam, en 2007.

¹²⁷ "200 Mujahideens fail to leave for Palestine via Batam", *Antara*, 12/1/2009.

¹²⁸ Entretien avec Hatanto Reksodiputro, le préfet économique de l'île – et son département des statistiques –, en août 2016.

suspect (que tous connaissaient indirectement) ou des armes et des commanditaires : tout était flou – et rappelait l’alerte au terrorisme maritime de 2010.

3. Etude de cas n°3 – le projet de Medan d’août 2016 et son opacité :

- Certes, dans la même veine, le projet d’attaque à Medan a rappelé les attaques d’églises par la *Jemaah Islamiyah* au début des années 2000.
- Mais aussitôt sur *Twitter*, le très pondéré Evan Laksmana a fait part de ses doutes quant au sérieux de l’attaque, au vu notamment des armes employées et du mode opératoire inhabituel pour les jihadistes.

- **Annexe 3 : Liens académico-idéologiques entre Singapour et Indonésie**

1. Singapour et ses experts en Indonésie :

L'ambassadeur Barry Desker, longtemps doyen de la RSIS, a occupé le poste d'ambassadeur de Singapour en Indonésie durant de longues années, ce qui a dû faciliter l'établissement de liens forts entre le *think tank* et Jakarta. En témoignent :

- d'une part la mise en place de l'IDU (*Indonesian Defence Institute*), sous Yudhoyono, avec le parrainage de la RSIS (et le programme Indonésie à la manœuvre),
- d'autre part la formation de Tito Karnavian, actuel chef des forces de police, à la jeune école doctorale de la RSIS, sous la direction de Rohan Gunaratna..

2. L'Indonésie et ses risques à Singapour :

En parallèle, c'est souvent à Singapour que se joue l'essentiel de l'analyse sur le terrorisme indonésien, *via* non seulement l'ICPVTR mais aussi les écrits de Bilver Singh (NUS), voire Kumar Ramakrisna.

3. Les cycles de formation singapouriens vers Jakarta :

Enfin, la plupart des chercheurs indonésiens gravitant dans les cercles du pouvoir et aspirant à un poste de conseiller sont souvent passés sinon par les États-Unis (par le biais des bourses *Fulbright* par exemple) au moins par Singapour (*via* les masters subventionnés à travers les emplois de *research analysts* durant les années d'études).

Il en découle une vision du risque terroriste souvent homogène et rarement rediscutée par des anthropologues, science négligée sous ces latitudes.

- **Annexe 4 : Réponse de l'associate professor Talampas à propos d'Abu Sayyaf**

ROLANDO TALAMPAS¹²⁹

Your question [on the hypothetical ISIS links] resonates in thesis question of the student whose defense panel I happen to be a member of. I also asked him the same question: if the sunni-shia conflict indeed has spilled over to part of the Mindanao security problems. A such this question – and I apologize for being brief – can be answered in a rather long discourse about the Mindanao problem. This by no means minimizes the role of religion and possible radicalization from some sources.

- **Annexe 6 : Rivalité et concurrence entre les factions terroristes et fondamentalistes indonésiennes**

Tendance	Pro- <i>Al Qaeda</i>	<i>Jamaah Ansharut</i>	Cinq groupes pro- <i>Daech</i>					
Nom	<i>Jemaah Islamiyah</i> (JI)	<i>Tauhid</i> (JAT, ex-croissance de JI)	A défaut de <i>Katiba</i> , une personne : BarhunNaim	<i>Katiba Al Iman</i> à Solo (Java-Centre),	<i>Jamaah Ansharut Khalifah Daulah Nusantara</i> ¹³⁰	<i>Bima Nusa Tenggara Barat</i> , Riau, Lampung, (Aman – JAK).	<i>Mujhaidin di Timur</i>	
Chefs de file / Membres		Fondé par Abu Bakar Bashir. Mouvement à présent critiqué et à présent éclaté	Il n'est pas un soldat mais un recruteur, suspecté d'être derrière l'attaque de Jakarta (« pour permettre au gouvernement de ne pas perdre la face » d'après	Dirigé par un ancien de la JI, Abu Husna, l'un des rares du groupe à supporter <i>Daech</i> (en lien avec Abu Bakar Bashir	Mené par Aman <i>Abdurrahman</i> : aucune expérience de combat mais influence idéologique depuis sa cellule en prison, avec beaucoup de sympathisants.	Liens très forts avec le groupe de feu Santoso. Présence dans des communautés et écoles radicales. Grandes sources de recrutements.	Santoso (éliminé). Très faible. Seulement 30-40 membres.	

¹²⁹ Associate Professor, Asian Center, University of the Philippines.

¹³⁰ Ou *Jamaah Anshar Khilafah* (JAK) ou *Jamaah Ansharut Daulah* (JAD), alliance lâche de neuf cellules, pro-*Daech*, depuis mars 2015.

			Navhat Nuraniyah). En réalité, il y avait eu une rencontre entre lui et les terroristes à Solo (Java) mais bien avant les attentats.	en prison).	Abu Bakar Bashir ferait office de conseiller. Il aurait donné son feu vert pour l'attaque de janvier 2016.			
Soutien	<i>Al Qaeda</i> et <i>Al Nosra</i>	80 % anti- <i>Daech</i> et 20 % pro-JAK	<i>Daech</i> au Levant : <i>Katiba Nusantara Lid Daulah Islamiyah</i> (Bataillon de l'archipel malais), avec une école malaise à Racca, ce qui favorise la mise en place d'un très efficace réseau, essentiellement à partir des combattants.					<i>Daech</i> au Levant : <i>Katiba Masyariaq</i> à Oms (2015)
Sociologie	Vieux et entraînés. Toutefois, ce peut être une affaire de famille avec les plus jeunes qui emboîtent le pas, à Java-Centre.		Jeunes et amateurs, impatientes (unique expérience de combat à Poso). Sans compétence, au point que la JI se moque d'eux.					
Cibles	Tentative de reconstruc		Cibles (dans l'ordre décroissant d'importance) : police, étrangers (dont le rang a évolué mais ils redeviennent objet de préoccupation), chiïtes. Exemple :					

	tion des capacités militaires, avec un plan à 25 ans.		<ul style="list-style-type: none">- le groupe de Solo projetait en décembre d'attaquer un centre de chiites à Pekanbaru.- JAK impliqué dans les attaques de janvier à Jakarta.
--	---	--	---

Sources : Entretiens – Navhat Nuraniyah (IPAC) et Vidia Arianti (ICPVTR) – et ICPVTR, “Top IS Militants in Southeast Asia”, *Counter Terrorist Trends and Analysis*, Volume 8, Issue 11, November 2016, 30 p.

- **Annexe 7 : La nature du conflit au sud de la Thaïlande selon trois experts de terrain**

1. Généralités et spécificités de l'islam local :

DUNCAN MCCARGO¹³¹

This conflict has nothing to do with crime or economic development, nor with ISIS. It's a local political conflict about power over territory.

DON PATHAN¹³²

No evidence of link between Muslim communities in Thailand with ISIS. JI had tried to exploit the conflict in the far south but was not able to relate to it. One is Islamist and the other is ethno-nationalist.

Like other conflict affected areas, criminality, insurgency and local influential figures are interconnected somehow. Mindanao is a good example of that. Thailand's far south is not so obvious but the links are there.

SRISOMPOB JITPIROMSRI¹³³

No evidence has been shown so far about the linkage between Muslim communities in the Southern most provinces of Thailand and the ISIS, as far as I am concerned. But the impact of the Middle-East Islam is tangible among the so-called 'New School' of Islam among some groups in the Deep South society. For instance, there are many Islamic groups in the College of Islamic Studies (at Prince of Songkla University, Pattani), the Islamic University (Fatoni University), as well as the Madrasas (Private Islamic Schools), which follow the serious Islamic thought of the Middle East countries. You may call them 'Wahabist.' But the Wahabi here in the Deep South of Thailand appears to be moderate, modernist Islam and they are friendly to the Thai government. The majority of Malay Muslim population, about 1.8 million, is under the influence of 'Old School' of Islam, Shafi'i or traditionalists. The Old School of Islam in the region has long history of combination between local culture and Islam, including some superstition. Surprisingly, they are more oriented toward Ethno-Nationalism and the insurgents who have secessionist motivation have been strongly influenced by Shafi'i. They strongly applied Malay nationalism and Islamism, with more emphasis on the former than the latter. My experiences with the Muslims in this sub-region have shown that the influence of Middle-East way of Islam here is there, but not as strong as the ethno-religious ideology. The Old School of Islam with a lesser degree of Islamic radicalization has mainly formulated violent conflicts and insurgency. Less than 10% of Muslim population feels sympathetic to the ISIS way of terrorism. (...)

I would rather call the perpetrators of violence in the Deep South as the insurgents than terrorists. They need to have constituencies among the locals and care for the feelings of their local supporters. This is the reason why there have never been terror attacks, something like suicide bombs or large-scale, brutal massacres of civilians. The insurgents sometimes have

¹³¹ Professor of Political Science, University of Leeds.

¹³² Security analyst et consultant chez Asia Conflict and Security (ACAS) Consulting, Ltd, basé à Yala (Southern Thailand).

¹³³ Director, Center for Conflict Studies and Cultural Diversity Deep South Watch Prince of Songkla University.

committed brutal killings though. The elements of criminals within the insurgencies are not considerable. The authorities have tried to claim that drug dealers and illegal smugglers did numerous incidents of violence. To me, the probable conducts of crime-related and personal violence in this area is usually less than 30%, the estimation based on the data in the past. The same is true for the relationships between the violence and local politicians. There are some conflicts that have led to violence, but the number of incidents of violence that related to internal political rivalry is also limited, if not absence. In many cases, the assassination of local politicians directly or indirectly involved tit-for-tat killings between those who supported the local insurgents and those who supported the state.

2. Suite aux attaques de l'été 2016 :

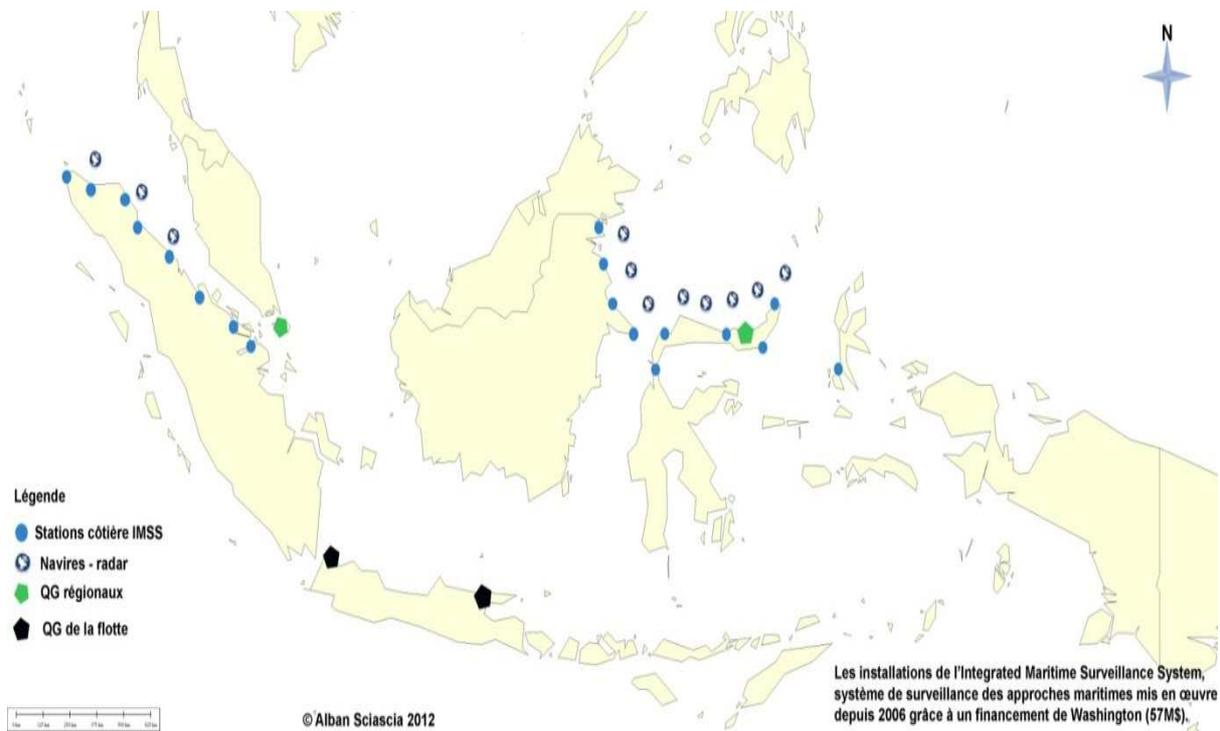
DON PATHAN

Regarding the last week's attack, police are frustrated at the military for trying to paint everything Red. They said it compromised with their investigation and could undermine the integrity of the findings. It seems that the army doesn't want to blame the BRN or any other Malay groups for the attacks as it would undermine their claim of politics success for the far South. The junta would come out ahead, politically, if it was discovered that the Reds were behind the spate of bombings.

SRISOMPOB JITPIROMSRI

As the peace dialogue seems to confront the temporarily dead-end, the violence on the ground appears to be relapsed. Particularly in this month, August of 2016, the level of incidents of violence obviously increases. The bomb attacks in 7 provinces of the upper south, considered to be outside of the separatists' own perimeter in the southernmost provinces, highlight a new trend of escalated violence after the halt of peace dialogue. The police's forensic evidences indicate that the operators of explosion are from the southernmost provinces with insurgency background. Hence, future of the peace dialogue goes hand in hand with the dynamics of violence on the ground. The invincible military government is now facing a grave challenge.

- **Annexe 8 : Déploiement des radars américains en Indonésie, entre lutte contre la piraterie et surveillance de la Chine (Alban Sciascia)**



- **Annexe 9 : Parasites diplomatiques en Asie du Sud-Est**

Plusieurs affaires nuisent aux relations intra-régionales :

- Affaires d'espionnage entre Singapour, l'Australie et ses voisins,
- Querelles culturelles entre Malaisie et Singapour,
- Noms de bateaux indonésiens inspirés de soldats ayant menés des attaques à Singapour,
- Trafics de sable et de granit vers Singapour,
- Immigration clandestine depuis l'Indonésie ou les Philippines,
- Pêche illégale,
- Conflits territoriaux (Philippines-Malaisie, Malaisie-Indonésie),
- Vente de la gare de Singapour, propriété malaisienne,
- Problèmes d'extraditions (Indonésie-Singapour notamment, pour des affaires de corruption),
- Secret bancaire et argent sale à Singapour,

NB : A l'occasion des attaques au sud de la Thaïlande en août 2016, la coopération Malaisie-Thaïlande a été de nouveau mise en cause puisque l'un des principaux suspects, Ahama Lengha, vivrait en Malaisie – souvent accusée de jouer les bases arrière de l'insurrection.

DON PATHAN

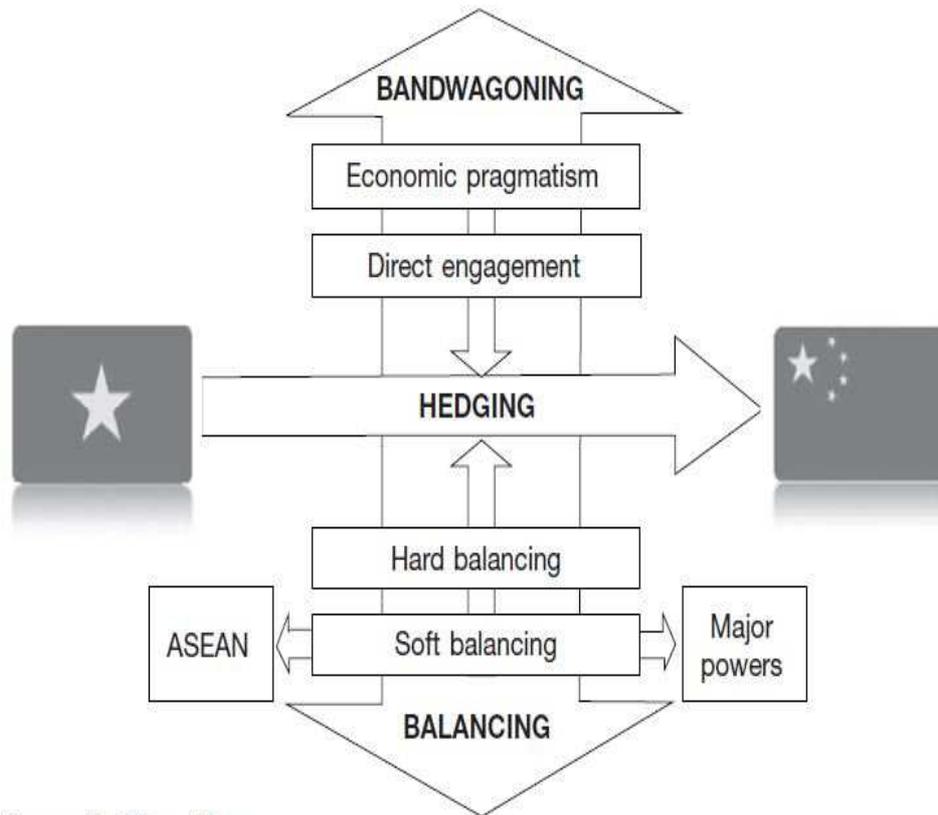
BKK's relationship with KL on the far South is hard to describe. The hardliners in Thailand are suggesting that "Malaysia is harbouring our enemies" and therefore, KL is not an honest broker. KL said the border is porous and therefore they are not able to prevent everybody from cross back and forth. Beside, KL has security concern and therefore must be at the table — the peace process.

MOHAMED NAWAB BIN MOHAMED OSMAN

I think there are some individual politicians in Malaysia who are linked to the Southern Thailand and Southern Philippines groups e.g. However, there is no hard evidence to point to this. The Malaysians have been active in the S. Philippines peace process.

- Annexe 10 : Définition du *hedging* – Exemple du Vietnam

Figure 1
Vietnam's Hedging Strategy Vis-a-vis China



Source: Le Hong Hiep

- Annexe 11 : La déradicalisation en Indonésie et à Singapour

1. En Indonésie :

Des efforts avaient été entamés, notamment sous l'impulsion de Nasir Abbas, ancien émir de la *Jemaah Islamyah (Mantiqui III – Sabah-Sulu-Sulawesi)*, rencontré à deux reprises à Jakarta. Malheureusement, le manque d'infrastructures et la corruption ont parasité les efforts entamés et les résultats se montrent plutôt décevants. Les prisons servent encore de bases arrière et de foyers de radicalisation. Par ailleurs, des voix s'élèvent pour que la déradicalisation ne soit pas l'œuvre que des seules associations religieuses.

Par ailleurs, les femmes peuvent être sources de radicalisation. Cet aspect a longtemps été mésestimé, ce qui peut conduire à des erreurs d'analyse. Les femmes bouleversent en effet les grilles d'analyse importées de Singapour. En témoigne le cas de ce haut fonctionnaire de Batam parti pour la Syrie et montré du doigt par tous les *think tanks*. En réalité, le terrain a livré ses secrets : il s'agissait de l'épouse, livrée à elle-même la journée, qui s'est radicalisée. Elle a ensuite annoncé à son mari son départ vers la Syrie avec les enfants. L'époux, fidèle, a alors préféré la suivre – sans pour autant avoir versé dans le jihadisme absolu. Un chercheur singapourien a partagé ce cas avec des collègues « jihadologues ». Hilare, il a ensuite raconté comment tous deux s'étaient trouvés « décontenancés, comme si leur cadre de réflexion (*framework*) s'écroulait ».

2. A Singapour :

La cité-Etat se veut en pointe de la déradicalisation, sans doute trop. L'*Harmony Centre* et le *Religious Rehabilitation Group (RRG)* – rencontrés en avril – constituent de magnifiques vitrines propices aux visites officielles. Ils font suite à diverses initiatives axées sur le vivre-ensemble comme l'*Inter Racial Confidence Circles* en 2002 et le *Community Engagement Programme* en 2006. Les experts de l'ICPVTR directement liés à ces initiatives voyagent à l'étranger pour échanger sur les pratiques autant que pour nouer des liens, en particulier avec l'Arabie Saoudite. Mais au-delà de ces démarches diplomatiques et communicationnelles, il semblerait que Singapour opte en grande partie sur le facteur religieux, tout en se concentrant sur les hommes et en négligeant les femmes. Shashi Jayakumar, fils d'un ancien vice-Premier ministre et directeur du CENS à la RSIS, semblait le regretter.

- Annexe 12 : Le terrorisme maritime (par zones)

Trois zones méritent une attention particulière :

1. Détroits de Malacca (et de Singapour) :

Toutes les mesures semblent déjà prises dans le détroit de Malacca, avec leurs limites, notamment pour :

- les patrouilles aériennes (trop haute et de jour),
- les bateaux de trop gros tonnages, incapables d'aller dans les rivières et mangroves,
- la question des *hot pursuits*, à travers les frontières : le décalage entre les discours officiels et la réalité du terrain continue à sévir ; dans leurs postes d'observation – et parfois parce qu'il s'agit de corruption ou de taxation indues –, les hommes en place se montrent beaucoup moins enthousiastes à laisser passer les homologues étrangers.

2. Zones littorales / Eaux territoriales :

Ne devraient néanmoins pas être mésestimées les zones littorales puisque s'y pose la question de la coordination des moyens entre les forces de police et/ou de garde-côtes et les marines. Dans ce domaine spécifique lié en France à certaines des missions de l'Action de l'Etat en mer et de la sauvegarde maritime, la France pourrait avantageusement apporter son expertise, surtout auprès de pays qui cherchent à mieux coordonner leurs forces de l'ordre en quittant le modèle rigide marines *versus* garde-côtes.

3. Mer des Sulu et détroit de Makassar :

Restent le détroit de Makassar et la mer de Sulu – seul secteur de la région encore classé comme *war-risk zone* par les *Lloyd's*. Longtemps à l'ombre du détroit de Malacca, il s'agit pourtant :

- d'une voie stratégique, autant pour les sous-marins (de/vers le verrou de Balabac) que pour les bâtiments de commerce de gros tonnage obligés d'emprunter le détroit de Lombok, plus profond que celui de Malacca,
- d'un secteur propice aux « relations internationales/transnationales illicites », selon l'expression de Pierre Conesa.
 - o Des recherches sur place¹³⁴ avaient mis en lumière le même système des *pelabuhan tikus* (ports-souris informels et souvent illégaux) indonésiens, en particulier vers Kudat, face à Balabac, où il n'avait pas été possible de se rendre.
 - o Nasir Abbas confirmait cet état des lieux en indiquant comment il réussissait à faire passer du matériel ou de l'argent sans difficulté, simplement en confiant

¹³⁴ Côté Sabah oriental, en 2000, à l'époque de la prise d'otages à Jolo.

des paquets aux pêcheurs du secteur qui avaient l'habitude d'aller et venir par-delà les frontières¹³⁵.

DZIRHAN MAHADZIR

The Makassar straits patrol is being discussed though to be honest, there's not much to it considering both the Philippines and Malaysia do not have enough ships in the first place to mount a significant number of patrols.

Fait notable : l'imprévisible président philippin a décidé d'autoriser les bâtiments indonésiens à franchir les frontières pour poursuivre les criminels en mer et éventuellement les cibler. On est loin de la frilosité en cours sur les rives du détroit de Malacca.

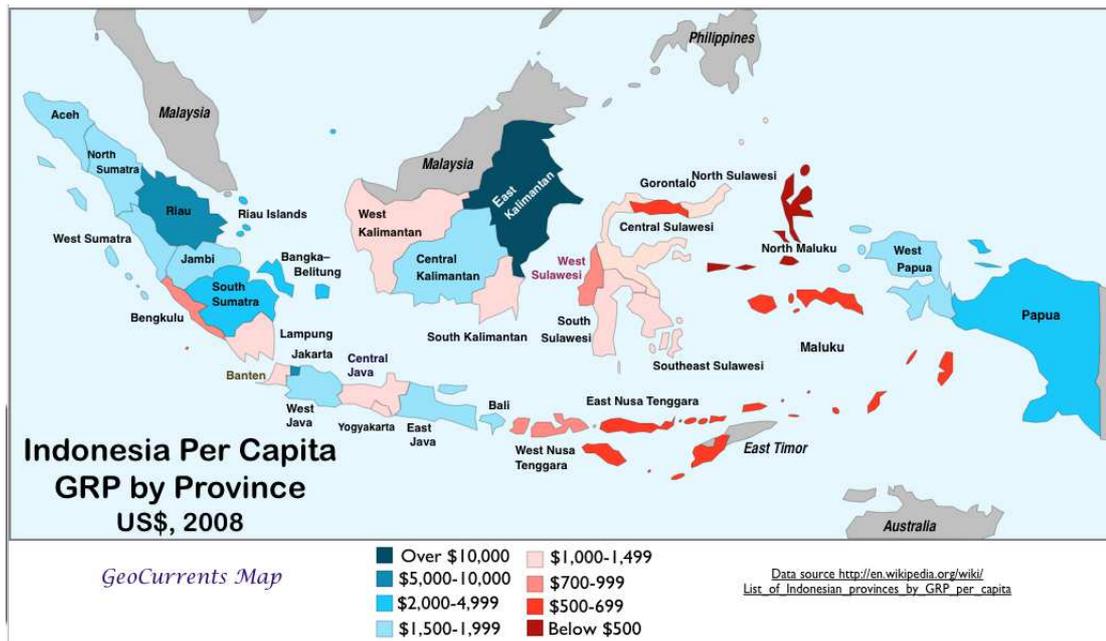
- Singapour craint de jouer le rôle de *hub*, à terre ou en mer. Il faudra en effet revenir sur la porosité des frontières dans les détroits de Malacca et de Singapour, même du côté de la cité-État – comme par exemple vers Tuas (trafic de cigarettes), Punggol (face à la Malaisie) et au *Jurong Fishery Port* entre minuit et 5 heures du matin, quand les bateaux repartent avec quantité de matériels d'occasion ensuite revendus sur les marchés indonésiens de Batam et Bintan...
- Les autorités indonésiennes ont intercepté à Bali, à bord d'un navire malaisien, le 22 septembre 2016, une cargaison de trente tonnes de produits chimiques, semble-t-il destiné à la fabrication de bombes à Sulawesi.
- De façon générale, tout comme AQMI (*Al Qaeda* au Maghreb islamique) profitait des compétences transnationales des Touaregs, la *Jemaah Islamiyah* a cherché à s'acoquiner avec des groupes habitués à la contrebande transfrontalières comme *Abu Sayyaf* afin d'opérer à travers les pays. A n'en pas douter, les adeptes d'une *wilaya* régional (cf. *supra*) suivront la même démarche.

- **Annexe 13 : Les disparités économiques comme l'une des causes de la marginalisation, premier pas vers la radicalisation**

Sans rentrer dans les détails, l'étude des cartes à l'échelle nationale (en attendant des études ethnologiques à l'échelle locale) permettent de mettre en lumière d'importantes disparités économiques.

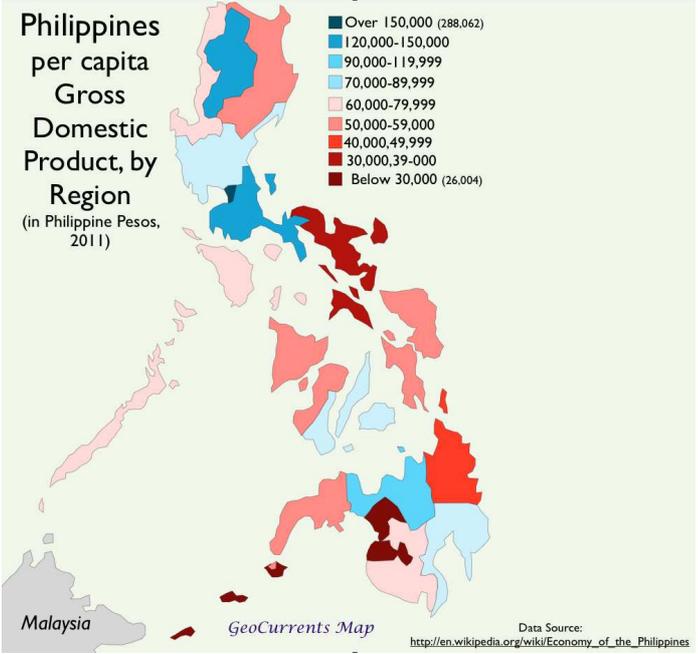
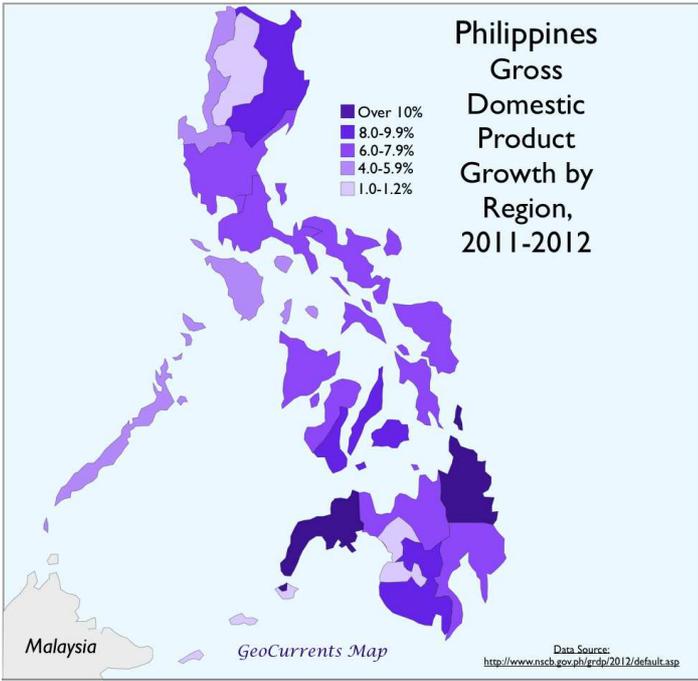
C'est le cas en Indonésie, comme l'illustre la carte ci-dessous. Les régions des Moluques et de Sulawesi-Centre, habituées aux *clashes* interreligieux, apparaissent comme désavantagées. A noter que la province de Kalimantan-Est s'est depuis divisée en deux depuis la création de la province de Kalimantan-Nord, ce qui ne fait que renforcer le parallèle avec la région des îles Riau (également étendue et loin de Jakarta et tout aussi propices aux trafics divers).

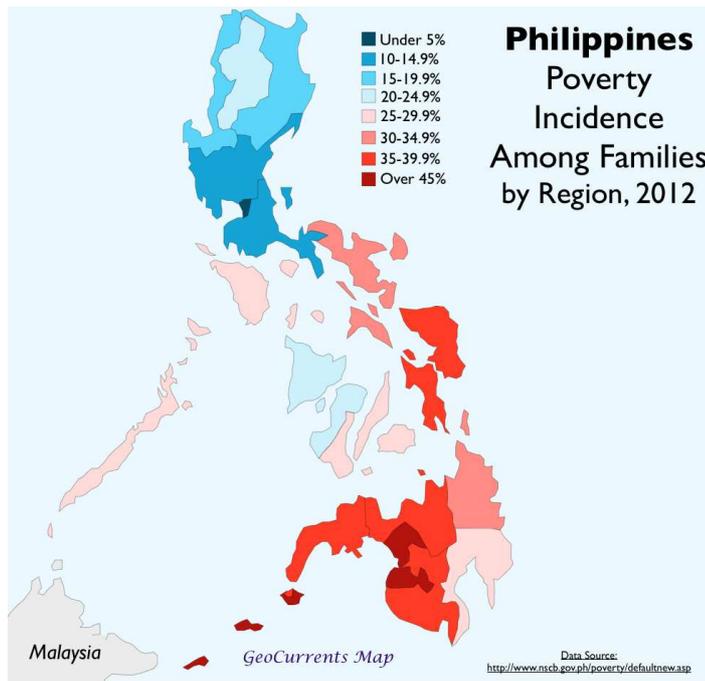
¹³⁵ Une partie de pêche nocturne dans le détroit de Singapour avait confirmé le caractère très relatif de la frontière pour les pêcheurs.



Martin W. Lewis, “North Kalimantan: Indonesia’s Newest Province and Southeast Asian Geopolitical Tensions”, *Geocurrents*, 31 juillet 2013 : <http://www.geocurrents.info/geopolitics/border-disputes/north-kalimantan-indonesias-newest-province-and-southeast-asian-geopolitical-tensions#ixzz4VmTX97xd> (consulté en janvier 2017).

S’agissant des Philippines, le cas du Sud est plus complexe comme l’illustrent les trois cartes ci-dessous : il est pauvre malgré quelques zones de croissance. A l’échelle nationale, les écarts de PIB peuvent d’être de un à dix. A Mindanao, l’agriculture ne parvient pas à enrayer la pauvreté alors que l’île couvre 60 % des exportations dans ce domaine. Surtout, dans tous les cas, la Région autonome en Mindanao musulmane (depuis 1990 – ou Bangsamoro : patrie des Moros) demeure la plus pauvre et dépourvue.





Martin W. Lewis, “The Philippines’ Uneven Economic Boom Submitted”,
Geocurrents, 6 septembre 2013 : <http://www.geocurrents.info/economic-geography/philippines-uneven-economic-boom#ixzz4VmUFLzrz> (consulté en janvier 2017).